



Société anonyme au capital de 933 027 038,75 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

DEUXIEME ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2010

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mars 2010
sous le numéro D.10-0087.

La première actualisation du document de référence (incluant un rectificatif) a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés
Financiers le 6 mai 2010 sous le numéro D.10-0087-A01.

**La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des
Marchés Financiers le 5 août 2010 sous le numéro D.10-0087-A02.**

SOMMAIRE

Actualisation par chapitre du Document de référence 2010

I. Chapitre 2 : Stratégie du Groupe et présentation des activités	4
1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA PREMIERE ACTUALISATION	4
II. Chapitre 3 : La Société, les actionnaires	17
2.1 ACTION SOCIETE GENERALE - DIVIDENDE	17
2.2 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL	18
III. Chapitre 4 : Rapport semestriel d'activité du Groupe	20
3.1 PRESENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE	20
3.2 ACTIVITE ET RESULTATS DU GROUPE	22
3.3 SYNTHESE DES RESULTATS ET DE LA RENTABILITE PAR METIER	26
3.4 STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE	41
3.5 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCES	42
3.6 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS	43
3.7 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 30 JUIN 2010	44
3.8 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE	45
3.9 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS	50
3.10 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS A VENIR	50
3.11 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES	51
IV. Chapitre 5 : Gouvernement d'entreprise	52
4.1 ASSEMBLEE GENERALE DU 25 MAI 2010	52
4.2 POLITIQUE DE REMUNERATION	53
V. Chapitre 6 : Ressources Humaines	62
5.1 EMPLOI	62

VI. Chapitre 9 : Gestion des risques	63
6.1 EXPOSITIONS SOUVERAINES AU 31 MARS 2010 UTILISEES DANS LE CADRE DU STRESS TEST CEBS	63
6.2 ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE CREDIT : ENCOURS RISQUE DE CREDIT	64
6.3 INFORMATIONS FINANCIERES SPECIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIERE DE TRANSPARENCE FINANCIERE	66
6.4 RATIOS REGLEMENTAIRES	73
6.5 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX	75
6.6 EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING	76
VII. Chapitre 10 : Eléments financiers	77
7.1 ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2010	77
7.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010	126
7.3 RESULTATS DU 2 ^E TRIMESTRE 2010 (<i>COMMUNIQUE DE PRESSE DU 4 AOUT 2010</i>)	128
VIII.Chapitre 11 : Eléments juridiques	152
8.1 STATUTS AU 16 JUILLET 2010	152
IX.Chapitre 12 : Responsable de l'actualisation du Document de référence	162
9.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	162
9.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	162
9.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	163
X. Chapitre 13 : Tables de concordance	164
10.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	164
10.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	166

Classements : les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne

I. CHAPITRE 2 : STRATEGIE DU GROUPE ET PRESENTATION DES ACTIVITES

1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA PREMIERE ACTUALISATION

1.1.1 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 12 MAI 2010 : GDF SUEZ ET SOCIETE GENERALE VONT POURSUIVRE SEPAREMENT LE DEVELOPPEMENT DE LEUR ACTIVITE DE TRADING DE GAZ ET D'ELECTRICITE EN EUROPE

GDF SUEZ et Société Générale annoncent leur intention de mettre en oeuvre séparément leurs ambitions respectives dans le trading d'énergie et de ne pas reconduire le partenariat qui les lie dans le domaine du trading de gaz et d'électricité en Europe au travers de leur filiale Gaselys. A cet effet, Société Générale va céder ses parts dans la co-entreprise (49%) à GDF SUEZ et va donner une forte impulsion à cette activité selon ses propres modalités et en lien avec ses autres métiers.

Présente sur les marchés des matières premières depuis plus de 20 ans, Société Générale affiche de fortes ambitions de croissance dans ce secteur d'activité stratégique. La banque va redéployer son activité de trading de gaz et d'électricité au sein de son département de marchés de Matières Premières afin de proposer à sa clientèle une offre complète sur les marchés de l'énergie, avec des solutions combinées gaz, électricité, charbon et pétrole, en Asie, Europe et aux Amériques.

Société Générale souhaite ainsi conforter son positionnement parmi les leaders mondiaux sur les activités de marchés et de financement de l'énergie, comme l'illustre déjà la récompense de « Meilleure banque de l'année dans le domaine de l'énergie » décernée par RISK Magazine en 2010.

Gaselys avait été créée en 2001 par Gaz de France (51%) et Société Générale (49%) dans le contexte de libéralisation des marchés européens du gaz et de l'électricité. GDF SUEZ et Société Générale tirent un bilan très positif de ce cheminement commun sur une période de près de dix ans.

1.1.2 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 25 MAI 2010 : RAPPORT SUR LES POLITIQUES ET PRATIQUES DE REMUNERATION 2009

Le rapport qui a été publié le 25 mai 2010 figure au paragraphe 4.2 de la présente actualisation.

1.1.3 EXTRAIT DU COMMUNIQUE DE PRESSE DU CREDIT DU NORD DU 14 JUI 2010 : CREDIT DU NORD ET BPCE SONT ENTRES EN NEGOCIATIONS EXCLUSIVES EN VUE DE L'ACQUISITION DE LA SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT PAR CREDIT DU NORD POUR UN PRIX DE 872 MILLIONS D'EUROS

Crédit du Nord et BPCE sont entrés en négociations exclusives en vue de l'acquisition de la Société Marseillaise de Crédit par Crédit du Nord. Le prix envisagé pour cette transaction est de 872 millions d'euros, le dividende 2009 restant acquis au vendeur.

Fondée en 1865, la Société Marseillaise de Crédit est un acteur bancaire important du Sud-Est de la France, où elle bénéficie d'un fort ancrage régional et d'une marque reconnue. Disposant de 144 agences, la Société Marseillaise de Crédit compte près de 200 000 clients et emploie plus de 1 400 collaborateurs.

Cette opération s'inscrirait dans la stratégie de développement de Crédit du Nord, qui s'appuie sur un réseau unique de banques régionales de proximité :

- Une présence notablement accrue dans les régions françaises les plus dynamiques. L'opération permettrait ainsi de constituer un acteur de référence – avec environ 4% de parts de marché dans le sud-est de la France, région particulièrement porteuse sur le plan économique et démographique (évolution du PIB/habitant et croissance prévisionnelle de la population à horizon 2030 très nettement supérieures à la moyenne nationale).
- Un projet industriel attractif, reposant notamment sur de fortes complémentarités entre les deux entités. La Société Marseillaise de Crédit pourrait ainsi bénéficier de l'expertise de Crédit du Nord dans les systèmes d'information bancaires et d'un enrichissement de son offre de produits au service de ses clients. L'identité de la Société Marseillaise de Crédit serait préservée, à l'instar des enseignes régionales du Crédit du Nord. Crédit du Nord s'appuierait sur cette marque forte pour accélérer son développement dans le Sud-est de la France.

Le projet d'insertion de la Société Marseillaise de Crédit au sein de Crédit du Nord sera facilité par les paramètres suivants :

- proximité des cultures d'entreprise et des modèles bancaires à fort contenu relationnel ;
- expérience éprouvée du Crédit du Nord en matière d'intégration de nouvelles enseignes ;
- profil favorable de la pyramide des âges.

Grâce à cette opération de taille significative, Crédit du Nord :

- enrichirait son dispositif d'une 7ème enseigne régionale, et confirmerait l'attractivité de son business model ;
- permettrait au groupe Société Générale de franchir une nouvelle étape dans sa stratégie de développement multi-enseignes et de conforter sa place de 3ème réseau de banque de détail en France en termes de PNB. L'opération serait financée par augmentation de capital souscrite par Société Générale. L'impact Tier one pour le groupe Société Générale de cette opération entièrement financée sur ses fonds propres, est estimé autour de 20 points de base.

Crédit du Nord et BPCE vont poursuivre leurs travaux et engager les processus d'information-consultation des instances représentatives du personnel. La réalisation de cette opération sera soumise à l'approbation des autorités réglementaires compétentes.

1.1.4 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 15 JUIN 2010 : AMBITION SG 2015 : UNE CROISSANCE A MOINDRE RISQUE

■ **Ambition SG 2015**

- Renforcer un modèle de banque universelle orienté client et recentré sur 3 piliers à fort potentiel (Banque de détail en France, Réseaux internationaux et Banque de financement et d'investissement)
- Achever l'optimisation du portefeuille d'activités du Groupe
- Maintenir une stricte gestion des risques
- Transformer le modèle opérationnel

■ **Principaux objectifs financiers**

- Résultat net part du Groupe cible d'environ 6 Md d'euros en 2012
- Coefficient d'exploitation inférieur à 60 % en 2012
- ROE après impôt d'environ 14-15 % en 2012
- Ratio Core Tier 1 supérieur à 8 % à l'horizon 2012 (Bâle II, CRD3)

Société Générale présente aujourd'hui son plan stratégique 2015 lors d'une journée investisseurs organisée à Paris animée par son Président Directeur général Frédéric Oudéa et les membres de l'équipe de direction du Groupe.

Frédéric Oudéa, Président Directeur général a déclaré:

« Dans un environnement en pleine évolution, je suis persuadé que Société Générale dispose d'un modèle très attractif avec des forces intrinsèques qui lui permettront de compter parmi les banques européennes les plus compétitives dans le futur. Les dernières années ont été difficiles pour le Groupe, ses actionnaires et ses employés mais nous avons tiré les leçons de la crise. 2010 représente le début d'une nouvelle période pour Société Générale. A ce titre, les résultats du premier trimestre illustrent la capacité de rebond du Groupe. Ma stratégie pour les prochaines années consistera à développer notre modèle intégré de banque universelle orientée client, tirer parti de nos positions dans des pays à fort potentiel de croissance et transformer notre modèle opérationnel. Tout en proposant à nos clients un service bancaire de grande qualité, nous produirons des résultats financiers solides et une croissance soutenue, avec une forte discipline en matière de gestion financière et des risques. »

1. AMBITION SG 2015

Une banque universelle orientée client et recentrée sur 3 piliers

Le Groupe confirme son attachement à un modèle de banque universelle. Celui-ci a démontré sa résistance durant la crise et devrait rester efficient dans un environnement 2010-2015 caractérisé par une grande incertitude et des contraintes accrues.

La solidité de ce modèle tient aux relations de long terme établies avec les clients, ainsi qu'à sa diversification (multi-métiers et multi-clients) et au bon équilibre entre l'offre de solutions de financement et de collecte d'épargne.

Le business modèle de Société Générale, auparavant fondé sur 5 métiers, a été recentré autour de trois piliers :

- Réseaux France,
- Réseaux Internationaux,
- Banque de Financement et d'Investissement.

Ces trois métiers sont au cœur du développement du modèle de banque relationnelle. Leur positionnement solide confère au Groupe un potentiel de croissance important.

Les deux autres lignes métiers, Services Financiers Spécialisés & Assurances et Banque Privée, Gestion d'actifs et Services aux investisseurs, devraient être en mesure de consolider leurs positions de leader. Ils soutiendront le développement des trois piliers et verront leur développement soumis à quatre critères :

- le niveau des synergies potentielles avec les trois piliers du Groupe,
- leur consommation de ressources rares,
- leur contribution aux résultats financiers du Groupe,
- leur capacité à conserver un positionnement concurrentiel compétitif.

Extérioriser pleinement le potentiel de croissance du Groupe

Le portefeuille d'activités de Société Générale est unique car, par rapport à celui de bon nombre de banques, il offre un potentiel important de croissance durable et rentable. Le Groupe dispose en effet d'avantages compétitifs forts et opère dans des géographies à fort potentiel.

La nouvelle équipe de direction du Groupe va s'attacher à accélérer cette croissance grâce au plan « Ambition SG 2015 » qui regroupe plus de 50 projets impliquant toutes les lignes métiers. Celui-ci se décline essentiellement selon les priorités suivantes:

- Etre la référence en matière de satisfaction client sur le marché français de la banque de détail,
- Une position dans le Top 3 des banques présentes en Europe centrale et orientale et Russie,
- Une position dans le Top 5 européen des banques de financement et d'investissement,
- Pour le Groupe, renouer avec une croissance rentable et principalement organique sur la période 2009-2015.

D'ici 2012, Société Générale développera son programme 'Ambition SG 2015' en extériorisant pleinement le potentiel de croissance de ses fonds de commerce. Le Groupe poursuivra les arbitrages au sein de son portefeuille d'activités, dont les premiers exemples ont été la création d'Amundi, la restructuration d'activités périphériques, la consolidation des activités russes, l'acquisition d'une participation de 20 % dans Crédit du Nord et, comme le Groupe l'a annoncé le 14 juin 2010, l'entrée en négociation exclusive en vue de l'acquisition de la Société Marseillaise de Crédit par le Crédit du Nord.

Transformation du modèle opérationnel et maintien d'une stricte gestion des risques

Société Générale, ayant tiré les leçons de la crise, continuera à s'adapter à son environnement en mettant l'accent sur :

- l'amélioration de son efficacité opérationnelle via l'industrialisation des processus et la mutualisation des ressources,
- le développement des synergies intra-Groupe,
- la gestion des talents et le développement des meilleures pratiques en terme de management,
- une vigilance constante et renforcée en matière de contrôle des risques.

Un résultat net part du Groupe cible d'environ 6 milliards d'euros en 2012

Dans un scénario de croissance modérée du PIB mondial, Société Générale vise :

- un résultat net part du Groupe d'environ 6 milliards d'euros en 2012,
- une croissance du Produit Net Bancaire de 4 % par an entre 2009 et 2012,¹
- un coefficient d'exploitation inférieur à 60 % en 2012,
- un niveau moyen de coût du risque estimé à 55-65 pb des encours de crédit en moyenne de cycle,
- un ROE après impôt d'environ 14-15 % en 2012.

Le Groupe maintiendra une situation financière solide sur la période, avec un ratio Core Tier 1 minimum de 8 % à l'horizon 2012 (Bâle II, CRD3).

2. RESEAUX FRANCE : Etre la référence en matière de satisfaction client

L'ambition de Société Générale d'ici 2015 pour son pôle Réseaux France s'articule autour de 4 principales priorités :

- être la banque de référence en matière de satisfaction client,
- augmenter le nombre de clients particuliers de 10 à 12 millions,
- gagner 1% de part de marché auprès de la clientèle d'entreprises,
- réduire le coefficient d'exploitation à 60 % ou moins.

Dans cette perspective, le Groupe s'appuiera sur ses trois marques complémentaires - Société Générale, Crédit du Nord (renforcé par l'acquisition de la SMC) et Boursorama - qui, ensemble, couvrent toute la palette des besoins de sa clientèle. Il s'appuiera également sur une implantation de son réseau d'agences lui permettant de gagner des parts de marché, sur une approche multi canal performante et sur des fonds de commerce de qualité. Des stratégies commerciales adaptées à chaque segment de clientèle ont déjà été mises en œuvre ainsi qu'un projet destiné à renforcer la mutualisation des services informatiques et des back-offices entre les trois réseaux et à partager les meilleures pratiques.

Pour les Réseaux France, cette stratégie devrait se traduire par :

- une croissance des revenus d'environ 3 % par an de 2009 à 2012,
- un coefficient d'exploitation de 63 % en 2012 puis inférieur à 60 % en 2015,
- un Résultat Net Part du Groupe cible de 1,4-1,6 milliard d'euros en 2012.

¹ À change constant, hors actifs gérés en extinction, gestion d'actifs (hors TCW) et éléments exceptionnels (MtM du portefeuille de CDS et risque de crédit propre).

3. RESEAUX INTERNATIONAUX : TOP 3 EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET RUSSIE

Dans les Réseaux Internationaux, Société Générale affiche 5 ambitions principales :

- Créer un acteur de premier plan en Russie,
- Intensifier les relations clients dans les entités les plus matures,
- Accélérer la croissance dans les bassins à potentiel de bancarisation et saisir les opportunités de croissance externe,
- Adosser la croissance à l'innovation,
- Améliorer l'efficacité opérationnelle.

Ces objectifs seront atteints en premier lieu grâce à un projet ambitieux en Russie, où le Groupe entend créer un leader du marché bancaire. SG Russie va ainsi mettre en œuvre une approche commerciale ciblée sur le segment des clients particuliers, en s'appuyant sur plusieurs canaux d'acquisition : les deux réseaux de banques universelles fusionnés (Rosbank et BSGV), l'entité de crédit à la consommation (Rusfinance) et l'entité de crédit à l'habitat (Delta Credit). Pour faire croître sa clientèle entreprises, le Groupe étoffera les équipes commerciales, développera sa gamme de produits et les synergies avec SG CIB.

En dehors de la Russie, le Groupe s'attachera à intensifier les relations clientèle dans les pays plus matures, notamment en République tchèque : des synergies avec les autres lignes métier du Groupe et les ventes croisées seront développées. Dans les pays ayant un fort potentiel de bancarisation, Société Générale ouvrira plus de 700 agences et vise une augmentation significative du nombre de ses clients. Par ailleurs, la croissance sera adossée sur un certain nombre de solutions innovantes qui ont fait leurs preuves dans plusieurs pays. La transformation du modèle opérationnel des Réseaux Internationaux, initiée il y a plusieurs années déjà, sera achevée. Ce projet consiste essentiellement à standardiser, mutualiser et centraliser les processus et les ressources. Les plateformes informatiques des principales implantations étrangères seront ainsi alignées sur les systèmes des Réseaux France tandis que pour les autres implantations d'Europe de l'Est et Orientale, des hubs régionaux seront créés, à l'instar de celui déjà lancé en Afrique.

Les objectifs financiers du pôle Réseaux Internationaux sont les suivants :

- la Russie au sein du pôle Réseaux Internationaux représentera 15 % du résultat en 2012, et sera le principal contributeur en matière de résultat en 2015,
- un taux de croissance des revenus d'environ 8% entre 2009 et 2012,
- un Résultat Net Part du Groupe cible de 0,9-1,1 milliard d'euros en 2012.

4. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT : TOP 5 EN EUROPE

Les priorités stratégiques du Groupe dans les métiers de banque de financement et d'investissement seront les suivantes:

- Etendre le leadership mondial sur les dérivés Actions et les structurés « cross asset »
- Développer les financements structurés en capitalisant sur les segments en forte croissance
- Capitaliser sur des fonds de commerce européens solides en complétant l'offre Fixed Income et Banque d'investissement,
- Développer les activités de banque de financement et d'investissement en Europe Centrale et Orientale et en Russie en s'appuyant sur la présence du Groupe dans ces régions.

Pour les dérivés actions, la priorité sera donnée au développement des ventes croisées auprès des clients du Groupe en Asie et aux États-Unis, ainsi qu'à l'augmentation de la couverture de la clientèle institutionnelle européenne. Pour les produits structurés « Cross-Asset », des synergies seront mises en place entre les équipes Actions et Fixed Income, avec une approche client segmentée et le

renforcement des équipes commerciales régionales. L'objectif de SG CIB est de figurer dans le Top 5 sur les produits de taux structurés en euro en 2012.

Les fonds de commerce du Groupe en financements structurés seront développés au travers d'investissements ciblés dans des segments à forte croissance, notamment dans le secteur des matières premières et des infrastructures. Les équipes dédiées aux principaux marchés émergents seront renforcées pour asseoir la présence du métier en Asie, en Europe Centrale et Orientale, au Moyen Orient et en Afrique.

Les activités de taux flux seront réorganisées pour permettre le développement des relations avec une clientèle entreprise ciblée et les institutions financières. Par ailleurs, SG CIB consolidera son positionnement à l'échelle mondiale en recrutant 200 personnes au sein des front office, en développant une capacité d'origination et de distribution en dollar américain et livre sterling, et en développant son offre de change. Pour la banque d'investissement, des recrutements ciblés permettront une meilleure couverture des clients européens, avec l'objectif de figurer dans le Top 10 des acteurs du secteur en Europe.

Le Groupe tirera profit de sa présence en Europe Centrale et Orientale et en Russie pour développer les activités de banque de financement et d'investissement au travers de plates-formes locales dotées d'équipes dédiées pour l'origination et la vente.

L'ensemble de ces initiatives traduisent la conviction du Groupe de pouvoir augmenter le volume d'activité réalisé avec sa base de clientèle actuelle et développer des produits sur lesquels ils dispose d'avantages compétitifs établis, avec un risque d'exécution limité.

Parallèlement, SG CIB a lancé un programme ambitieux, Resolution, qui permettra de gagner en efficacité et de renforcer encore la maîtrise des risques opérationnels. Ce plan impliquera un investissement de 600 millions d'euros sur 3 ans et devrait permettre de faire baisser le coefficient d'exploitation après 2012.

Au total, les objectifs financiers de Société Générale pour ses activités pérennes en banque de financement et d'investissement sont les suivants :

- Revenus d'environ 9,5 milliards d'euros en 2012,
- Coefficient d'exploitation de 55 % en 2012, et potentiellement inférieur au delà
- Résultat Net Part du Groupe cible de 2,3-2,8 milliards d'euros en 2012.

5. ACTIFS GERES EN EXTINCTION

Les risques liés aux actifs gérés en extinction sont sous contrôle:

- En 2010, leur impact sur le Résultat avant impôt du Groupe ne devrait pas dépasser 0,7 à 1,0 Md EUR, conformément à la guidance précédemment communiquée.
- Par ailleurs, les résultats d'une évaluation indépendante menée par BlackRock Solutions au T2 10 confortent les niveaux de valorisation du Groupe. A maturité, la valorisation des actifs selon l'approche crédit de BlackRock Solutions aboutirait à un gain total estimé de 1,5 Md EUR avant impôt (0,8 Md EUR en variation positive des capitaux propres, 0,7 Md EUR en Résultat avant impôt) par rapport aux niveaux de valorisation de fin mars 2010.

Enfin, compte tenu de son profil de maturité, la taille du portefeuille d'actifs gérés en extinction sera réduite de 60% d'ici 2015. Outre cette extinction naturelle, le Groupe continuera à appliquer une stratégie de cession ciblée et opportuniste.

6. PROFIL DE RISQUE ET MODELE OPERATIONNEL

La réduction du profil de risque du Groupe sera poursuivie.

Entre 2009 et 2012, la majorité de la génération de capital du Groupe sera allouée aux Réseaux France et Internationaux. Dans ces métiers, l'appétit pour le risque du Groupe demeurera stable.

En Banque de Financement et d'Investissement, l'appétit pour le risque des activités de marché sera réduit, avec notamment une concentration sur les actifs liquides. Il restera stable pour les activités de crédit (contreparties de qualité et expertise en structuration).

En 2012, un bon équilibre sera respecté entre la Banque de Financement et d'Investissement (environ 33% des fonds propres et survaleurs alloués, en tenant compte des nouvelles exigences CRD3) et les Réseaux France et Internationaux (entre 40% et 42% de fonds propres et survaleurs alloués). Le solde sera réparti entre les fonds propres alloués à GIMS et les Services Financiers Spécialisés et Assurances (entre 25% et 27%).

L'efficacité opérationnelle sera accrue : d'ici 2012, le Groupe vise en effet un coefficient d'exploitation inférieur à 60 %. Dans les activités de banque de détail, les priorités seront industrialisation et mutualisation des ressources. Ainsi, les Réseaux France bénéficieront d'un système d'information unique d'ici 2013. Les banques les plus importantes des Réseaux Internationaux utiliseront à terme le même système d'information que celui déployé dans les Réseaux France. Les entités plus petites s'appuieront sur des hubs régionaux. Dans la Banque de Financement et d'Investissement, le projet Resolution devrait entraîner d'importantes économies de frais de gestion et renforcer encore le contrôle des risques opérationnels.

7. POINT A DATE SUR L'ACTIVITE DU T2 2010

Au cours des deux premiers mois du deuxième trimestre 2010 :

- L'activité commerciale est demeurée soutenue dans les Réseaux France, confirmant ainsi la cible de croissance des revenus de la ligne métier.
- Pour les Réseaux Internationaux, des premiers signes de reprise de l'activité se sont manifestés en Europe centrale et orientale et en Russie tandis que les tendances positives des précédents trimestres se sont maintenues dans les autres implantations. Le Produit Net Bancaire du pôle devrait ressortir en croissance par rapport au premier trimestre.
- La performance de la Banque de Financement et d'Investissement se caractérise par des résultats satisfaisants pour les activités Taux, Changes et Matières Premières et Financement et Conseil mais les activités Actions affichent une performance mitigée, conséquence d'un appétit pour le risque réduit compte tenu de conditions de marché volatiles.
- Comme au cours des trimestres précédents, les volumes de productions sont restés faibles en Financements Spécialisés avec toutefois des marges solides. Les métiers Assurances connaissent un niveau d'activité soutenu.
- Le pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs enregistre une progression de son Produit Net Bancaire par rapport au premier trimestre, dans un environnement qui reste peu favorable.

8. PRINCIPAUX OBJECTIFS FINANCIERS

GROUPE

- RNPG cible d'environ 6 milliards d'euros en 2012,
- Croissance des revenus de 4 % par an entre 2009 et 2012,¹
- Coefficient d'exploitation inférieur à 60 % en 2012,
- Un niveau moyen de coût du risque estimé à 55-65 pb des encours de crédit en moyenne de cycle,
- ROE après impôt de 14-15 % en 2012.
- Ratio Core Tier 1 supérieur à 8 % à l'horizon 2012 (Bâle II, CRD3)

RESEAUX FRANCE

- Croissance des revenus d'environ 3 % par an de 2009 à 2012,
- Coefficient d'exploitation de 63 % en 2012 et inférieur à 60 % en 2015,
- RNPG cible de 1,4-1,6 milliard d'euros en 2012.

RESEAUX INTERNATIONAUX

- Top 3 en Europe Centrale & Orientale et en Russie
- La Russie au sein du pôle Réseaux Internationaux représentera 15 % du résultat en 2012, et sera le principal contributeur en 2015,
- Taux de croissance des revenus d'environ 8% entre 2009 et 2012,
- RNPG cible de 0,9-1,1 milliard d'euros en 2012.

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

- Top 5 en Europe
- PNB d'environ 9,5 milliards d'euros en 2012,
- Coefficient d'exploitation de 55 % en 2012, et potentiellement inférieur au delà
- RNPG cible de 2,3-2,8 milliards d'euros en 2012.

SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

- RNPG cible de 0,7-0,9 milliards d'euros en 2012.

BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

- RNPG cible de 0,5-0,7 milliards d'euros en 2012.

¹ À change constant, hors actifs gérés en extinction, gestion d'actifs (hors TCW) et éléments exceptionnels (MtM du portefeuille de CDS et risque de crédit propre).

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment - sauf mention spécifique - l'application des principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et appliqués par le Groupe dans ses comptes au 31.12.2009 ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Il est donc recommandé aux lecteurs de ce document de ne pas accorder à ces projections une confiance injustifiée dès lors que de nombreux facteurs pourraient faire que les résultats futurs du Groupe soient différents.

Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer ces facteurs d'incertitude et de risque.

Ni Société Générale, ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour tout préjudice pouvant résulter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale auxquels cette présentation pourrait faire référence.

Sauf mention contraire :

- les sources des classements mentionnées sont d'origine interne ;
- les chiffres concernant Réseaux France ne tiennent pas compte de Société Marseillaise de Crédit.

1.1.5 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 24 JUIN 2010 : RESULTAT DE L'OFFRE DE DIVIDENDE PAYE EN ACTIONS

Voir paragraphe 2.1.2, page 17.

1.1.6 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 1^{ER} JUILLET 2010 : SOCIETE GENERALE ET LE GROUPE ECONOCOM SONT ENTRES EN NEGOCIATIONS EXCLUSIVES EN VUE DE L'ACQUISITION DU GROUPE ECS PAR ECONOCOM

Société Générale et le groupe Econocom sont entrés en négociations exclusives en vue de l'acquisition par Econocom du groupe ECS, aujourd'hui détenu à 100% par Société Générale.

L'offre d'Econocom valorise les titres ECS à 210 millions d'euros (y compris le dividende 2009 dû au vendeur), dont 30 millions d'euros seraient financés par une émission d'actions d'Econocom souscrite par Société Générale. Au terme de la transaction, Société Générale deviendrait actionnaire d'Econocom à hauteur de 9%.

Présent dans 17 pays, avec une densité forte en Europe occidentale et des filiales en Europe de l'Est, au Maroc, aux États-Unis et en Chine, et comptant plus de 1 500 collaborateurs, le groupe ECS est spécialisé dans le management et le pilotage des systèmes d'information. Le groupe a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires consolidé de 840 millions d'euros (normes IFRS).

Cette opération permettrait au nouvel ensemble de faire une avancée décisive dans un marché des services informatiques en concentration, où la taille est un enjeu stratégique. ECS s'inscrirait ainsi dans un projet industriel solide avec des perspectives de développement renforcées.

Société Générale resterait un partenaire privilégié du nouvel ensemble à travers la mise en place d'un accord de partenariat pluriannuel, portant sur l'apport d'affaires par les réseaux Société Générale et le refinancement de l'activité de location par Société Générale Equipment Finance.

Société Générale et Econocom vont poursuivre leurs travaux et présenter le projet aux instances représentatives du personnel des deux groupes. La réalisation de l'opération sera soumise aux approbations des autorités de la concurrence.

1.1.7 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 4 AOUT 2010 : RESULTATS DU 2^E TRIMESTRE 2010

Voir Chapitre 10, page 128.

1.1.8 EXTRAIT DU COMMUNIQUE DE PRESSE DU 5 AOUT 2010 : SOGECAP – EMBEDDED VALUE 2009

En 2009, l'Embedded Value de Sogecap s'élève à 3 200 M€, en hausse de 24% par rapport à 2008. Le rapport New Business Value sur valeur actuelle des primes ressort à un niveau satisfaisant de 1,7%.

B&W Deloitte a procédé, comme chaque année depuis 2007, à la certification des calculs d'Embedded Value de Sogecap au 31 décembre 2009. Dans ce cadre, le cabinet a revu exclusivement la cohérence de la méthodologie et les hypothèses, leur conformité avec les principes du CFO Forum applicables au 31/12/2009, la réconciliation globale des données utilisées avec les comptes et la cohérence des résultats. Son opinion complète figure dans la note détaillée « Sogecap-Embedded Value 2009 » accessible sur le site : <http://www.sogecap.com>.

Synthèse des résultats

	2009	2008	Variation en pourcentage
Actif net réévalué (ANR)	1 353 M €	1 100 M €	23%
Valeur du portefeuille « équivalent certain »	2 717 M €	2 277 M €	19,3%
Valeur temps des options et garanties financières	-561 M €	-555 M €	1,1%
Coût du capital et des risques non financiers	-310 M €	-249 M €	24,5%
Embedded Value (EV)	3 200 M €	2 573 M €	24,4%
Valeur de la production nouvelle (NBV)	123 M €	154 M €	-20,1%
NBV sur valeur actuelle des primes ⁽¹⁾	1,7%	2,1%	-19%
NBV sur APE ⁽²⁾	16,3%	21,2%	-23,1%

(1) La valeur actuelle des primes générées par l'activité de 2009 (y compris versements programmés futurs) est de 7 437 M€.

(2) APE : Annualized Premium Equivalent (10% des primes uniques et versements libres, 100% des versements programmés) qui s'élève à 757 M€.

Le périmètre de calcul correspond à l'ensemble de l'activité en France, y compris l'activité partenariat d'Oradéa-Vie, les filiales étrangères étant prises en compte pour leur seule valeur nette comptable.

L'Embedded Value, représentant la valeur actualisée du stock de contrats, ressort à 3 200 M€ à fin 2009, pour une situation nette IFRS de 1 598 M €. L'excédent de valeur est donc d'environ 1,6 Md€.

La Valeur de la Production Nouvelle (ou New Business Value, NBV), mesure de la valeur générée par l'activité 2009, s'élève à 123 M€ pour l'activité en France, soit 1,7% de la valeur actuelle des primes.

Analyse de l'évolution de l'Embedded Value entre 2008 et 2009

En M €	Actif net réévalué	Valeur du portefeuille	Total
Embedded Value 2008 publiée	1 100	1 473	2 573
Valeur 2008 après ajustements	1 100	1 440	2 540
Résultat de l'activité opérationnelle	16	219	234
Résultat lié à l'environnement économique	168	188	355
Dividende versé en 2009	-		
Augmentation de capital	70		70
Embedded Value 2009	1 353	1 847	3 200

L'écart de valeur entre la valeur 2008 publiée et la valeur 2008 après ajustements est dû à des évolutions de modélisation et de périmètre.

Le résultat de l'activité opérationnelle correspond essentiellement à la valeur de la nouvelle production sur 2009 et du résultat attendu généré par les contrats déjà en portefeuille.

Le résultat lié à l'environnement économique est positif de 355 M€ du fait de la hausse des marchés actions et de la baisse des taux.

Le rendement opérationnel de l'Embedded Value s'élève à 9,2% (rapport entre le résultat lié à l'activité opérationnelle et l'Embedded Value à fin 2008), il était de 8,5% en 2008.

II. CHAPITRE 3 : LA SOCIETE, LES ACTIONNAIRES

2.1 ACTION SOCIETE GENERALE - DIVIDENDE

2.1.1 EXTRAIT DU COMMUNIQUE DE PRESSE DU 25 MAI 2010 : DOCUMENT D'INFORMATION MIS A LA DISPOSITION DES ACTIONNAIRES RELATIF AU PAIEMENT DU DIVIDENDE EN ACTIONS NOUVELLES

L'assemblée générale des actionnaires de Société Générale, réunie le 25 mai 2010, a décidé l'attribution d'un dividende de 0,25 euro par action et d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles Société Générale de la totalité du dividende.

Le dividende sera détaché le 1^{er} juin 2010 et mis en paiement à compter du 23 juin 2010.

2.1.2 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 24 JUIN 2010 : RESULTAT DE L'OFFRE DE DIVIDENDE PAYE EN ACTIONS

Les actionnaires de Société Générale, réunis en l'Assemblée Générale le 25 mai 2010, ont fixé le dividende au titre de 2009 à 0,25 euros par action ordinaire, avec une option de paiement en actions ou en numéraire.

La période d'option s'est achevée le 15 juin 2010. Au titre du paiement du dividende en actions, 2 323 887 actions ordinaires nouvelles ont été émises puis livrées le 23 juin 2010.

A l'issue de cette opération, le capital de Société Générale est maintenant composé de 742 130 152 actions au nominal de 1,25 euros.

2.2 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

2.2.1 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE ⁽¹⁾

Situation au 30 juin 2010 ⁽²⁾

	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote*
Plan mondial d'actionnariat salarié	51 591 415	6,95 %	10,45 %
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	68 164 383	9,18 %	12,94 %
<i>Groupama</i>	31 564 967	4,25 %	6,24 %
<i>CDC</i>	16 727 614	2,25 %	2,74 %
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11 069 312	1,49 %	2,71 %
<i>CNP</i>	8 802 490	1,19%	1,25 %
Public	601 045 298	80,99 %	74,01 %
Autodétention	12 342 040	1,66 %	1,51 %
Autocontrôle	8 987 016	1,21 %	1,10 %
Total		100,00 %	100,00 %
Base de référence		742 130 152	818 323 096

NB : Les statuts du Groupe comprennent des seuils déclaratifs à intervalle de 0,5% à partir de 1,5%. A fin juin 2010, hors OPCVM et activité de trading d'établissements financiers, aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 1,5% du capital du Groupe.

(1) Y compris droits de vote double (article 14 des statuts de Société Générale)

(2) Au 30 juin 2010, la part des actionnaires de l'Espace Economique Européen dans le capital est estimée à 46,3%.

* A compter de 2006 et conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions propres pour le calcul du nombre total de droits de vote

2.2.2 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 29 JUILLET 2010 : PLAN MONDIAL D'ACTIONNARIAT SALARIE 2010 : BILAN DE LA 23^{EME} AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Pour la 23^e année consécutive, Société Générale a proposé à ses collaborateurs de souscrire à une augmentation de capital réservée, avec une décote sur le prix de référence et un abondement de l'entreprise.

Le Plan Mondial d'Actionnariat Salarié 2010 a été ouvert à plus de 145 000 collaborateurs et anciens collaborateurs dans 63 pays. Neuf nouvelles entités ont pu participer pour la première fois à l'opération. La souscription a été réalisée du 11 au 26 mai 2010 au prix de souscription de 36,98 euros.

Malgré un environnement boursier difficile, l'opération 2010 a conservé son attractivité grâce à la politique d'abondement favorable de l'entreprise.

Ainsi, 44 000 salariés et anciens salariés ont souscrit pour un montant de 159 millions d'euros. En France, le taux de souscription est resté élevé avec plus d'un salarié Société Générale sur deux qui a choisi de participer à l'opération.

A l'issue de l'opération 2010, plus de 82 000 salariés et retraités sont actionnaires de Société Générale et détiennent 7,49 % du capital et 10,92 % des droits de vote.

Opérations	Date de constatation	Variation	Nombre d'actions	Capital social (en EUR)	Variation du capital liée à l'opération (en %)
<i>Pour rappel, informations au 31.12.2009</i>			739 806 265	924 757 831,25	
Paiement du dividende en actions	21 juin 2010	2 323 887	742 130 152	927 662 690	+0,3%
Augmentation de capital Plan d'épargne 2010	16 juillet 2010	4 291 479	746 421 631	933 027 038,75	+0,6%

III. CHAPITRE 4 : RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU GROUPE

3.1 PRESENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE

3.2 ACTIVITE ET RESULTATS DU GROUPE

Evolution de la communication financière

- (i) A compter du 1^{er} janvier 2010, les fonds propres normatifs alloués aux métiers s'élèvent à 7 % des encours pondérés Bâle II début de période (contre auparavant 6% sur les encours moyens de la période), complétés des consommations additionnelles de fonds propres prudentiels générées par chaque métier (déductions impactant les fonds propres Tier 1 Bâle II) et, le cas échéant, des exigences propres aux activités d'assurance.
- (ii) Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'activité de la Banque de détail en France s'articule autour de trois réseaux : Réseau Société Générale, Réseau Crédit du Nord et Boursorama (précédemment intégré au pôle « Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs »).
- (iii) Les activités de gestion structurée, indicielle et alternative de SGAM Alternative Investments sont rattachées à celles de Lyxor Asset Management, et à ce titre intégrées aux métiers de la Banque de Financement et d'Investissement à compter du 1^{er} janvier 2010.

La reprise économique qui a débuté fin 2009 se confirme, mais elle demeure fragile et sa vigueur varie selon les zones géographiques. En Europe en particulier, les perspectives de croissance restent modérées et, dans le prolongement de la crise grecque, un climat de forte défiance vis-à-vis des dettes souveraines des Etats européens les plus fragiles et de la zone euro dans son ensemble s'est propagé sur les marchés financiers et interbancaires.

Afin de rétablir la confiance dans le système bancaire européen, les régulateurs européens ont publié le 23 juillet les résultats des tests de résistance de 91 banques européennes ainsi que leurs expositions aux émetteurs souverains. Cet exercice de transparence a permis de confirmer la solidité financière de la grande majorité des banques européennes, dont les quatre principales banques françaises, qui avaient déjà prouvé leur résilience lors de la crise récente. La qualité du portefeuille d'activités de Société Générale en particulier est démontrée avec un ratio Tier One sous stress à fin 2011 estimé à 10%. Par ailleurs, des premières réponses ont été apportées concernant le nouveau dispositif de régulation bancaire dit "Bâle III". Toutefois, les éléments essentiels tels que le calibrage définitif des exigences en capital ne seront définitivement connus qu'en fin d'année.

Dans ce contexte, Société Générale confirme son rebond.

Le Groupe :

- démontre son dynamisme commercial sur son marché domestique et bénéficie de la diversification de son implantation en banque de détail à l'international,
- poursuit le redressement progressif des résultats des métiers de Services Financiers Spécialisés ainsi que du pôle Banque Privée, Gestion d'actifs et Services aux Investisseurs, et
- confirme la résistance de ses activités de marché et le dynamisme de ses offres de financements en Banque de Financement et d'Investissement.

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	10 629	13 260	+24,8%	+22,0%*
Frais de gestion	(7 884)	(8 066)	+2,3%	0,0%*
Résultat brut d'exploitation	2 745	5 194	+89,2%	+84,0%*
Coût net du risque	(2 429)	(2 142)	-11,8%	-14,5%*
Résultat d'exploitation	316	3 052	x 9,7	x 9,3*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	14	0	-100,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(6)	58	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	(18)	0	+100,0%	
Charge fiscale	(62)	(806)	n/s	
Résultat net	244	2 304	x 9,4	
dont Intérêts minoritaires	213	157	-26,3%	
Résultat net part du Groupe	31	2 147	n/s	n/s*
Coefficient d'exploitation	74,2%	60,8%		
Fonds propres moyens	29 324	35 921	+22,5%	
ROE après impôt	n/s	11,0%		
Ratio Tier 1 (Bâle II)	9,5%	10,7%⁽²⁾		

* à périmètre et change constants

(2) Hors effets du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers)

Produit net bancaire

Soutenue par une activité commerciale toujours dynamique, en particulier en banque de détail (France, bassin méditerranéen) et sur les marchés de financements structurés, les métiers de Société Générale affichent globalement de bonnes performances sur le premier semestre 2010 avec 13,0 milliards d'euros de revenus. Après un premier trimestre 2010 très satisfaisant, les **Réseaux France** confirment leur dynamisme au deuxième trimestre. Sur le semestre, le Produit Net Bancaire ressort à 3,8 milliards d'euros, en croissance de +6,3%¹ par rapport au S1-09. Cette progression permet de confirmer l'objectif annoncé en début d'année d'une croissance d'environ +3%¹ des revenus sur l'ensemble de 2010. Profitant d'une présence sur différents bassins géographiques à potentiels, la **Banque de détail à l'International** affiche des revenus en croissance de +2,8% par rapport au S1-09 avec en particulier des premiers signes de reprise en Russie. Les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** ainsi que la **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs Financiers** poursuivent le développement ciblé de leurs dispositifs et extériorisent respectivement 1,8 milliard d'euros et 1,1 milliard d'euros de revenus au S1-10. Revenues à des niveaux normalisés au premier trimestre 2010, les conditions de marché se sont à nouveau dégradées au deuxième trimestre, notamment sur le marché des dérivés actions. Dans ce contexte, et compte tenu du maintien d'une stratégie prudente de réduction des risques de marché, les revenus semestriels des activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** s'élèvent à 3,8 milliards d'euros.

Enfin, à 248 millions d'euros, le PNB *Hors Pôles* intègre l'effet comptable (+355 millions d'euros) de la réévaluation des passifs financiers propres du Groupe.

¹ Hors effet de la provision PEL/CEL

Frais de gestion

Conséquence d'une politique de maîtrise stricte des dépenses et de l'amélioration de la gestion opérationnelle, les frais de gestion du Groupe sont stables* par rapport au S1-09 à 8,1 milliards d'euros.

Le coefficient d'exploitation au S1-10 de Société Générale ressort à 60,8% (vs 74,2% au S1-09).

Retraité d'effets purement comptables enregistrés en *Hors Pôle* (réévaluation des dettes liée au risque de crédit propre et des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits Corporates), le coefficient d'exploitation au S1-10 (62,5%) est en amélioration de 2 points par rapport au S1-09.

Résultat d'exploitation

A 5,2 milliards d'euros, le Résultat Brut d'Exploitation semestriel est en nette hausse (+84,0%*) par rapport aux 6 premiers mois de 2009.

Le coût du risque du Groupe (hors actifs gérés en extinction) est en baisse par rapport au S1-09 (89 points de base au S1-10 contre 105 points de base au S1-09). Les premiers signes d'amélioration identifiés au T1-10 se confirment au T2-10. La poursuite de cette tendance devrait se traduire par une baisse modérée de la charge du risque sur le prochain semestre.

- A -448 millions d'euros (53 points de base), la charge nette du risque des Réseaux France reste élevée sur la clientèle commerciale PME. Sur la clientèle de particuliers, la sinistralité se maintient à un niveau faible.
- Le coût du risque des Réseaux Internationaux est globalement en hausse à 208 points de base contre 184 points de base au S1-09. Tenant compte de la dégradation de la situation et des perspectives macro-économiques, des dotations aux provisions ont été enregistrées en Grèce (majoritairement sur le T1-10, avec notamment une provision collective de -101 millions d'euros) et dans une moindre mesure en Roumanie (dont -21 millions de provisions collectives au T2-10). A contrario, la charge nette du risque est en recul en Russie et République tchèque. Sur les autres bassins d'activités, la charge du risque reste à des niveaux contenus.
- Le coût du risque des Services Financiers Spécialisés est de 236 points de base au S1-10. En baisse dans les activités de financement d'équipements, il demeure à un niveau élevé sur les activités de crédit à la consommation.
- Avec une charge nette du risque de -64 millions d'euros (9 points de base), la très bonne tenue du portefeuille de clients Corporate de la Banque de Financement et d'Investissement se confirme. Les actifs gérés en extinction génèrent un impact modéré sur le semestre avec une charge nette du risque de -311 millions d'euros. Sur ces bases, l'estimation annuelle de l'impact global de ce portefeuille est confirmée devrait ressortir dans le bas de la fourchette annuelle (entre -0,7 et -1,0 milliard d'euros).

Au total, le Groupe dégage un résultat d'exploitation de 3,1 milliards d'euros (x9,7 par rapport au S1-09).

* A périmètre et taux de change constants. Pour le Groupe et le pôle « Banque Privée, Gestion d'actifs et Services aux Investisseurs », les variations à périmètre et taux de change constant s'entendent hors l'activité « Gestion d'actifs » suite à la création d'Amundi.

Résultat net

Après charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 26,4% sur le semestre) et intérêts minoritaires, le Résultat Net Part du Groupe semestriel s'élève à 2 147 millions d'euros, permettant d'extérioriser un ROE après impôt de 11,0% (9,7% hors impact de la dette propre).

Le bénéfice net par action s'établit sur le semestre à 2,75 euros, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI.

3.3 SYNTHÈSE DES RESULTATS ET DE LA RENTABILITE PAR METIER

En millions d'euros	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Services Financiers Spécialisés et Assurances		Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs		Banque de Financement et d'Investissement		Hors Pôles		Groupe	
	S1-09	S1-10	S1-09	S1-10	S1-09	S1-10	S1-09	S1-10	S1-09	S1-10	S1-09	S1-10	S1-09	S1-10
Produit net bancaire	3 656	3 823	2 356	2 423	1 545	1 775	1 258	1 096	3 877	3 895	(2 063)	248	10 629	13 260
Frais de gestion	(2 404)	(2 481)	(1 344)	(1 357)	(871)	(912)	(1 116)	(977)	(2 099)	(2 226)	(50)	(113)	(7 884)	(8 066)
Résultat brut d'exploitation	1 252	1 342	1 012	1 066	674	863	142	119	1 778	1 669	(2 113)	135	2 745	5 194
Coût net du risque	(444)	(448)	(609)	(700)	(527)	(610)	(27)	(5)	(826)	(375)	4	(4)	(2 429)	(2 142)
Résultat d'exploitation	808	894	403	366	147	253	115	114	952	1 294	(2 109)	131	316	3 052
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	5	11	4	1	(4)	1	0	(2)	(2)	2	(3)	14	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	4	3	6	(31)	(8)	0	47	21	9	(3)	0	(6)	58
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0	0	(19)	0	0	0	0	0	1	0	(18)	0
Charge fiscale	(275)	(306)	(83)	(71)	(40)	(71)	(25)	(31)	(253)	(346)	614	19	(62)	(806)
Résultat net	538	597	334	305	58	170	91	130	718	955	(1 495)	147	244	2 304
dont Intérêts minoritaires	24	6	87	66	5	8	2	1	11	4	84	72	213	157
Résultat net part du Groupe	514	591	247	239	53	162	89	129	707	951	(1 579)	75	31	2 147
Coefficient d'exploitation	65,8%	64,9%	57,0%	56,0%	56,4%	51,4%	88,7%	89,1%	54,1%	57,2%	n/s	n/s	74,2%	60,8%
Fonds propres moyens	6 119	6 532	3 585	3 628	4 467	4 783	1 348	1 429	9 283	8 457	4 522*	11 092*	29 324	35 921
ROE après impôt	16,8%	18,1%	13,8%	13,2%	2,4%	6,8%	13,2%	18,1%	15,2%	22,5%	n/s	n/s	n/s	11,0%

* calculé par solde entre les fonds propres Groupe et les fonds propres alloués aux pôles

RESEAUX FRANCE

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	3 656	3 823	+4,6%	+6,3%(a)
Frais de gestion	(2 404)	(2 481)	+3,2%	
Résultat brut d'exploitation	1 252	1 342	+7,2%	+12,4%(a)
Coût net du risque	(444)	(448)	+0,9%	
Résultat d'exploitation	808	894	+10,6%	+19,1%(a)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	5	x 5,0	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	4	+0,0%	
Charge fiscale	(275)	(306)	+11,3%	
Résultat net	538	597	+11,0%	+19,5%(a)
dont Intérêts minoritaires	24	6	-75,0%	
Résultat net part du Groupe	514	591	+15,0%	+23,9%(a)
Coefficient d'exploitation	65,8%	64,9%		
Fonds propres moyens	6 119	6 532	+6,7%	
ROE après impôt	16,8%	18,1%		

(a) Hors dotation PEL/CEL de -16 M EUR au S1-10 contre une reprise de 44 M EUR au S1-09

L'activité des **Réseaux France** au 2^{ème} trimestre s'inscrit dans le prolongement des bonnes performances du T1-10 et permet ainsi d'afficher des résultats commerciaux et financiers en conformité avec les ambitions du Groupe.

La croissance des fonds de commerce sur la **clientèle des particuliers** a été particulièrement dynamique sur le semestre avec +103 000 ouvertures nettes de comptes s'appuyant sur une politique commerciale volontariste de chaque enseigne (Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama). Dans un environnement marqué par une aversion persistante pour le risque, les dépôts bilanciaux voient leurs encours fortement augmenter (+4,1% par rapport au S1-09), notamment sur les dépôts à vue (+10,5% par rapport au S1-09). Dans un contexte de taux bas, les encours d'épargne à régime spécial résistent (+4,7% par rapport au S1-09). Ils sont tirés par la croissance soutenue du Livret A et du PEL dont les encours continuent à augmenter de façon significative (respectivement +50,2% et +6,1% par rapport au S1-09).

A 2,1 milliards d'euros, la reprise de la collecte nette d'assurance-vie accélère ce semestre (+48,4% par rapport au S1-09). Elle reste très majoritairement réalisée sur des supports en euro, dans un contexte d'aversion pour le risque. Toutefois, la volatilité sur les marchés a engendré des opportunités pour les investisseurs particuliers entraînant une progression des ordres de bourses de +4,7% par rapport au S1-09, notamment chez Boursorama.

Sur le marché des crédits immobiliers, l'anticipation par la clientèle de particuliers de la révision des avantages fiscaux (fin du doublement du Prêt à Taux Zéro, remaniement de la loi Scellier) a soutenu le développement de la production de crédit à l'habitat (+77,7% par rapport au S1-09). En revanche, la fin progressive des soutiens de l'Etat à la consommation, la faible évolution des revenus des ménages et la préférence pour l'épargne, commence à peser au global sur la production de crédits à la consommation (-0,3% par rapport au S1-09).

Concernant la **clientèle commerciale**, la proactivité des réseaux et la consolidation de la trésorerie des entreprises ont permis aux dépôts à terme et dans une moindre mesure aux dépôts à vue, de progresser fortement (respectivement +66,6% et +3,2% par rapport à S1-09) au détriment des crédits de fonctionnement (-7,6% par rapport au S1-09). Dans un contexte de faible demande et de sous-utilisation des capacités de production, la dynamique des encours des crédits d'investissement à la clientèle commerciale demeure résiliente, progressant de +3,3% par rapport au S1-09 attestant l'engagement du Groupe à soutenir les entreprises et l'économie.

Les **résultats financiers** des Réseaux France au S1-10 sont en hausse sensible avec des revenus s'élevant à 3 823 millions d'euros en progression de +6,3%¹ par rapport au S1-09, soutenus par une marge d'intérêt toujours favorable (+8,6%¹ par rapport au S1-09) et une hausse des commissions liée au dynamisme des Réseaux (+3,4% par rapport au S1-09). Les frais de gestion sont maîtrisés à 2 481 millions d'euros (+3,2% par rapport au S1-09) et le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,0¹ points à 64,6%.

Le coût du risque au S1-10 (53 points de base) est en légère hausse par rapport au S1-09 (+1 point). La sinistralité se maintient à un niveau faible sur la clientèle de particuliers contrairement à la clientèle commerciale PME sur laquelle le coût du risque demeure à un niveau élevé.

Au total, les Réseaux France dégagent un Résultat Net part du Groupe de 591 millions d'euros, en augmentation de +23,9%¹ par rapport au S1-09.

Le ROE s'établit à 18,4%¹ au S1-10 (contre 15,9%¹ au S1-09).

¹ Hors effet de la provision PEL/CEL

RESEAUX INTERNATIONAUX

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	2 356	2 423	+2,8%	-0,6%*
Frais de gestion	(1 344)	(1 357)	+1,0%	-2,5%*
Résultat brut d'exploitation	1 012	1 066	+5,3%	+1,9%*
Coût net du risque	(609)	(700)	+14,9%	+8,0%*
Résultat d'exploitation	403	366	-9,2%	-8,0%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	11	4	-63,6%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3	6	+100,0%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(83)	(71)	-14,5%	
Résultat net	334	305	-8,7%	
dont Intérêts minoritaires	87	66	-24,1%	
Résultat net part du Groupe	247	239	-3,2%	-2,1%*
Coefficient d'exploitation	57,0%	56,0%		
Fonds propres moyens	3 585	3 628	+1,2%	
ROE après impôt	13,8%	13,2%		

* à périmètre et change constants

Dans un contexte économique différencié selon les zones géographiques, les performances commerciales et financières des **Réseaux Internationaux** confirment la reprise de l'activité engagée en début d'année. Avec une progression sur un an de l'ensemble des encours (+0,8%* sur les crédits et +2,4%* sur les dépôts), le pôle démontre sa capacité de développement. Ainsi, à fin juin 2010, les encours de crédits et de dépôts sont respectivement de 64,1 milliards d'euros et de 65,2 milliards d'euros.

L'activité des implantations du **bassin méditerranéen** est soutenue sur le semestre. Avec plus de 700 agences à fin juin 2010 (+52 ouvertures nettes sur un an), les Réseaux Internationaux poursuivent l'objectif de renforcement du dispositif commercial dans la région et comptent 1,9 millions de clients particuliers, grâce à plus de 122 000 nouveaux clients en un an. Portés par ce dynamisme commercial, les encours de crédits progressent de +9,4%* par rapport à fin juin 2009, avec un développement important des crédits aux particuliers (+10,5%* sur la même période).

Dans les pays d'**Europe centrale et orientale et en Russie**, le premier semestre 2010 est marqué par la normalisation progressive de l'environnement économique et la reprise de l'activité commerciale spécifiquement à partir de la fin du premier trimestre. Ainsi, alors que les encours croissent entre le premier et le second trimestre, les encours de crédits affichent un repli de -4,4%* par rapport à fin juin 2009 et les dépôts une stabilité dans le même temps. Reconnu comme un acteur majeur de la région, le groupe Société Générale s'est vu décerner le titre de « Meilleure banque » en Europe centrale et orientale dans le cadre des « Euromoney Awards », récompensant le leadership, l'innovation et le dynamisme de la banque dans la région.

Dans ce contexte, les revenus des **Réseaux Internationaux** s'élèvent à 2 423 millions d'euros, en baisse de -0,6%* par rapport au S1-09 (+2,8% en données courantes). A 1 357 millions d'euros, les frais de gestion s'inscrivent en baisse de -2,5%* (+1,0% en données courantes). Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit par conséquent à

1 066 millions d'euros, en hausse de +1,9%* (+5,3% en données courantes) et le coefficient d'exploitation, à 56,0% est en retrait de 1,0 point par rapport au S1-09.

Les Réseaux Internationaux enregistrent ce semestre un coût net du risque de -700 millions d'euros à 208 points de base en hausse de +24 points de base par rapport au S1-09. Cette hausse est principalement due aux dotations importantes enregistrées en Grèce (majoritairement sur le T1-10, avec notamment une provision collective de -101 millions d'euros) et en Roumanie (dont -21 millions de provisions collectives au T2-10). Cependant, l'amélioration est visible en Russie et en République tchèque.

Au global, les Réseaux Internationaux dégagent un Résultat Net Part du Groupe de 239 millions d'euros au S1-10 (-2,1%* par rapport au S1-09), soit un ROE de 13,2%.

SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	1 545	1 775	+14,9%	+10,2%*
Frais de gestion	(871)	(912)	+4,7%	-0,3%*
Résultat brut d'exploitation	674	863	+28,0%	+23,8%*
Coût net du risque	(527)	(610)	+15,7%	+9,6%*
Résultat d'exploitation	147	253	+72,1%	+76,9%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	(4)	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(31)	(8)	+74,2%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	(19)	0	+100,0%	
Charge fiscale	(40)	(71)	+77,5%	
Résultat net	58	170	x 2,9	
dont Intérêts minoritaires	5	8	+60,0%	
Résultat net part du Groupe	53	162	x 3,1	x 2,3*
Coefficient d'exploitation	56,4%	51,4%		
Fonds propres moyens	4 467	4 783	+7,1%	
ROE après impôt	2,4%	6,8%		

* à périmètre et change constants

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) les **Services Financiers Spécialisés** (crédit à la consommation, financement des biens d'équipement professionnel, location longue durée et gestion de flottes de véhicules, location et gestion de parcs informatiques),
- (ii) l'**Assurance-vie** et l'**Assurance-dommages**.

Si, sur le semestre, le niveau d'activité commerciale demeure contrasté selon les activités et les zones géographiques, les performances globales du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** confirment en revanche au deuxième trimestre, le redressement des résultats amorcé au premier trimestre, malgré un coût du risque qui demeure à un niveau élevé.

Dans un environnement économique toujours peu porteur et compte tenu du maintien d'une politique d'octroi sélective, les activités de **Crédit à la consommation** enregistrent au S1-10 une production de 5,7 milliards d'euros, en repli de -4,2%* par rapport au S1-09. Les tendances restent contrastées d'un pays à l'autre : retrait en Pologne et en Italie, reprise en Allemagne, en France et en Russie. Au total, les encours de crédit à la consommation s'établissent à 23,6 milliards d'euros à fin juin 2010, en progression de +3,7%* par rapport à fin juin 2009.

Dans les métiers de **Financements des biens d'équipement professionnel**, l'activité reste en retrait (-16,7%*) par rapport au S1-09, avec une production de 3,4 milliards d'euros (hors affacturage). Au total, les encours de crédit (hors affacturage) s'élèvent à 19,0 milliards d'euros à fin juin 2010, en baisse de -4,5%* par rapport à fin juin 2009 mais en hausse de +1,7%* par rapport à fin mars 2010.

Le métier de **Location longue durée et gestion de flottes** continue d'afficher une activité dynamique. La production est en hausse de +22,3% par rapport au S1-09, avec notamment la mise en location de plus de 96 000 véhicules. Avec près de 816 000 véhicules, dont 611 000 en location longue durée, le parc progresse de +4,8%* par rapport à fin juin 2009. Le semestre est par ailleurs marqué par la poursuite de l'amélioration du marché du véhicule d'occasion.

Au total, le Produit Net Bancaire des **Services Financiers Spécialisés** s'établit à 1 519 millions d'euros, en hausse de +9,4%* par rapport au S1-09 (+14,8% en données courantes), grâce à l'effet conjugué de la très bonne tenue des marges et du net redressement des résultats sur les ventes des véhicules d'occasion. Compte tenu du maintien d'un strict contrôle des coûts, le Résultat Brut d'Exploitation s'affiche en nette progression par rapport au S1-09, à 708 millions d'euros (+24,6%* et +29,9% en données courantes).

Les métiers d'**Assurances** maintiennent un niveau d'activité soutenu. Avec une collecte nette semestrielle de 3,15 milliards d'euros, essentiellement concentrée sur les supports en euros, l'activité assurance-vie affiche une croissance dynamique de +73,4%* par rapport au S1-09, tandis que l'activité assurance-dommages voit sa production nette croître de +21,2% sur la même période.

Le produit net bancaire s'établit à 256 millions d'euros, en hausse de +15,3%* vs S1-09 (+15,3% en données courantes).

Au S1-10, le coût net du risque du pôle s'élève à 610 millions d'euros, soit 236 points de base. La baisse du coût du risque des activités de financement d'équipement amorcée au T1-10 se confirme au T2-10, mais les activités de crédit à la consommation souffrent toujours d'une situation difficile en Pologne et en Italie.

Au total, le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** extériorise un résultat d'exploitation de 253 millions d'euros (+72,1% par rapport au S1-09) et un résultat net part du Groupe de 162 millions d'euros (x3,1 par rapport au S1-09).

BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	1 258	1 096	-12,9%	-10,8%*
Frais de gestion	(1 116)	(977)	-12,5%	-8,4%*
Résultat brut d'exploitation	142	119	-16,2%	-22,4%*
Coût net du risque	(27)	(5)	-81,5%	-92,6%*
Résultat d'exploitation	115	114	-0,9%	-8,7%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	-100,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	47		n/s
Charge fiscale	(25)	(31)	+24,0%	
Résultat net	91	130	+42,9%	
dont Intérêts minoritaires	2	1	-50,0%	
Résultat net part du Groupe	89	129	+44,9%	-15,9%*
Coefficient d'exploitation	88,7%	89,1%		
Fonds propres moyens	1 348	1 429	+6,0%	

* à périmètre et change constants

Le pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** regroupe trois grandes activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking),
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi, TCW)
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services) et **Courtage** (Newedge).

Dans un environnement de marché qui reste défavorable, les revenus du pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** s'établissent à 1 096 millions d'euros au S1-10 contre 1 258 millions d'euros au S1-09.

La ligne-métier **Banque Privée** affiche des actifs gérés à 82,3 milliards d'euros au 30 juin 2010 tenant compte d'une collecte de +2,3 milliards d'euros sur la période. En **Gestion d'Actifs**, le semestre se caractérise par une forte décollecte chez TCW de -15,3 milliards d'euros dont -12,6 milliards d'euros au T1-10. Les métiers de **Services aux Investisseurs** restent dynamiques avec des encours administrés et des encours en conservation en hausse de respectivement +5,4% par rapport à fin juin 2009 à 446 milliards d'euros et +13,4% à 3 295 milliards d'euros. Sur le semestre, **Newedge** continue de gagner des parts de marché à 12,0% soit +20 points de base par rapport au S1-09. L'activité **Gestions d'Actifs** de Société Générale comprend depuis janvier 2010, 80% de TCW (88,7 milliards d'euros d'actifs sous gestion) et 25% d'Amundi.

Les revenus semestriels du pôle sont en retrait de -10,8%* (-12,9% en données courantes par rapport au S1-09). Sous l'effet des mesures d'amélioration de l'efficacité opérationnelle engagés depuis plusieurs semestres, les frais de gestion du pôle reculent de -8,4%* (-12,5% en données courantes par rapport au S1-09) à -977 millions d'euros. Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 119 millions d'euros, en baisse de -22,4%* (-16,2% en données courantes). La contribution du pôle au Résultat Net Part du Groupe s'élève à 129 millions d'euros contre 89 millions d'euros au S1-09, soit une baisse de -15,9%* (+44,9% en données courantes) par rapport au S1-09.

* Les variations à périmètre et change constant s'entendent hors l'activité « Gestion d'actifs » suite à la création d'Amundi.

Banque Privée

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	419	325	-22,4%	-23,5%*
Frais de gestion	(263)	(264)	+0,4%	-1,5%*
Résultat brut d'exploitation	156	61	-60,9%	-61,1%*
Coût net du risque	(26)	(1)	-96,2%	-96,2%*
Résultat d'exploitation	130	60	-53,8%	-54,2%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Charge fiscale	(29)	(13)	-55,2%	
Résultat net	101	47	-53,5%	
dont Intérêts minoritaires	0	0	n/s	
Résultat net part du Groupe	101	47	-53,5%	-53,9%*
Coefficient d'exploitation	62,8%	81,2%		
Fonds propres moyens	444	433	-2,5%	

* à périmètre et change constants

La collecte nette s'établit à +2,3 milliards d'euros sur le semestre, correspondant à un rythme de collecte annualisé de 6,1%. Compte tenu des effets de « marché » de -1,3 milliard d'euros et « change » de +5,6 milliards d'euros, les actifs gérés par la Banque Privée atteignent 82,3 milliards d'euros, soit +9,2% par rapport à fin décembre 2009.

A 325 millions d'euros, les revenus sont en retrait de -23,5%* (-22,4% en données courantes) par rapport au S1-09. Cette évolution à la baisse est due à la diminution des revenus de trésorerie notamment liée à la normalisation des conditions de marché partiellement compensée par une hausse des commissions et des marges d'intérêts commerciales.

Les frais de gestion restent maîtrisés à 264 millions d'euros (-1,5%* et +0,4% en données courantes) par rapport au S1-09.

Conséquence de ces évolutions, le Résultat Brut d'Exploitation recule de -61,1%* (-60,9% en données courantes) à 61 millions d'euros et le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 47 millions d'euros (-53,9%*, -53,5% par rapport au S1-09).

Gestion d'Actifs

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation
Produit net bancaire	282	218	-22,7%
Frais de gestion	(303)	(227)	-25,1%
Résultat brut d'exploitation	(21)	(9)	+57,1%
Coût net du risque	0	(3)	n/s
Résultat d'exploitation	(21)	(12)	+42,9%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	0	+100,0%
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	47	n/s
Charge fiscale	8	4	+50,0%
Résultat net	(14)	39	n/s
dont Intérêts minoritaires	2	0	-100,0%
Résultat net part du Groupe	(16)	39	n/s
Coefficient d'exploitation	n/s	n/s	
Fonds propres moyens	389	463	+19,0%

Sur le semestre, **TCW** enregistre une décollecte globale de -15,3 milliards d'euros dont -15,8 milliards d'euros de sorties imputables à l'activité MBS et +0,5 milliards d'euros de collecte nette sur d'autres classes d'actifs notamment des supports monétaires et actions.

Au cours du premier trimestre 2010, la ligne-métier a entrepris une profonde adaptation de son dispositif conduisant à une réorganisation de ses activités et une évolution des actifs sous gestion. Au cours du T1-10, 170 milliards d'euros ont été apporté à Amundi, 13 milliards d'euros ont été transféré à Lyxor Asset Management et 22 milliards ont été acquis par TCW au travers de l'achat de 100% de MetWest. Sur le premier semestre 2010, en tenant compte d'un effet « marché » de -1,7 milliards d'euros, d'un effet « change » de +12,7 milliards d'euros, ainsi que d'un effet périmètre sur le deuxième trimestre de +0,9 milliard d'euros, les actifs sous gestion s'établissent fin juin 2010 à 88,7 milliards d'euros.

La conjugaison d'un ralentissement de la décollecte et d'une progression des commissions de performance perçues, porte les revenus de la ligne-métier à 218 millions d'euros (-22,7% par rapport au S1-09).

Les frais de gestion sont en net repli de -25,1% par rapport au S1-09. En conséquence le Résultat Brut d'Exploitation ressort à -9 millions d'euros au S1-10 contre -21 millions d'euros au S1-09.

Après prise en compte de la contribution d'Amundi (47 millions d'euros), le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 39 millions d'euros au S1-10 contre -16 millions d'euros au S1-09.

Services aux Investisseurs et Courtage

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	557	553	-0,7%	-1,1%*
Frais de gestion	(550)	(486)	-11,6%	-11,8%*
Résultat brut d'exploitation	7	67	n/s	n/s*
Coût net du risque	(1)	(1)	0,0%	0,0%*
Résultat d'exploitation	6	66	n/s	n/s*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	0	-100,0%	
Charge fiscale	(4)	(22)	n/s	
Résultat net	4	44	n/s	
dont Intérêts minoritaires	0	1	n/s	
Résultat net part du Groupe	4	43	n/s	n/s*
Coefficient d'exploitation	98,7%	87,9%		
Fonds propres moyens	515	533	+3,5%	

* à périmètre et change constants

Sur le semestre 2010, les métiers de **Services aux Investisseurs et de Courtage** affichent un certain dynamisme.

Au sein des activités de Services aux Investisseurs, cette reprise se traduit par une poursuite de la hausse des actifs administrés (+5,4% par rapport à fin juin 2009) et des actifs en conservation (+13,4% par rapport à fin juin 2009), respectivement à 446 milliards d'euros et à 3 295 milliards d'euros.

Dans des marchés très volatils, l'activité **Courtage** affiche des volumes en hausse de +24,9% par rapport au S1-09 et maintient sa position de leader sur le marché (n°2¹ dans le classement des Futures Commission Merchants aux USA) avec une part de marché à 12,0% sur le semestre.

Les revenus sont de 553 millions d'euros en légère baisse de -1,1%* (-0,7% en données courantes) et les frais de gestion sont en baisse de -11,8%* (-11,6% en données courantes). Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 67 millions d'euros et le Résultat Net Part du Groupe à 43 millions d'euros contre 4 millions d'euros au S1-09.

¹ Classement à fin mai 2010

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

En millions d'euros	S1-09	S1-10	Variation	
Produit net bancaire	3 877	3 895	+0,5%	-1,6%*
<i>dont Financement et Conseil</i>	1 239	1 258	+1,5%	-5,6%*
<i>dont Global Markets (1)</i>	4 395	2 589	-41,1%	-41,6%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	(1 757)	48	n/s	n/s*
Frais de gestion	(2 099)	(2 226)	+6,1%	+2,0%*
Résultat brut d'exploitation	1 778	1 669	-6,1%	-5,9%*
Coût net du risque	(826)	(375)	-54,6%	-55,0%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	(239)	(311)	+30,1%	+30,1%*
Résultat d'exploitation	952	1 294	+35,9%	+37,1%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	(2)	0,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	21	9	-57,1%	
Charge fiscale	(253)	(346)	+36,8%	
Résultat net	718	955	+33,0%	
dont Intérêts minoritaires	11	4	-63,6%	
Résultat net part du Groupe	707	951	+34,5%	+38,3%*
Coefficient d'exploitation	54,1%	57,2%		
Fonds propres moyens	9 283	8 457	-8,9%	
ROE après impôt	15,2%	22,5%		

* à périmètre et change constants

(1) Dont "Actions" 1 143 M EUR au S1-10 (1 681 M EUR au S1-09) et "Taux, Change, Matières Premières" 1 446 M EUR au S1-10 (2 714 M EUR au S1-09)

Le premier semestre 2010 a été très contrasté pour le pôle de Banque de Financement et d'Investissement avec un premier trimestre favorable à l'activité et un deuxième trimestre caractérisé par un marché perturbé, marqué par l'amplification de la crise de la dette souveraine européenne en mai.

En conséquence, la Banque de Financement et d'Investissement affiche des revenus stables au S1-10 (-1,6%*, +0,5% en données courantes) par rapport au S1-09. A 3 895 millions d'euros, dont 48 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction (contre -1 757 millions d'euros au S1-09), les revenus du pôle traduisent à la fois une gestion active et prudente des risques ainsi que la solidité des franchises.

Pénalisées par des conditions de marché défavorables au second trimestre, les activités **Global Markets** enregistrent des revenus semestriels en baisse de -41,6%* (-41,1% en données courantes) par rapport au S1-09 à 2 589 millions d'euros au S1-10 (contre 4 395 millions d'euros au S1-09).

Les activités **Actions** enregistrent au S1-10 des revenus de 1 143 millions d'euros (contre 1 681 millions d'euros au S1-09, soit une baisse de -32,0%) dans des conditions de marché défavorables (faibles volumes sur le semestre, volatilité modérée au T1-10 avec des pics au T2-10). Malgré cet environnement, SG CIB a maintenu sa position de leader sur les dérivés actions obtenant pour la 4^{ème} année consécutive le titre de « Premier fournisseur mondial de produits dérivés » (*Risk Magazine, Institutional Investor*, Juin 2010).

Dans un environnement de marché mitigé, les activités **Taux, change et matières premières** affichent des revenus en baisse de -46,7% par rapport au S1-09, à 1 446 millions d'euros au S1-10 (contre 2 714 millions d'euros au S1-09, dans un contexte exceptionnellement favorable pour les activités taux, change et crédit). Les performances du premier semestre 2010 sont en recul limité grâce notamment à une bonne contribution des activités de flux et de financement structurés.

Les métiers de **Financement et Conseil** réalisent, quand à eux, un semestre en ligne avec le S1-09 et affichent des revenus à 1 258 millions d'euros contre 1 239 millions d'euros au S1-09. Les activités de financements structurés ont encore accru leur contribution aux revenus de la ligne-métier (+12,5% par rapport au S1-09) grâce en particulier au dynamisme des financements de ressources naturelles (+41,3% par rapport au S1-09). SG CIB a ainsi participé à plusieurs opérations d'envergure, démontrant à nouveau la qualité de son expertise. La ligne-métier est notamment intervenu comme chef de file dans le financement (5,5 milliards d'euros) d'une conduite de gaz entre la Russie et l'Union Européenne pour Nord Stream AG et a participé au financement du projet Exeltium visant à sécuriser l'approvisionnement en électricité d'industriels européens (1,6 milliards d'euros). SGCIB a obtenu le titre de « Meilleure banque de financement d'énergie » (*Trade Finance Magazine Juin 2010*) et a consolidé sa place de numéro 3 sur les émissions obligataires « corporate » en euros.

Au S1-10, la contribution des **actifs gérés en extinction** aux revenus du pôle sont de 48 millions d'euros contre -1 757 millions d'euros au S1-09.

La Banque de Financement et d'Investissement affiche des frais de gestion en légère hausse de +2,0%* (+6,1% en données courantes) par rapport au S1-09. Au S1-10, le coefficient d'exploitation s'établit à 57,2% et le Résultat Brut d'Exploitation s'élève à 1 669 millions d'euros contre 1 778 millions d'euros au S1-09.

La charge du risque sur le semestre est de -375 millions d'euros, dont -311 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction. Retraité de ce montant et des litiges, le coût du risque ressort à 9 points de base, en nette baisse par rapport au S2-09 qui était à 107 points de base.

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un Résultat d'Exploitation de 1 294 millions d'euros sur le semestre et une contribution au Résultat Net Part du Groupe de 951 millions d'euros contre 707 millions d'euros au S1-09.

HORS POLES

En millions d'euros	S1-09	S1-10
Produit net bancaire	(2 063)	248
Frais de gestion	(50)	(113)
Résultat brut d'exploitation	(2 113)	135
Coût net du risque	4	(4)
Résultat d'exploitation	(2 109)	131
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	(3)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(3)	0
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	1	0
Charge fiscale	614	19
Résultat net	(1 495)	147
dont Intérêts minoritaires	84	72
Résultat net part du Groupe	(1 579)	75

Le Résultat Brut d'Exploitation *Hors Pôles* est de 135 millions d'euros sur le semestre. Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liée au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de +355 millions d'euros,
- et la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits Corporates pour +21 millions d'euros.

Au 30 juin 2010, le prix de revient IFRS du portefeuille de participations industrielles hors plus-values latentes s'établit à 0,67 milliard d'euros, pour une valeur de marché de 0,82 milliard d'euros.

NOTES METHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés semestriels au 30 juin 2010 et les informations comparatives ainsi établis font l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 3 août 2010.

Les éléments financiers présentés au titre de la période de six mois close le 30 juin 2010 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 30 juin 2010. En particulier, les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

2- Le ROE du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS, aux porteurs des TSDI reclassés et aux actionnaires de préférence sur la période (168 millions d'euros au S1-10).

3- Pour le calcul du bénéfice net par action, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (156 millions d'euros au S1-10),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (12 millions d'euros au S1-10).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'actif net correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (6,6 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,9 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. Le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 juin 2010, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

3.4 STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 juin 2010, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 45,2 milliards d'euros¹ et l'actif net par action à 52,3 euros (dont -0,58 euros de moins-values latentes).

Société Générale a acquis 2,8 millions de titres au premier semestre 2010 et détient donc à fin juin 2010, de manière directe et indirecte, 21,3 millions d'actions (dont 9,0 millions d'actions d'auto-contrôle), soit 2,87% du capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading). Par ailleurs, le Groupe détient à cette date 7,5 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options d'achat attribués à ses salariés.

Les encours pondérés en référentiel Bâle II (330,3 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 324,1 milliards d'euros au 31 décembre 2009) sont en progression de +1,9% sur le semestre. Par rapport au 31 décembre 2009, ces encours afférant aux crédits sont en progression de +3,9% tandis que ceux liés aux risques de marché sont en retrait de -24,8%.

Avec des ratios Tier 1 et Core Tier 1 au 30 juin 2010 respectivement de 10,7%² et 8,5%² et comme le prouvent par ailleurs les résultats des stress tests réalisés par le CEBS, le Groupe affiche une structure financière robuste qui se compare favorablement avec les autres banques européennes.

Le Groupe est noté Aa2 par Moody's et A+ par S&P et Fitch.

¹ Ce montant comprend notamment (i) 6,6 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,9 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des moins-values latentes nettes pour -0,42 milliard d'euros.

² Hors effets du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers) : -12 points de base sur le Ratio Tier 1.

3.5 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCES

Conformément à la stratégie d'innovation du Groupe Société Générale, de nombreux nouveaux produits ont été lancés au premier semestre 2010, parmi lesquels les plus importants sont les suivants :

Métier	Nouveaux produits ou services	
Réseaux France	Option de crédit sur les cartes de paiement (Société Générale)	Lancement par le réseau Société Générale d'une option « crédit » sur ses cartes de paiement . Cette option permet au titulaire d'une carte de paiement de choisir, lors d'une transaction de paiement ou de retrait d'espèce, entre un débit sur son compte bancaire (selon le type de débit de la carte) et un crédit (imputé sur sa réserve renouvelable, préalablement souscrite).
	Produit d'épargne obligataire ARIMEO (Société Générale)	Lancement par le réseau Société Générale d'un nouveau placement permettant d'investir en bourse et de profiter du potentiel de hausse des marchés actions de la zone euro avec la garantie de récupérer l'intégralité du capital net investi à l'échéance de 8 ans (après frais sur versement et hors frais de gestion propres aux contrats d'assurance vie ou de capitalisation sur lesquels a été réalisé l'investissement).
	Service MoneyCenter (Boursorama)	Lancement par Boursorama d'un service de gestion de l'ensemble des comptes -y compris externes- sur l'espace client, fournissant une représentation graphique de l'ensemble des comptes bancaires et des actifs patrimoniaux. Ce produit dispose d'une fonction -manuelle- d'agrégation des comptes permettant une gestion multi-comptes. Il permet en outre la catégorisation des dépenses et des revenus, l'envoi d'alerte mail sur des opérations, le suivi de l'évolution de la valorisation de biens patrimoniaux (immobilier inclus) et l'enregistrement des contrats et des factures.
Réseaux Internationaux	Gamme de produits immobiliers (BFVSG - Madagascar)	Lancement d'une gamme de prêts immobilier (TANY, TRANO et TRAVÔ) qui facilite l'acquisition d'un terrain, finance la construction ou l'achat d'une maison ou de travaux de rénovation.
	Garanties d'assurance IN-CARDS (SGBC - Cameroun)	Lancement au Cameroun d'« In-Cards » permettant de proposer aux clients des garanties d'assurance /assistance dans les cartes bancaires.
	Paiement par téléphone mobile- (SGBS - Sénégal)	Lancement de « Yoban'tel », service bancaire de paiement par téléphone mobile conçu comme un moyen de paiement universel, ouvert à toute personne détentrice d'un téléphone portable, qu'elle soit bancarisée ou non, et quel que soit son opérateur téléphonique. Le service fonctionne en mode prépayé avec la sécurité d'une transaction bancaire.
Services Financiers Spécialisés et Assurances	ALD PRO'PME (ALD Automotive - Maroc)	ALD PRO'PME est une solution de financement et de gestion de flotte automobile spécifiquement conçue pour la clientèle de PME et de professions libérales. Dans le cadre d'un contrat de 48 mois, ALD Automotive Maroc assure à la fois le financement de l'acquisition du ou des véhicules ainsi que la gestion de la flotte, grâce à une large gamme de prestations techniques incluant notamment l'entretien, les réparations, la mise à disposition d'un véhicule de remplacement ou encore l'assurance et l'assistance...
	ADE Micro-Assurance (La Marocaine-Vie)	Créé en partenariat avec l'Institution Marocaine d'Appui à la Micro-Entreprise (INMAA), ADE Micro-Assurance est un contrat de type Assurance des Emprunteurs destiné à couvrir les risques de Décès et Invalidité Absolue et Définitive toutes causes. En cas de sinistre, la garantie de base prévoit le remboursement à l'INMAA du capital restant dû et de 2 échéances impayées au maximum, tandis que la garantie optionnelle permet à l'assuré ou ses ayant-droit de toucher un capital forfaitaire variant en fonction du capital emprunté.

Métier	Nouveaux produits ou services	
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	Extension Licence SGSS Deutschland KAG (Services aux Investisseurs)	Extension du périmètre d'intervention de SGSS Deutschland KAG aux "Other Funds" et "Mixed Funds" , avec acceptation de nouveaux instruments (Private Equity, precious metal, single hedge funds, non secured debt).
	Global Securities Services Alliance (Services aux Investisseurs)	L' offre de services est basée sur une alliance commerciale entre Société Générale Securities Services (SGSS) et US Bancorp Fund Services. La mise à profit de l'expertise de chacun en termes d'offre de produits et de couverture géographique, permet de fournir une offre globale pour des fonds domiciliés en Europe ou aux Etats-Unis reposant sur une gamme de services titres unique et sur une assistance globale plus importante.
	Extension de la couverture de services titres (Services aux Investisseurs)	Société Générale Securities Services (SGSS) et National Bank of Abu Dhabi (NBAD) ont signé un accord commercial qui capitalise sur la capacité des deux partenaires de proposer à leurs clients une large gamme de services titres dans leurs régions respective.
Banque de Financement et d'Investissement	Sunrise	Investissement structuré de huit ans qui permet de bénéficier du remboursement de l'intégralité du capital initial à l'échéance ainsi que de la performance d'un sous-jacent calculée comme le cumul des meilleures performances annuelles moins la meilleure performance mensuelle de chaque année.
	Vol Target	Solution d'investissement intégralement garantie en capital dont l'objectif est de permettre aux investisseurs de bénéficier du potentiel d'un sous-jacent lorsque la volatilité est faible et de se protéger en investissant sur le monétaire lorsque cette dernière augmente.

3.6 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS

Métier	Description de l'investissement
Au 30 juin 2010	
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	Acquisition par TCW de 100% de Metropolitan West Asset Management (MetWest), société de gestion de taux aux Etats Unis.

3.7 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 30 JUIN 2010

Les principaux événements postérieurs à la clôture sont présentés dans le chapitre des Eléments Financiers.

Cf. Chapitre 10 de la présente actualisation (Note 33 des notes annexes aux comptes consolidés « Evénements postérieurs à la clôture »).

3.8 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE

<i>Actif - en Md EUR</i>	30.06.2010	31.12.2009	Variation en %
Caisse, Banques centrales	15,1	14,4	+5%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	460,5	400,2	15%
Instruments dérivés de couverture	9,4	5,6	69%
Actifs financiers disponibles à la vente	98,9	90,4	9%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	70,2	67,7	4%
Prêts et créances sur la clientèle	362,7	344,4	5%
Opérations de location financement et assimilées	28,9	28,9	0%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,4	2,6	32%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2,0	2,1	-4%
Actifs d'impôts et autres actifs	57,1	42,9	33%
Actifs non courants destinés à être cédés	1,0	0,4	x 2,6
Participation aux bénéfices différée	0,2	0,3	-49%
Valeurs immobilisées	24,3	23,8	2%
Total	1 133,7	1 023,7	11%

<i>Passif - en Md EUR</i>	30.06.2010	31.12.2009	Variation en %
Banques centrales	2,0	3,1	-37%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	384,7	302,8	27%
Instruments dérivés de couverture	10,0	7,3	36%
Dettes envers les établissements de crédit	88,0	90,1	-2%
Dettes envers la clientèle	316,4	300,1	5%
Dettes représentées par un titre	125,2	133,2	-6%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2,2	0,8	x 2,9
Passifs d'impôts et autres passifs	61,7	50,2	23%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,5	0,3	x 2,1
Provisions techniques des entreprises d'assurance	78,6	74,4	6%
Provisions	2,4	2,3	4%
Dettes subordonnées	12,7	12,3	3%
Capitaux propres part du Groupe	45,2	42,2	7%
Intérêts minoritaires	4,1	4,6	-11%
Total	1 133,7	1 023,7	11%

3.8.1 PRINCIPALES EVOLUTIONS DU BILAN CONSOLIDE

Au 30 juin 2010, le total du bilan consolidé du Groupe s'élève à 1 133,7 Md EUR, en hausse de 110 Md EUR (+10,7 %) par rapport à celui du 31 décembre 2009 (1 023,7 Md EUR). L'évolution du cours de change impacte le bilan de la manière suivante : + 39,0 Md EUR pour le Dollar, +2,0 Md EUR pour le Dollar Australien, +2,8 Md EUR pour la Livre Sterling, +5,3 Md EUR pour le Yen, +1,7 Md EUR pour le Rouble Russe, +0,8 Md EUR pour la Couronne Tchèque et -0,2 Md EUR pour le Leu Roumain.

Les principaux changements de périmètre impactant le bilan consolidé intervenus durant ce premier semestre sont constitués par :

- Le Groupe Société Générale, via sa filiale TCW Inc., a fait l'acquisition de 100% de Metropolitan West Asset Management en février qui a par conséquent été intégrée globalement.
- Le Groupe a intégré dans le périmètre de consolidation, Podgoricka Banca SG Group détenue à 90,56%. Cette société située au Monténégro est consolidée par intégration globale.
- SG Cyprus Ltd, antérieurement consolidée en intégration globale, est à présent consolidée par mise en équivalence suite à la cession des titres détenus par Société Générale S.A. à SG Liban. En application d'IFRS 3 révisée, un résultat de cession de 7 M EUR a été constaté au titre de cette opération.
- IBK SGAM, précédemment détenue par le Groupe à hauteur de 50%, a été cédée à la société IBK qui partageait avec SGAM S.A. le contrôle de cette entité.
- En application d'IFRS 5, sont classés dans les rubriques Actifs et Passifs non courants détenus en vue de la vente et abandons d'activité :
 - Les actifs et passifs qui seront cédés à Amundi courant 2010
 - La quote-part de mise en équivalence de Gaselys suite à la notification par GDF Suez de l'exercice de l'option qu'il détenait sur la participation du Groupe à hauteur de 49%
 - Les actifs et les passifs du groupe ECS du pôle Financements Spécialisés et Assurances suite à l'entrée en négociations exclusives avec le groupe ECONOCOM.

3.8.2 VARIATIONS SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS DU BILAN CONSOLIDE

Les **actifs financiers à la juste valeur par résultat** (460,5 Md EUR au 30 juin 2010) augmentent de +60,3 Md EUR (+15,1 %) par rapport au 31 décembre 2009, dont +19,6 Md EUR d'effet dollar. Le portefeuille de transaction diminue de -4,4 Md EUR, dont -0,2 Md EUR sur les effets publics et valeurs assimilées, -0,9 Md EUR sur les obligations et autres instruments de dettes, -21,4 Md EUR sur le portefeuille actions et +18,1 Md EUR au titre des autres actifs financiers. Les instruments de dérivés de transaction augmentent de +64,6 Md EUR, dont +40,2 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, +9,3 Md EUR sur les instruments de change, +7,6 Md EUR sur les instruments sur actions et indices et -1,2 Md EUR sur les instruments sur matières premières et +8,6 Md EUR sur les dérivés de crédit. Le portefeuille des actifs financiers à la juste valeur sur option augmente de +0,1 Md EUR.

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** (384,7 Md EUR au 30 juin 2010) augmentent de +81,9 Md EUR (+27,0 %) par rapport au 31 décembre 2009, dont +13,4 Md EUR d'effet dollar. Les passifs de transaction augmentent de +15,9 Md EUR dont -2,4 Md EUR sur les dettes représentées par un titre, +11,3 Md EUR sur les dettes sur titres empruntés et +7,1 Md EUR sur les autres passifs financiers. Les instruments dérivés de transaction augmentent de +64,5 Md EUR, dont +38,4 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, +9,3 Md EUR sur les instruments de change, +7,9 Md EUR sur les instruments sur actions et indices, -0,7 Md EUR sur les instruments sur matières premières, +9,4 Md EUR sur les dérivés de crédit et +0,3 Md EUR sur les autres instruments financiers à terme. Les passifs financiers à la juste valeur sur option augmentent de +1,5 Md EUR.

Les **créances sur la clientèle**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 362,7 Md EUR au 30 juin 2010, en hausse de +18,3 Md EUR (+5,3%) par rapport au 31 décembre 2009, dont -9,8 Md EUR d'effet dollar.

Cette évolution traduit notamment :

- une diminution des créances commerciales de -0,1 Md EUR,
- une hausse des crédits de trésorerie de +4,7 Md EUR,
- une hausse des crédits à l'habitat, à l'équipement, ainsi que des crédits à l'exportation de +4,9 Md EUR,
- une augmentation des autres crédits de +3,2 Md EUR (les crédits à la clientèle financière restent stables).

Les **dettes envers la clientèle**, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 316,4 Md EUR au 30 juin 2010, en progression de +16,3 Md EUR (+5,4%) par rapport au 31 décembre 2009, dont +11,0 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des comptes d'épargne à régime spécial à vue de +1,6 Md EUR, des autres dépôts à vue de +16,9 Md EUR et à la baisse des autres dépôts à terme de -5,5 Md EUR. Les titres donnés en pension augmentent de +3,0 Md EUR.

Les **créances sur les établissements de crédit**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 70,2 Md EUR, en augmentation de +2,6 Md EUR (+3,8%) par rapport au 31 décembre 2009, dont +4,7 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des comptes ordinaires à vue de +2,7 Md EUR, à une augmentation des prêts et comptes au jour le jour de +0,3 Md EUR et à une baisse de -0,4 Md EUR des titres reçus en pension livrée.

Les dettes envers les établissements de crédit, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 88 Md EUR au 30 juin 2010, en diminution de -2,1 Md EUR (-2,3%) par rapport au 31 décembre 2009, dont +5,9 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des dettes à vue de +5,1 Md EUR, à la diminution des dettes à terme de -7,0 Md EUR ainsi qu'à l'augmentation de +0,4 Md EUR des titres donnés en pension.

Les actifs financiers disponibles à la vente s'élèvent à 98,9 Md EUR au 30 juin 2010, en augmentation de 8,5 Md EUR (+9,4%) par rapport au 31 décembre 2009, dont +1,7 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution résulte de l'augmentation des effets publics et valeurs assimilées de +2,5 Md EUR, des obligations et autres instruments de dettes de +5,5 Md EUR et des actions et autres instruments de capitaux propres de +0,5 Md EUR.

Les dettes représentées par un titre s'élèvent à 125,2 Md EUR au 30 juin 2010, en diminution de -8,0 Md EUR (-6,0%) par rapport au 31 décembre 2009, dont +12,0 Md EUR d'effet dollar. L'essentiel de la variation (-10,4 Md EUR) est relatif aux titres du marché interbancaire et titres de créances négociables qui s'élèvent à 111,2 Md EUR.

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 45,2 Md EUR au 30 juin 2010 contre 42,2 Md EUR au 31 décembre 2009. Cette évolution résulte principalement des éléments suivants :

- le résultat de l'exercice au 30 juin 2010 : +2,15 Md EUR,
- la variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres, net de l'impact impôt : -0,3 Md EUR,
- les écarts de conversion et autres variations : +1,4 Md EUR,
- la distribution du dividende relatif à l'exercice 2009 : -0,5 Md EUR

Après la prise en compte des intérêts minoritaires (4,1 Md EUR), les fonds propres du groupe s'élèvent à 49,3 Md EUR au 30 juin 2010.

Au 30 juin 2010, les fonds propres du Groupe contribuent à un ratio global Bâle 2 de solvabilité de 12,6%¹ pour un total d'engagements pondérés de 330,3 Md EUR; la part des fonds propres prudentiels Tier 1 représentant 10,7%¹.

¹ En tenant compte des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers, le ratio global Bâle 2 de solvabilité serait ramené à 12,4% et le ratio Tier One à 10,6%.

3.8.3 SITUATION D'ENDETTEMENT DU GROUPE

La politique d'endettement du groupe Société Générale est élaborée dans le but non seulement d'assurer le financement de la croissance des activités commerciales des métiers ainsi que le renouvellement de la dette arrivant à maturité, mais également de maintenir des échéanciers de remboursements compatibles avec la capacité d'accès au marché du Groupe et sa croissance future.

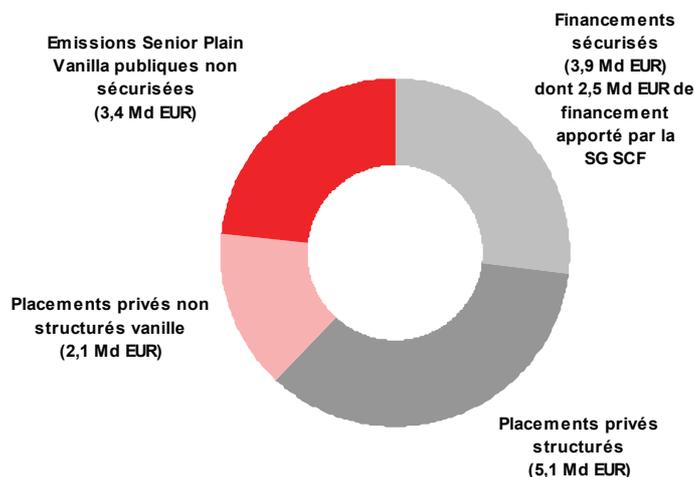
La politique d'endettement du Groupe repose sur 2 principes :

- d'une part, maintenir une politique active de diversification des sources de refinancement du groupe Société Générale afin d'en garantir la stabilité : ainsi, sur la base du bilan économique au 30 juin 2010, la part des ressources clientèle représente 27,0 % des passifs du Groupe tandis que celle issue des émissions d'instruments de dette, des opérations interbancaires et des ressources tirées du refinancement de nos portefeuilles titres se monte à 381,6 Md EUR (soit 33,7 % du passif du Groupe). Le solde du refinancement du groupe Société Générale étant assuré par les fonds propres, les autres comptes financiers, les provisions et les instruments financiers dérivés ;
- d'autre part, adopter une structure de refinancement du Groupe par maturités cohérente avec celle des actifs afin de préserver un bilan consolidé équilibré et de maîtriser la politique de transformation.

Ainsi, le plan de financement à long terme du Groupe, exécuté de manière progressive et coordonnée au cours de l'année suivant une politique d'émission non opportuniste, vise à maintenir une position de liquidité excédentaire sur le moyen-long terme.

A l'issue du premier semestre 2010, la liquidité levée au titre du programme de financement 2010 atteint 14,5 Md EUR en dette senior en plus de l'avance prise en 2009 de 4,9 Md EUR contre 3,0 Md EUR initialement anticipée. Les sources de refinancement se répartissent entre 3,4 Md EUR d'émissions Senior Plain Vanilla publiques non sécurisées, 2,1 Md EUR de placements privés non structurés vanille, 5,1 Md EUR de placements privés structurés et 3,9 Md EUR de financements sécurisés (CRH 1,4 Md EUR, SG SCF 2,5 Md EUR).

Programme de financement au 1^{er} semestre 2010 14,5 Md EUR



3.9 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS

La valeur brute totale des immobilisations corporelles d'exploitation du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2010 à 22,2 Md EUR. Elle comprend principalement la valeur des terrains et constructions pour 4,4 Md EUR, des actifs de location simple des sociétés de financement spécialisés pour 11,8 Md EUR, et des autres immobilisations corporelles pour 6,0 Md EUR.

La valeur brute totale des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2010 à 594 M EUR.

La valeur nette des immobilisations corporelles d'exploitation et des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève à 13,7 Md EUR, soit seulement 1,21 % du total de bilan consolidé au 30 juin 2010. De fait, de par la nature des activités de Société Générale, les propriétés immobilières et les équipements représentent peu à l'échelle du Groupe.

Par ailleurs, la nouvelle Tour Granite, 1^{ère} tour de France certifiée Haute Qualité Environnementale de France, élue immeuble neuf de l'année 2008, a été livrée fin octobre 2008 conformément au planning. Les emménagements d'occupants en provenance de Paris ou de sites en fin de bail, plus chers, ont été terminés fin mars 2009.

Les travaux de l'Immeuble Marchés ont commencé en juillet 2008, conformément aux objectifs, pour une livraison 1^{er} semestre 2012.

3.10 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS A VENIR

Société Générale reste soumis aux risques habituels et propres à son activité tels que mentionnés dans le chapitre 9 du Document de Référence déposé le 4 mars 2010 et dans son actualisation déposée le 6 mai 2010.

La reprise de l'économie mondiale devrait se poursuivre au cours des six mois à venir, mais en restant dans l'ensemble fragile et inégale. Par ailleurs, les incertitudes ont été renforcées par les tensions affectant certains marchés de dettes publiques au sein de la zone euro. Plus spécifiquement, le Groupe pourrait être affecté par :

- l'impact d'un niveau élevé de chômage en Europe, sur le crédit consommation ;
- l'effet des plans d'ajustement des pays du Sud de l'Europe, notamment en Grèce ;
- les conséquences d'une prolongation des plans FMI/UE en Europe centrale et orientale, avec d'éventuelles mesures budgétaires supplémentaires.

Le Groupe reste par ailleurs sensible à une éventuelle poursuite de la détérioration de :

- l'immobilier résidentiel et commercial aux Etats-Unis ;
- le risque de contrepartie sur monolines et CDPC ;
- la situation financière des contreparties sous LBO.

3.11 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

L'engagement réglementé en matière de retraite au bénéfice de M. Jean-François Sammarcelli et l'engagement réglementé en matière de retraite au bénéfice de M. Bernardo Sanchez Incera ont été approuvés par l'Assemblée générale du 25 mai 2010. Ces engagements sont présentés en détail dans le Document de référence 2010.

IV. CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

4.1 ASSEMBLEE GENERALE DU 25 MAI 2010

■ Extrait du communiqué de presse du 25 mai 2010

- 1 027 actionnaires ont participé à l'Assemblée Générale de la Société Générale qui s'est tenue à Paris Expo - Espace Grande Arche, à la Défense le 25 mai 2010. Le nombre d'actionnaires représentés était de 1 458 et 8 443 actionnaires ont voté par correspondance. 19 147 ont donné pouvoir au Président.
- Le quorum s'est établi à 50,988 % contre 53,53 % en 2009.
- Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées.
- Les comptes de l'année 2009 et le dividende de 0,25 euro ont été approuvés. Le dividende pourra être payé en actions (prix : 34,29 euros).
- Deux administrateurs ont été renouvelés : Robert CASTAIGNE et Gianemilio OSCULATI.

4.2 POLITIQUE DE REMUNERATION

4.2.1 RAPPORT SUR LES POLITIQUES ET PRATIQUES DE REMUNERATION 2009 (COMMUNIQUE DE PRESSE DU 25 MAI 2010)

Préambule

Le présent document a été établi en application des articles 43.1 et 43.2 du règlement n°97-02 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, résultant de l'arrêté du 3 novembre 2009 relatif aux rémunérations des personnels dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exposition aux risques des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Art. 43-1. – Chaque année, les entreprises assujetties élaborent un rapport transmis à la Commission bancaire présentant les informations suivantes relatives à la politique et aux pratiques de rémunération :

- 1. Le processus décisionnel mis en œuvre pour définir la politique de rémunération de l'entreprise, y compris la composition et le mandat du comité spécialisé en matière de rémunérations ;*
- 2. Les principales caractéristiques de la politique de rémunération, notamment les critères utilisés pour mesurer les performances et ajuster la rémunération au risque, le lien entre rémunération et performance, la politique en matière d'étalement des rémunérations et de rémunérations garanties, ainsi que les critères utilisés pour déterminer la proportion des montants en espèces par rapport à d'autres formes de rémunération ;*
- 3. Des informations quantitatives consolidées sur la rémunération, d'une part, des membres de leur organe exécutif ainsi que, d'autre part, des salariés, professionnels des marchés financiers, dont les activités ont un impact significatif sur l'exposition au risque de l'entreprise, en indiquant pour chacune de ces deux catégories :*
 - a) Les montants des rémunérations correspondant à l'exercice, répartis entre part fixe et part variable, et le nombre de bénéficiaires ;*
 - b) Les montants et la forme des rémunérations variables, répartis entre paiements en espèces, en actions et titres adossés à des actions, et autres ;*
 - c) Les montants des encours de rémunérations différées, réparties entre rémunérations acquises et non acquises ;*
 - d) Les montants des encours de rémunérations différées attribués au cours de l'exercice, versés ou réduits, après ajustements en fonction des résultats ;*
 - e) Les paiements au titre de nouvelles embauches ou d'indemnités de licenciement effectués au cours de l'exercice, et le nombre de bénéficiaires de tels paiements ;*
 - f) Les garanties d'indemnités de licenciement accordées au cours de l'exercice, le nombre de bénéficiaires et la somme la plus élevée accordée à ce titre à un seul bénéficiaire.*

Art. 43-2. – Les entreprises assujetties publient une fois par an les informations mentionnées aux 1° à 3° de l'article 43-1. A cette fin, elles déterminent le support et l'emplacement appropriés et s'efforcent de publier toutes les informations concernées sur un support ou un emplacement unique.

Partie 1. La gouvernance du Groupe en matière de rémunération

La politique de rémunération du Groupe est définie par la Direction Générale, sur proposition de la Direction des Ressources Humaines du Groupe. Elle est validée par le Conseil d'Administration, sur avis du Comité des Rémunérations, émanation du Conseil d'Administration.

1.1 Le Conseil d'Administration revoit les politiques de rémunération du Groupe

Le Conseil d'Administration, conformément à son règlement intérieur et sur avis de son **Comité des rémunérations**, revoit et **arrête les principes de la politique de rémunération applicables dans le Groupe**, notamment en ce qui concerne les professionnels des marchés financiers, et **fixe la rémunération des mandataires sociaux**. Il s'assure que les dispositifs de contrôle interne permettent de vérifier que ces principes sont conformes à la réglementation et aux normes professionnelles et sont en adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques.

Le Comité des rémunérations :

- propose au Conseil, dans le respect des principes énumérés par le code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise et des normes professionnelles bancaires, les principes de la politique de rémunération des mandataires sociaux, et notamment les critères de détermination, la structure et le montant de cette rémunération, y compris les avantages en nature, de prévoyance et de retraite et les rémunérations de toute nature perçues de l'ensemble des sociétés du Groupe ; il veille à leur application et prépare l'évaluation annuelle des mandataires sociaux par le Conseil ;
- donne un avis au Conseil sur les propositions de la Direction générale relatives aux principes de la politique de rémunération applicables dans le Groupe, et s'assure auprès de la Direction générale de leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne les professionnels des marchés financiers ;
- revoit les **budgets** proposés au titre des augmentations de **salaire fixe** et des **rémunérations variables** ;
- propose au Conseil la politique d'attribution **d'instruments à long terme** (options et actions) destinée à fidéliser les collaborateurs clés, et les conditions de performance permettant leur attribution ;
- prépare les décisions du Conseil relatives à **l'épargne salariale**.

Le Comité des Rémunérations est composé de quatre membres, dont **trois administrateurs indépendants**, qui ne sont ni mandataire social, ni lié à l'entreprise ou l'une de ses filiales par un contrat de travail, ni membre du Comité d'audit, de contrôle interne et des risques. Il a été renforcé par la présence du Vice Président du Conseil d'Administration qui assure le lien avec les Comité d'audit et des risques.

Jean-Martin FOLZ, administrateur de sociétés Administrateur indépendant, Président du Comité des rémunérations et du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise.

Michel CICUREL, président du directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild et de la Compagnie Financière Saint Honoré Administrateur indépendant, Membre du Comité des rémunérations et du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise.

Luc VANDEVELDE, administrateur de sociétés Administrateur indépendant, Membre du Comité des rémunérations et du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise.

Anthony WYAND, Vice-président du conseil d'administration, Président du Comité d'audit, de contrôle interne, et des risques, Membre du Comité des rémunérations et du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise.

1.2 En 2009, le rôle du Comité des rémunérations a été élargi

Conformément, à l'arrêté ministériel du 3 novembre 2009 précité et aux normes professionnelles établies par la Fédération Bancaire Française, **la gouvernance en matière de rémunération a été renforcée, afin d'assurer que la politique de rémunération du Groupe ne conduise pas à une prise de risques excessive.**

Désormais, pour les **professionnels des marchés financiers**, le Comité des rémunérations procède à une **revue annuelle de leur politique de rémunération**, s'assure auprès de la Direction générale que sa **mise en œuvre est cohérente avec les principes et dispositions des normes professionnelles** (structure, modalités de paiement, conditions de performance permettant l'acquisition, durée des différés) et que le rapport qui lui est fait est conforme aux dispositions du règlement 97-02.

Il s'assure que la concertation prévue par les normes professionnelles entre, d'une part, les Directions des Risques et de la Conformité, indépendantes des directions opérationnelles, et, d'autre part, la Direction Générale pour la définition et la mise en œuvre de cette politique de rémunération a bien lieu ; il vérifie que les avis de ces directions sont bien pris en compte, sous forme d'une cartographie des risques, et de rapports d'évaluation sur la gestion des risques et le respect de la conformité.

Il revoit les **montants individuels de rémunération** des professionnels de marché clés.

Il reçoit toute information nécessaire à sa mission et notamment tout élément reçu ou fourni aux régulateurs et en particulier à l'Autorité de contrôle prudentiel. Il s'appuie en tant que de besoin sur les services de contrôle interne ou des experts extérieurs pour la revue de la mise en œuvre de ces politiques.

Il produit un rapport au Conseil sur ses diligences et lui soumet son avis sur le dispositif de rémunération des professionnels des marchés financiers, qui est approuvé par le Conseil.

1.3 Un pilotage structuré des rémunérations au sein du Groupe

La Direction générale a défini un **système de délégation et de pilotage des rémunérations** qui s'applique à l'ensemble du Groupe. Ainsi, des délégations sont mises en place, qui peuvent nécessiter, selon la nature et le niveau de certaines décisions de rémunération, la validation de la Direction des Ressources Humaines du Groupe et de la Direction Générale.

Par ailleurs, le **processus annuel de révision des situations individuelles** (salaire fixe, le cas échéant, rémunération variable et intéressement long terme) est **coordonné et documenté par la Direction des Ressources Humaines du Groupe.**

Le détail du calcul des enveloppes de rémunération variable est formalisé par la Direction Financière, qui le revoit annuellement.

Le processus décisionnel comporte différentes étapes de validation au niveau des filiales / métiers, des pôles d'activité, puis de la Direction des Ressources Humaines du Groupe et de la Direction générale et enfin du Comité des Rémunérations du Groupe. En outre, la Direction Financière du Groupe s'assure que le montant total des rémunérations n'est pas susceptible d'entraver la capacité du Groupe à renforcer ses fonds propres.

Ces validations portent tant sur la politique et les budgets que sur les allocations individuelles, la Direction des Ressources Humaines du Groupe assurant la cohérence et la documentation des étapes de validation au niveau du Groupe. La Direction des Risques et la Direction de la Déontologie contribuent à documenter le processus décisionnel par l'établissement d'une cartographie des risques par activité et de rapports annuels

d'évaluation, respectivement sur la gestion des risques et le respect des règles de déontologie.

L'indépendance de ces fonctions de contrôle est garantie par un rattachement hiérarchique direct à la Direction Générale du Groupe. En outre, comme toutes les fonctions support du Groupe, ces fonctions sont rétribuées sur des enveloppes de rémunération variable déterminées sur la performance globale du Groupe, indépendamment des résultats des activités qu'elles contrôlent.

Ce pilotage permet d'assurer l'indépendance et l'objectivité des décisions prises en matière de rémunération. Le processus fait l'objet d'une revue a posteriori par l'Inspection du Groupe.

Partie 2. Les politiques et principes du Groupe en matière de rémunération

La politique de rémunération du Groupe vise à faire de la rémunération un **levier efficace d'attraction et de fidélisation des collaborateurs contribuant à la réussite de l'entreprise**. Cette politique s'appuie sur des principes communs pour le Groupe, mais est différenciée en fonction des métiers et des zones géographiques dans lesquels le Groupe intervient (section 5 du Document de Référence 2010).

Cette politique suit les principes définis par les régulateurs et les normes professionnelles bancaires françaises et respecte les législations sociales, juridiques et fiscales locales.

2.1 La rémunération rétribue la capacité à tenir un poste et la performance annuelle

Elle doit permettre de **motiver les collaborateurs à l'atteinte des objectifs de l'entreprise**. Elle peut prendre différentes formes selon les métiers, au delà du salaire fixe avec des éléments variables.

L'attribution des éléments de rémunération variable n'est pas contractuelle, elle est fonction de la **performance individuelle et collective**. Elle prend également en compte le **contexte économique, social et concurrentiel**. Ainsi, le **niveau de la rémunération variable individuelle** est fonction :

- des résultats de l'activité dans laquelle exerce le salarié ;
- de la performance individuelle, évaluée sur la base d'objectifs annuels qualitatifs et quantitatifs (incluant le cas échéant l'atteinte d'objectifs individuels financiers) ;
- de la manière dont ce niveau de performance a été atteint : gestion prudentielle des risques (dont risques de marché, risques de contrepartie et risques opérationnels), respect des règles de déontologie et qualité de la collaboration en interne (par exemple entre front offices et back/middle offices).

Le contexte de concurrence du marché est pris en compte par le biais de la **participation à des enquêtes de rémunération** (réalisées par activité et par place géographique), qui donnent un éclairage sur les niveaux de rémunération pratiqués par les principaux concurrents.

Par ailleurs au sein de la banque, **des revues transversales sont réalisées pour les filières et les métiers**, afin d'assurer la cohérence des niveaux de rémunération entre les différentes activités du Groupe et faciliter les mobilités.

La rémunération est complétée par différents dispositifs de fidélisation :

- la possibilité de devenir actionnaire du Groupe avec le plan mondial d'actionnariat salarié ;

- certains dispositifs d'avantages sociaux, en particulier dans les pays sans système de couverture générale.

2.2 Depuis 2009, une nouvelle politique de rémunération des professionnels des marchés financiers a été instaurée

Pour la première fois, et dans la suite des conclusions du Sommet de Pittsburgh du **G20**, de nouvelles règles ont été instituées pour la rémunération des professionnels des marchés financiers dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'exposition aux risques du Groupe. Elles ont été formalisées en France par un arrêté ministériel (3 novembre 2009) et des normes professionnelles de la Fédération Bancaire Française. Celles-ci ont conduit à une **revue en profondeur** tant de la **politique de rémunération variable**, que des modalités de détermination des rémunérations individuelles de ces professionnels au sein du Groupe. **Ce dispositif couvre l'ensemble des professionnels de marché quelle que soit leur localisation géographique et quel que soit leur métier** (trading, vente, structuration, etc...).

L'enveloppe de rémunération variable des professionnels des marchés financiers est déterminée sur la base des résultats des activités de marché, après déduction :

- des frais généraux directs et indirects,
- du coût de la liquidité (coûts de refinancement internes facturés),
- du coût du risque,
- du coût du capital.

Ces éléments sont fixés par la Direction des Risques et la Direction Financière du Groupe ; ils anticipent les évolutions des obligations réglementaires.

En 2009, les « taxes bonus » décidées par les gouvernements français et britannique ont été déduites des enveloppes de rémunération variable.

Les allocations individuelles des parts variables des professionnels des marchés financiers sont, au même titre que pour le reste du Groupe, corrélées à l'évaluation individuelle annuelle. Il n'existe donc **pas de lien direct et automatique entre le niveau des résultats financiers d'un professionnel des marchés financiers et son niveau de variable**, puisqu'il est évalué globalement, y compris sur la manière dont ces résultats ont été atteints. Ainsi, les objectifs donnés aux collaborateurs pour 2010, intègrent non seulement des **objectifs quantitatifs, mais également des objectifs qualitatifs formalisés** (qualité de la gestion des risques, moyens et comportements mis en œuvre pour atteindre les résultats, coopération et travail en équipe, gestion des hommes, etc.).

Les parts variables individuelles sont structurées en deux parties :

- une partie immédiate, versée en mars de l'année suivant l'exercice ;
- **une partie différée sur 3 ans, investie sous forme d'actions Société Générale ou indexée sur l'action**, et dont l'attribution définitive ou le paiement est soumis à la réalisation d'un niveau minimum de performance sur 3 ans des activités. Pour les actions, conformément à la réglementation française, s'ajoute une période de 2 ans d'inaccessibilité, ce qui porte à **3 ans la durée moyenne d'indisponibilité des rémunérations différées en France**.

Les salariés ont l'**interdiction de recourir à des stratégies de couverture ou d'assurance**.

Pour l'exercice 2009, **les rémunérations variables différées représentent ainsi en moyenne 60%** du total des rémunérations variables des professionnels des marchés financiers, à comparer avec un niveau de 50% demandé par les normes françaises. Au niveau individuel, plus le montant de la rémunération variable est élevé, plus le pourcentage de la part différée est important.

Pour les rémunérations différées, si un minimum de performance de la banque d'investissement et des activités de marché n'est pas atteint tous les ans pendant la période de différé, ces rémunérations seront partiellement ou intégralement perdues. De plus une clause individuelle de « suppression » de ces rémunérations différées a été mise en place, afin de sanctionner toute prise de risque individuelle excessive ou tout comportement inacceptable.

Enfin, l'attribution d'une **rémunération variable garantie**, lors d'un recrutement est :

- strictement limitée à un an (conformément à l'arrêté gouvernemental du 3 novembre 2009) ;
- soumise aux modalités du plan de rémunération différée applicable sur l'exercice.

L'ensemble de ces éléments a été revu pour la première fois en 2009 par M. Camdessus, Contrôleur des Rémunérations en France, et ont donné lieu à ajustement suite à ses recommandations. Ces éléments feront également l'objet d'une revue par la Commission Bancaire en France au deuxième trimestre 2010 et par les différents régulateurs à l'international.

Ainsi la politique mise en place pour 2009 **respecte dans leur intégralité les principes édictés par le G20**, mais va plus loin, en particulier dans les exigences vis à vis des professionnels des marchés : montants différés plus importants, intégralement investis sous forme d'actions ou indexés sur l'action avec des conditions de performance exigeantes pour autoriser le versement futur des sommes différées.

Partie 3. Informations sur les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2009

3.1. Professionnels des marchés financiers

Rémunérations attribuées au titre de l'exercice :

Nombre de personnes	Salaires en M EUR	Variables 2009 payés en mars 2010 en M EUR	Variables différés sous conditions de performance en titres ou équivalent-titres (*) Société Générale (valorisés à l'attribution) en M EUR			Autres variables différés sous conditions de performance en M EUR
			2011	2012	2013	
2 600	228	253	114	114	114	7

(*) il s'agit d' "équivalent-actions" = montants indexés sur l'évolution du cours de l'action Société Générale.

Stock de rémunérations variables différées (montant des rémunérations différées non acquises correspond au montant de variable différé au titre de 2009, année de démarrage des nouvelles règles):

Variables différés non-acquis en M EUR			
Variables différés sous conditions de performance en titres ou équivalent-titres (*) Société Générale (valorisés à l'attribution) en M EUR			Autres variables différés sous conditions de performance en M EUR
2011	2012	2013	
114	114	114	7

(*) il s'agit d' "équivalent-actions" = montants indexés sur l'évolution du cours de l'action Société Générale.

Rémunérations variables différées versées ou réduites du fait des résultats de l'exercice :

L'arrêté ministériel et les normes professionnelles ne s'appliquant qu'à partir des rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2009, ce tableau sera renseigné dès 2010.

Sommes versées à l'embauche et lors des ruptures :

Montant des indemnités de licenciement versées et nombre de bénéficiaires		Montants des sommes payées à l'embauche et nombre de bénéficiaires	
Sommes versées en M EUR	Nombre bénéficiaires	Sommes versées en M EUR	Nombre bénéficiaires
13	113	0.4	22

Garanties d'indemnités de licenciement accordées au cours de l'exercice :

Aucune garantie d'indemnités de licenciement n'a été accordée au cours de l'exercice 2009.

3.2. Mandataires sociaux

La rémunération des mandataires sociaux fait l'objet d'un chapitre spécifique dans le document de référence 2010 aux pages 89 à 111

Le périmètre des mandataires sociaux au titre de l'exercice 2009 est constitué de MM. Bouton, Oudéa, Citerne, Alix et Cabannes.

Rémunérations attribuées au titre de l'exercice :

Nombre de personnes	Salaires en M EUR	Variables 2009 payés en mars 2010 en M EUR	Variables différés sous conditions de performance (*)
5	2,2	0,7	0

(*) Les mandataires sociaux ont renoncé à toute attribution d'options en 2010 au titre de 2009.

Stock de rémunérations variables différées (montant des rémunérations différées non acquises correspond au montant de variable différé au titre de 2009, année de démarrage des nouvelles règles) :

Variables différés non-acquis en M EUR
0

Rémunérations variables différées versées ou réduites du fait des résultats de l'exercice :

L'arrêté ministériel et les normes professionnelles ne s'appliquant qu'à partir des rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2009, ce tableau sera renseigné dès 2010.

Sommes versées au titre des embauches et des ruptures :

Montant des indemnités de licenciement versées et nombre de bénéficiaires		Montants des sommes payées pour nouvelles embauches et nombre de bénéficiaires	
Sommes versées en M EUR	Nombre bénéficiaires	Sommes versées en M EUR	Nombre bénéficiaires
0	0	0	0

Garanties d'indemnités de licenciement accordées au cours de l'exercice :

Aucune garantie d'indemnités de licenciement n'a été accordée au cours de l'exercice 2009.

4.2.2 DESCRIPTION DES NOUVEAUX PLAN MIS EN PLACE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2010

La description des nouveaux plans (plan d'options Société Générale et attribution gratuite d'actions Société Générale) est présentée dans la note 28 (Plan d'avantages en actions) des états financiers au 30 juin 2010.

V. CHAPITRE 6 : RESSOURCES HUMAINES

5.1 EMPLOI

Suite à un contrôle à posteriori, la répartition des effectifs gérés par zone géographique et branche d'activité à fin 2009 (page 134 du Document de référence 2010) a été corrigée :

	Europe de l'ouest (dont France)	Europe centrale et orientale	Afrique et Moyen-Orient	Amériques	Asie + Océanie	Total	% sur le total
Réseaux de Détail, Financements Spécialisés et Assurances	52 576 (44 675)	58 763	14 870	2 671	1 593	130 473	83,27 %
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	8 193 (4 274)	46	77	668	762	9 746	6,22 %
Banque de Financement et d'Investissement	8 342 (6 587)	130	25	1 946	1 775	12 218	7,80 %
Directions fonctionnelles	4 244 (4 244)	0	0	0	0	4 244	2,71 %
Total	73 355 (59 780)	58 939	14 972	5 285	4 130	156 681	100 %
% sur le total	46,82 % (38,15 %)	37,62 %	9,56 %	3,37 %	2,64 %	100 %	

VI. CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES

6.1 EXPOSITIONS SOUVERAINES AU 31 MARS 2010 UTILISEES DANS LE CADRE DU STRESS TEST CEBS

Expositions souveraines du Groupe Société Générale au 31 mars 2010

Exposition du groupe bancaire sur une base consolidée

Montant en millions dans la devise utilisée pour la déclaration

	Expositions brutes	Expositions nettes		
		dont portefeuille bancaire	dont portefeuille de négociation	
Autriche	320	245	74	301
Belgique	1 301	1 147	154	1 301
Bulgarie	154	152	2	153
Chypre	0	0	0	0
République tchèque	6 782	6 769	13	6 780
Danemark	0	0	0	0
Estonie	0	0	0	0
Finlande	36	0	36	35
France	15 105	11 981	3 124	15 105
Allemagne	490	490	0	490
Grèce	4 225	2 436	1 789	4 001
Hongrie	240	95	145	233
Islande	0	0	0	0
Irlande	464	6	458	453
Italie	5 149	3 399	1 750	4 931
Lettonie	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0
Luxembourg	1 624	1 441	183	1 624
Malte	0	0	0	0
Pays-Bas	297	122	176	291
Norvège	15	15	0	15
Pologne	660	523	137	657
Portugal	404	111	293	376
Roumanie	3 015	2 966	49	3 009
Slovaquie	111	104	7	110
Slovénie	327	242	85	326
Espagne	901	746	155	851
Suède	0	0	0	0
Royaume-Uni	867	815	53	856

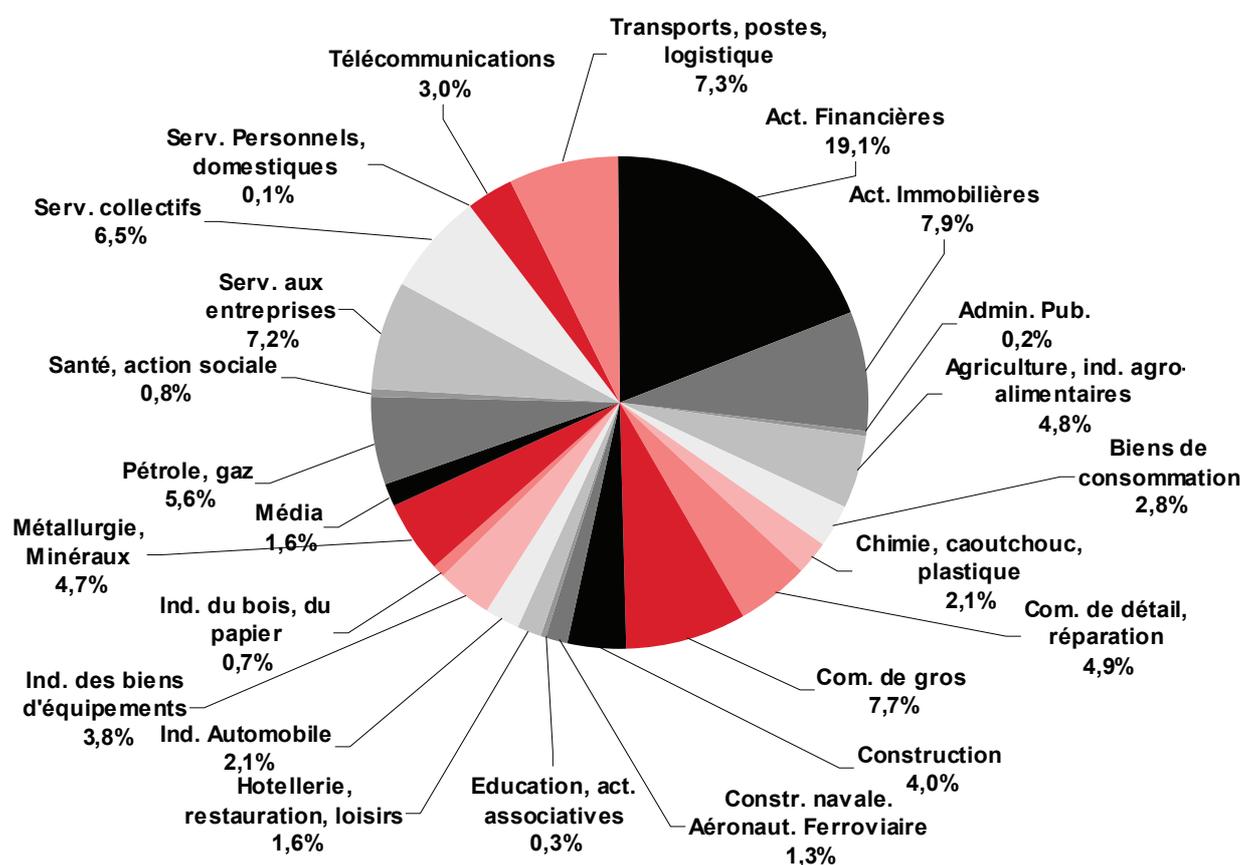
6.2 ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE CREDIT : ENCOURS RISQUE DE CREDIT

Au 30 juin 2010, les crédits (bilan + hors-bilan, hors immobilisations, titres de participations et comptes de régularisation) accordés par le groupe Société Générale à l'ensemble de ses clients représentent une exposition en cas de défaut de 716 Md EUR (dont 511 Md EUR d'encours au bilan).

L'EAD (Exposure at Default) représente l'exposition en cas de défaut. Elle additionne la partie des prêts qui a été tirée et convertit les engagements hors-bilan au moyen du facteur de conversion de crédit pour calculer l'exposition inscrite au bilan au moment de la défaillance de la contrepartie.

Les engagements du Groupe sur ses dix premières contreparties industrielles représentent 5 % de ce portefeuille.

■ Ventilation sectorielle des encours Corporate du Groupe au 30.06.2010 (portefeuille bâlois entreprises, soit 303 Md EUR d'EAD)⁽¹⁾

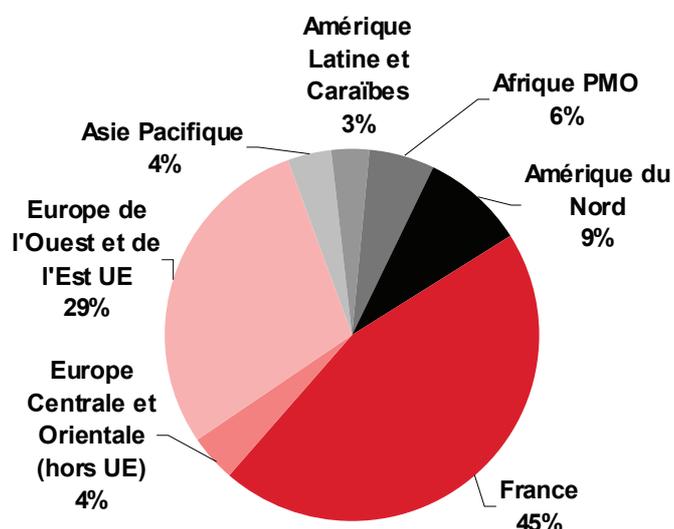


Le portefeuille Corporate (Grandes Entreprises, PME et Financements spécialisés) présente une bonne diversification sectorielle, globalement en ligne avec la structure du PIB mondial. Un seul secteur représente plus de 10 % du total des encours du Groupe (activités financières) et s'explique notamment par la présence dans le portefeuille bâlois Grandes Entreprises des fonds et assurances.

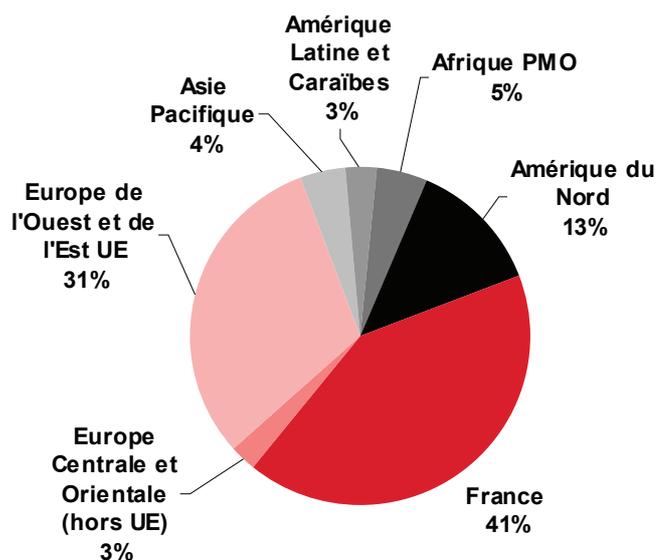
⁽¹⁾ * EAD Bilan + Hors bilan sur le portefeuille Entreprises au sens bâlois (Grandes entreprises y compris Assurances, Fonds et Hedge funds, PME, financements spécialisés).
Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement, tous portefeuilles, hors Immobilisations et comptes de régularisation)

■ Ventilation géographique des encours risque de crédit du Groupe au 30.06.2010
(toutes clientèles confondues)

ENGAGEMENTS BILAN (soit 511 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



ENGAGEMENTS BILAN + HORS - BILAN (soit 716 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



⁽²⁾ Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement, tous portefeuilles, hors Immobilisations, Titres de participations et comptes de régularisation)

6.3 INFORMATIONS FINANCIERES SPECIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIERE DE TRANSPARENCE FINANCIERE

CDO non couverts exposés à l'immobilier résidentiel aux Etats Unis

En M EUR	CDO Tranches super senior & senior	
	Portefeuilles L&R	Portefeuilles Trading
Exposition brute au 31/12/09 (1)	4 686	1 456
Exposition brute au 31/03/10 (1)	5 634	1 538
Exposition brute au 30/06/10 (1) (2)	6 167	4 213
Nature des sous-jacents	high grade / mezzanine (4)	high grade / mezzanine (4)
Point d'attachement au 31/03/10	11%	9%
Point d'attachement au 30/06/10 (3)	11%	10%
Au 30/06/10		
% d'actifs subprime sous-jacents	43%	65%
<i>dont originé en 2004 et avant</i>	5%	17%
<i>dont originé en 2005</i>	26%	43%
<i>dont originé en 2006</i>	8%	2%
<i>dont originé en 2007</i>	4%	3%
% d'actifs Mid-prime & Alt-A sous-jacents	14%	7%
% d'actifs Prime sous-jacents	16%	10%
% d'autres actifs sous-jacents	26%	18%
Stock de pertes de valeur et dépréciations (Flux au T2-10)	-2 057 <i>(dont 0 au T2-10)</i>	-2 343 <i>(dont -14 au T2-10)</i>
Stock de provisions pour risque de crédit (Flux au T2-10)	-1 511* <i>(dont -88* au T2-10)</i>	—
% total de décotes des CDO au 30/06/10	58%	56%
Exposition nette au 30/06/10 (1)	2 599	1 869

Les expositions classées en AFS (expositions brutes de 119 M EUR) étant totalement dépréciées en coût du risque, ont été sorties du reporting.

(1) Expositions au cours de clôture

(2) Sur le portefeuille L&R, la hausse des encours par rapport au 31/03/10 est due principalement à l'effet change. Sur le portefeuille Trading, outre l'effet change, la hausse correspond principalement à l'entrée dans le périmètre de six CDO suite à la commutation de protections acquises auprès d'un assureur monoline.

(3) La variation des points d'attachement résulte :

- à la hausse, de remboursements anticipés au pair
- à la baisse, du défaut de certains actifs sous-jacents

(4) 29% de l'exposition brute classée en L&R et 59% de l'exposition brute classée en trading portent sur des sous-jacents mezzanine.

* Provision spécifique enregistrée sur les portefeuilles de CDO de RMBS US en L&R.

CDO de RMBS (trading) : taux de pertes cumulées

■ Taux de pertes cumulées* sur le subprime (calculés sur le nominal initial)

	2004	2005	2006	2007
T1-10	6,1%	16,5%	39,6%	49,5%
T2-10	6,1%	16,5%	39,6%	49,5%

(*) y compris décote de liquidité

- ▶ Alignement sur l'ABX pour les vintages 2006 et 2007

■ Les hypothèses de pertes cumulées effectives prime et midprime/Alt-A représentent en moyenne respectivement 40% et 79% des hypothèses retenues pour le subprime

■ Dépréciation à 100 % des sous-jacents de type CDO

Sensibilité des taux de perte cumulées

sur le PNB	En M EUR
+10% pertes cumulées sur toutes les années de production	⇒ -289

Protections acquises pour couvrir des expositions sur CDO et autres actifs

■ Après d'assureurs monolines

En M EUR	Montant notionnel brut des instruments couverts	Montant notionnel brut de la protection acquise	30-juin-10	
			Juste valeur des instruments couverts	Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur
Protections acquises auprès de monolines (a)				
Sur des CDO "marché résidentiel US"	1 869 ⁽¹⁾	1 869	781	1 088
Sur des CDO "hors marché résidentiel US"	2 279	2 279	1 908	371
Sur des CLO de Crédits Corporate	8 167	8 167	7 939	228
Sur des financements d'infrastructures & autres financements structurés	1 277	1 410	1 144	221
Autres risques de remplacement				586
			Total	2 494

(1) Dont 0,8 Md EUR de sous-jacent subprime
(Prêts originés en 2007 : 8 %, 2006 : 32 %, 2005 et années antérieures : 60 %)
(a) Au T2-10, 1,1 Md EUR de protections acquises auprès d'un assureur monoline ont été commutées

■ Après d'autres institutions financières

- ▶ Juste valeur des protections acquises d'autres grandes institutions financières (assureurs multilines et banques internationales) : 205 M EUR correspondant principalement à des « corporate bonds » et à des couvertures de CDO de RMBS structurés jusqu'à fin 2005.
- ▶ Autres risques de remplacement (CDPC) : exposition résiduelle nette de 0,2 Md EUR
 - Juste valeur de la protection avant ajustements : 0,4 Md EUR pour un nominal de 3,3 Md EUR
 - Ajustements de valeur au titre du risque de crédit : 122 M EUR
 - Achat de couverture à hauteur de 39% du sous-jacent couvert

Protections acquises pour couvrir des expositions sur CDO et autres actifs : méthode de valorisation

■ CDOs sur marché résidentiel US

- ▶ Application des mêmes méthodologies et paramètres que ceux utilisés pour valoriser les CDOs non assurés

■ CLOs de crédits corporates

- ▶ Rating des tranches détenues couvertes par monolines : 12 % AAA – 69 % AA – 19 % A
- ▶ Répartition par rating des actifs sous-jacents : 4 % BBB et au delà – 21 % BB – 62 % B – 13 % CCC et en deçà
- ▶ Taux de pertes cumulées sur 5 ans appliqués aux actifs sous-jacents :
 - Calibrés sur les occurrences les plus défavorables observées depuis 30 ans
 - Fonction des ratings des sous-jacents :
 - 5 % pour BBB – 17 % pour BB – 31 % pour B – 51 % pour CCC – 100% en deçà
- ▶ Scénario de taux de pertes moyen sur les sous-jacents : 25 % après prise en compte de la maturité des actifs risqués
- ▶ Point d'attachement moyen : 32 % (39 % après déduction de la trésorerie disponible dans le CLO)
- ▶ Scénario de dépréciation moyenne du portefeuille SG : environ 3 %

■ Autres actifs (CDO hors marché résidentiel américain, financements d'infrastructures et autres actifs structurés)

- ▶ Application de méthodes analogues à celle retenue pour les CLOs

■ Add-on de liquidité sur tous les actifs couverts, reflétant l'évolution des indices ou des spreads

Exposition au risque de contrepartie sur assureurs monolines (a) Couvertures de CDO et autres actifs

En Md EUR	31-déc-09	31-mars-10	30-juin-10
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	3,9	3,3	2,5
Nominal des couvertures achetées *	-0,7	-0,8	-0,5
Juste valeur de la protection nette de couvertures et avant ajustements de valeur	3,2	2,5	2,0
Ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur monolines (comptabilisés sur la protection)	-2,3	-1,8	-1,4
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur monolines	0,9	0,8	0,7
Taux de couverture global sur juste valeur	77%	77%	74%

(a) Hors contreparties en défaut : ACA à compter de fin 2007, Bluepoint au 30 septembre 2008

* Le nominal des couvertures achetées auprès de contreparties bancaires a un impact « Marked-to-Market » de +157 M EUR au 30 juin 2010, neutralisé depuis 2008 dans le compte de résultat.

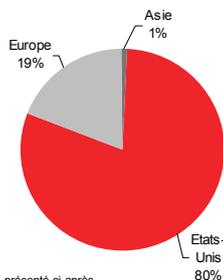
Notation retenue la plus basse émise par Moody's ou S&P au 30 juin 2010

AA : Assured Guaranty
BB : Radian, Syncora Capital Assurance
B : MBIA
CC : Ambac, CIFG, FGIC

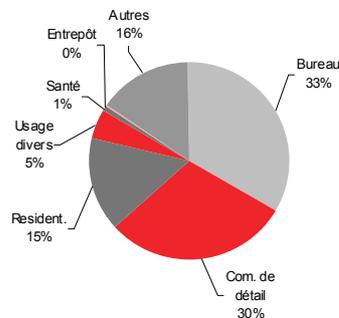
Exposition CMBS (a)

En M EUR	31-mars-10	30-juin-10				T2-10			
		Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Valeur	% exposition nette	%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque
Portefeuille d'actifs de trading	61	84	278	30%	0%	16%	27	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	148	153	277	55%	27%	44%	-	-	13
Portefeuille d'actifs de prêts	7 170	7 756	8 292	94%	70%	24%	100	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	49	48	51	95%	36%	46%	-	-	-
TOTAL	7 428	8 042	8 898	90%	66%	25%	126	-	13

Répartition géographique *



Répartition sectorielle *



(a) : Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après

* En % du capital restant à courir

(1) Net de couverture et de perte de valeur

(2) Capital restant à courir des actifs avant couverture

Exposition à l'immobilier résidentiel américain : prêts résidentiels et RMBS

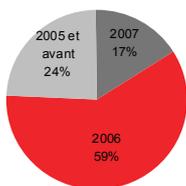
■ Société Générale n'a pas d'activité d'origination de prêts résidentiels aux Etats-Unis

■ RMBS « US » (a)

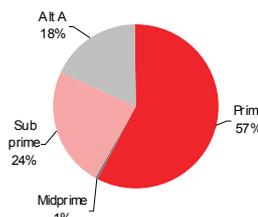
En M EUR	31-mars-10	30-juin-10				T2-10			
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2) Valeur	% exposition nette	%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
Portefeuille d'actifs de trading	- 76	23	34	69%	5%	3%	- 10	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	345	309	720	43%	3%	12%	7	4	- 68
Portefeuille d'actifs de prêts	584	617	726	85%	9%	14%	4	-	-
TOTAL	853	949	1 480	64%	6%	13%	-	4	- 68

(a) : Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après * En % du capital restant à courir
 (1) Net de couverture et de perte de valeur (2) Capital restant à courir des actifs avant couverture

Répartition des actifs subprime par millésime*



Répartition du portefeuille de RMBS par type*



Note : Société Générale détient un portefeuille de prêts mid-prime repris à l'occasion du défaut d'un originateur (242 M EUR en banking book net de dépréciations)

Expositions à l'immobilier résidentiel en Espagne et au Royaume Uni

■ Société Générale n'a pas d'activité d'origination en Espagne et au Royaume Uni

■ RMBS « Espagne » (a)

En M EUR	31-mars-10	30-juin-10				T2-10			
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2) Valeur	% exposition nette	%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
Portefeuille d'actifs de trading	3	2	24	10%	41%	6%	-	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	131	106	168	63%	42%	53%	1	-	- 21
Portefeuille d'actifs de prêts	257	251	297	84%	33%	67%	4	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	6	6	6	100%	1%	99%	-	-	-
TOTAL	397	364	495	74%	36%	60%	4	-	- 21

■ RMBS « Royaume Uni » (a)

En M EUR	31-mars-10	30-juin-10				T2-10			
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2) Valeur	% exposition nette	%AAA*	%AA & A*	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
Portefeuille d'actifs de trading	22	37	73	50%	0%	79%	14	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	66	79	136	58%	41%	41%	-	-	9
Portefeuille d'actifs de prêts	113	108	125	87%	88%	12%	- 2	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	11	11	11	99%	5%	95%	-	-	-
TOTAL	211	235	345	68%	48%	40%	12	-	9

(a) : Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après * En % du capital restant à courir
 (1) Net de couverture et de perte de valeur (2) Capital restant à courir des actifs avant couverture

Conduits commerciaux (1/2)

■ Description des 4 conduits commerciaux sponsorisés par Société Générale par nature d'actifs

En M EUR	Total des actifs	Nationalité des actifs	Répartition des actifs							Maturité contractuelle des actifs			Montant des CP émis	Notation des CP émis
			Prêts auto.	Créances commerc.	Crédits à la conso.	Prêts d'équip.	Autres prêts	RMBS	CMBS AAA	0-6 mois	6-12 mois	> à 12 mois		
ANTALIS (France)	3 233	Europe(1)	14%	81%	0%	0%	0%	0%	5%	81%	0%	19%	3 275	P-1 / A-1
BARTON (Etats-Unis)	5 191	Etats-Unis - 97% Suisse - 3%	22%	14%	49%	8%	6%	0%	0%	14%	31%	54%	5 203	P-1 / A-1
ACE AUSTRALIA (Australie)	824	Australie	0%	0%	0%	0%	8%	92% (2)	0%	0%	0%	100%	753	P-1 / A-1+
HOMES (Australie)	868	Australie	0%	0%	0%	0%	0%	100% (3)	0%	0%	0%	100%	872	P-1 / A-1+
TOTAL	10 116		16%	33%	25%	4%	4%	16%	2%	33%	16%	50%	10 103	

(1) Pays d'émission du conduit

(1) 38% France, 20% Italie, 14% Allemagne, 17% Royaume Uni, 5% Espagne, 3% Singapour, 3% Autres

(2) 94% AAA - 6% AA

(3) 96% AAA - 4% AA

Note: les RMBS des conduits sont notés, les autres actifs sous-jacents sont des actifs retail qui ne disposent pas de notation externe.

Conduits commerciaux (2/2)

■ Exposition au 30 juin 2010 de Société Générale en tant que sponsor de ces conduits(1)

En M EUR	Ligne de liquidité disponible accordée par Société Générale	Lettre de crédit accordée par Société Générale	"Commercial paper" détenus par Société Générale
ANTALIS (France)	4 632	271	0
BARTON (Etats-Unis)	7 430	815	0
ACE AUSTRALIA (Australie)	780	21	0
HOMES (Australie)	903	22	0
TOTAL	13 745	1 129	0

■ Conduits sponsorisés par un tiers

- ▶ Total des lignes de liquidités disponibles : 0,4 Md EUR au travers de 5 conduits
- ▶ Aucun « Commercial Paper » acquis

(1) Aucune ligne de liquidité accordée par Société Générale n' a été tirée au T2-10

Dérivés de crédit exotiques

■ Portefeuille d'activités lié à une activité client

- ▶ Commercialisation auprès d'investisseurs de titres indexés sur le crédit de portefeuilles composés d'ABS
- ▶ Couverture de la protection de crédit ainsi générée dans les livres SG par achat du portefeuille d'ABS sous-jacents et vente d'indices
- ▶ Gestion dynamique de la couverture en fonction de l'évolution des spreads de crédit par ajustement du portefeuille d'ABS détenus, des positions sur indices et des titres commercialisés

■ Position nette en équivalent 5 ans : -36 M EUR

- ▶ 1,0 Md EUR de titres cédés sur le T2-10
- ▶ Prise en compte partielle des couvertures monolines à hauteur de 46% pour tenir compte de la dégradation de leur qualité de crédit (stable vs T1-10)
- ▶ Portefeuille résiduel composé à 38% de titres notés A et au dessus

Exposition nette en équivalent 5 ans long risque (en M EUR)

En M EUR	31-mars-10	30-juin-10
ABS américains	-1 232	262
RMBS (1)	-24	69
dont Prime	170	25
dont Midprime	498	149
dont Subprime	-693	-105
CMBS (2)	-1 299	66
Autres	91	127
ABS européens	-313	-298
RMBS (3)	-205	-200
dont Royaume-Uni	-110	-92
dont Espagne	-55	-54
dont autres	-39	-53
CMBS (4)	-87	-77
Autres	-21	-21
Total	-1 545	-36

(1) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 0,9 Md EUR dont 0,2 Md EUR Prime, 0,5 Md EUR Midprime et 0,2 Md EUR Subprime

(2) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 1,8 Md EUR

(3) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 45 M EUR

(4) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 13 M EUR

Portefeuille d'actifs repris de SGAM

■ Hors RMBS UK et Espagne, et CMBS compris dans les expositions présentées auparavant

En M EUR	Portefeuille d'actifs de trading						Portefeuille d'actifs disponibles à la vente					
	31-mars-10	30-juin-10					31-mars-10	30-juin-10				
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*
		Valeur	%exposition nette					Valeur	%exposition nette			
Obligations bancaires et corporate	421	422	429	98%	0%	0%						
Autres RMBS	58	52	86	61%	18%	9%	208	191	234	82%	59%	28%
Autres ABS	11	10	34	28%	0%	19%	159	145	181	80%	22%	55%
CDO	68	68	162	42%	0%	28%	193	171	253	68%	4%	67%
CLO	206	215	311	69%	7%	26%	316	297	369	80%	11%	67%
Autres	15	16	31	52%	0%	19%	20	20	25	78%	0%	0%
Total	779	783	1 052	74%	4%	23%	896	824	1 062	78%	21%	55%
En M EUR	Portefeuille d'actifs de prêts						Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance					
	31-mars-10	30-juin-10					31-mars-10	30-juin-10				
	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*	Exposition nette (1)	Exposition nette (1)	Exposition brute (2)		%AAA*	% AA & A*
		Valeur	%exposition nette					Valeur	%exposition nette			
Obligations bancaires et corporate	43	40	48	82%	0%	49%						
Autres RMBS	148	140	161	87%	57%	43%	28	27	27	98%	40%	17%
Autres ABS	102	92	109	84%	36%	60%	60	52	52	99%	16%	84%
CDO	56	50	82	61%	0%	0%	50	50	55	91%	0%	0%
CLO	132	126	155	81%	18%	47%	56	51	52	99%	8%	66%
Total	481	448	555	81%	29%	41%	194	180	187	96%	12%	44%

* En % du capital restant à courir

(1) Net de couverture et de perte de valeur

(2) Capital restant à courir des actifs avant couverture

Exposition aux financements LBO (total des parts finales et à vendre) (1/2)

En Md EUR	Banque de Financement et d'Investissement		Réseaux France	
	31-mars-10	30-juin-10	31-mars-10	30-juin-10
Parts finales				
Nombre de dossiers	122	118	61	60
Engagements*	3,4	3,2	1,7	1,7
Parts à vendre				
Nombre de dossiers	0	0	1	2
Engagements*	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	3,4	3,2	1,7	1,7

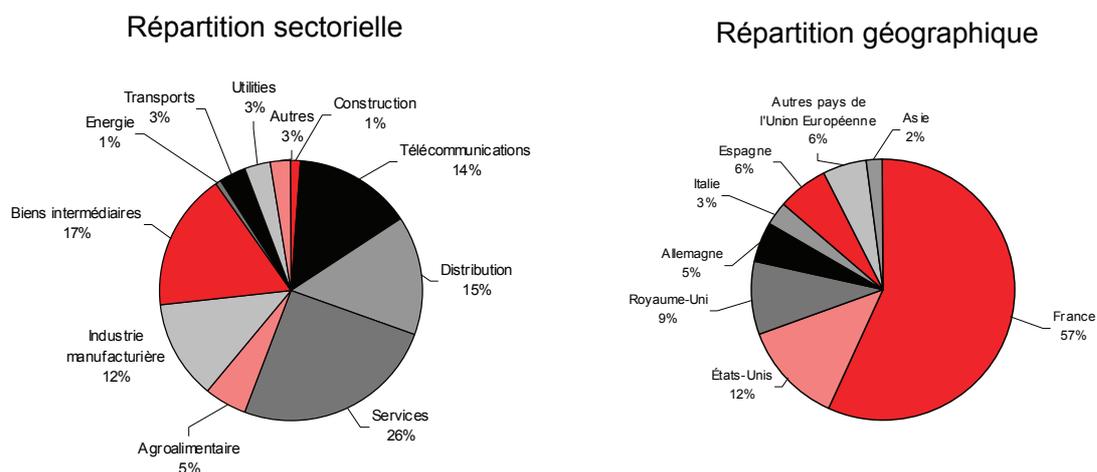
* Engagements nets de provisions spécifiques

■ Banque de Financement et d'Investissement

- ▶ Provision base portefeuille sur parts finales au 30 juin 2010 : 145 M EUR
- ▶ Provisions spécifiques sur dossiers LBO : 148 M EUR

Exposition aux financements LBO (total des parts finales et à vendre) (2/2)

5,0 Md EUR



6.4 RATIOS REGLEMENTAIRES

■ Gestion des ratios prudentiels

Au cours du deuxième trimestre 2010, Société Générale n'a procédé à aucune nouvelle émission subordonnée dans le cadre de la gestion de ses ratios prudentiels.

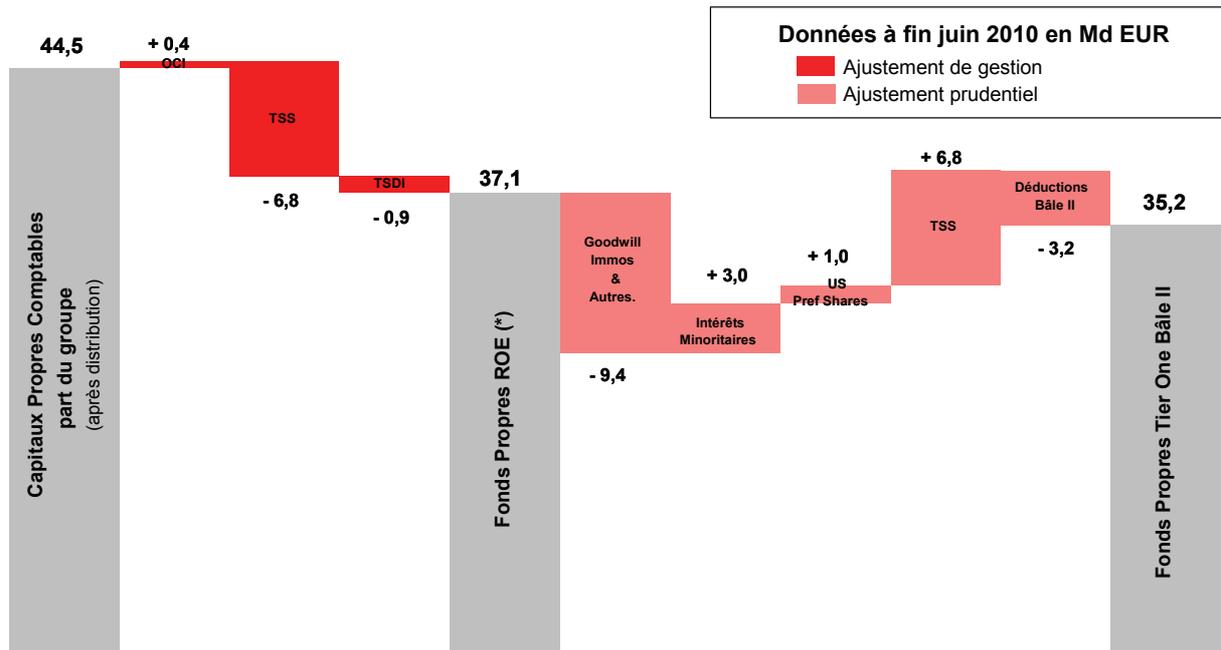
Le 30 juin 2010, le Groupe a remboursé à première date de call l'émission de titres subordonnés - Lower Tier 2 mise en place en juin 2005 pour un montant de 2 590 millions de couronnes tchèques et dont 13.5% avait été racheté en 2009 (contrevaletur euro de l'ordre de 88 millions d'euros).

■ Extrait de la présentation du 4 août 2010 : Résultats du deuxième trimestre 2010 (et annexes)

Encours pondérés des risques Bâle II à fin juin 2010 (en Md EUR)

	Crédit	Marché	Opérationnel	Total
Réseaux France	77,5	0,0	2,6	80,2
Réseaux Internationaux	67,9	0,2	3,6	71,7
Services Financiers Spécialisés et Assurances	39,4	0,0	2,2	41,6
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	11,8	0,7	2,9	15,4
Banque de Financement et d'Investissement	73,4	9,4	30,3	113,0
Hors Pôles	3,2	0,1	4,9	8,3
Total Groupe	273,3	10,5	46,5	330,3

Calcul des Fonds Propres ROE et Tier One



(*) Données fin de période ; le ROE est calculé à partir de la moyenne des fonds propres fin de période

Structure financière solide, confirmée par les résultats des stress tests européens

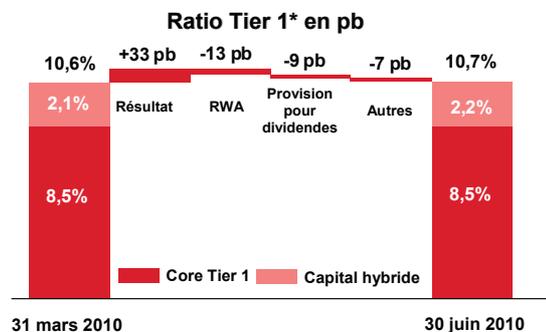
- Ratio Tier 1 de 10,7%* et Core Tier 1 de 8,5%* à fin juin 2010

- Encours pondérés : 330 Md EUR (+1,2% /fin mars 2010)

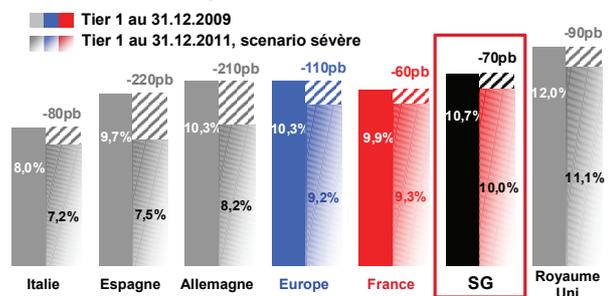
- Forte réduction des risques de marché : -18,1% /fin mars 2010

- Ratio Tier 1 de 10,0%** à fin 2011 en scenario de stress sévère

- Impact global de -70 pb vs fin 2009, dont -20 pb au titre du choc souverain
- Inférieur à la moyenne européenne :
 - 110 pb au global
 - 40 pb au titre du choc souverain



Benchmark d'impact Tier 1 en scenario de stress sévère



* Hors effets du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers) : 12 points de base sur le Ratio Tier 1

** Chiffres publiés par le CEBS le 23 juillet 2010; (scénario sévère : « scénario adverse » + choc souverain)
Données pays = moyenne arithmétique des résultats individuels publiés par le CEBS

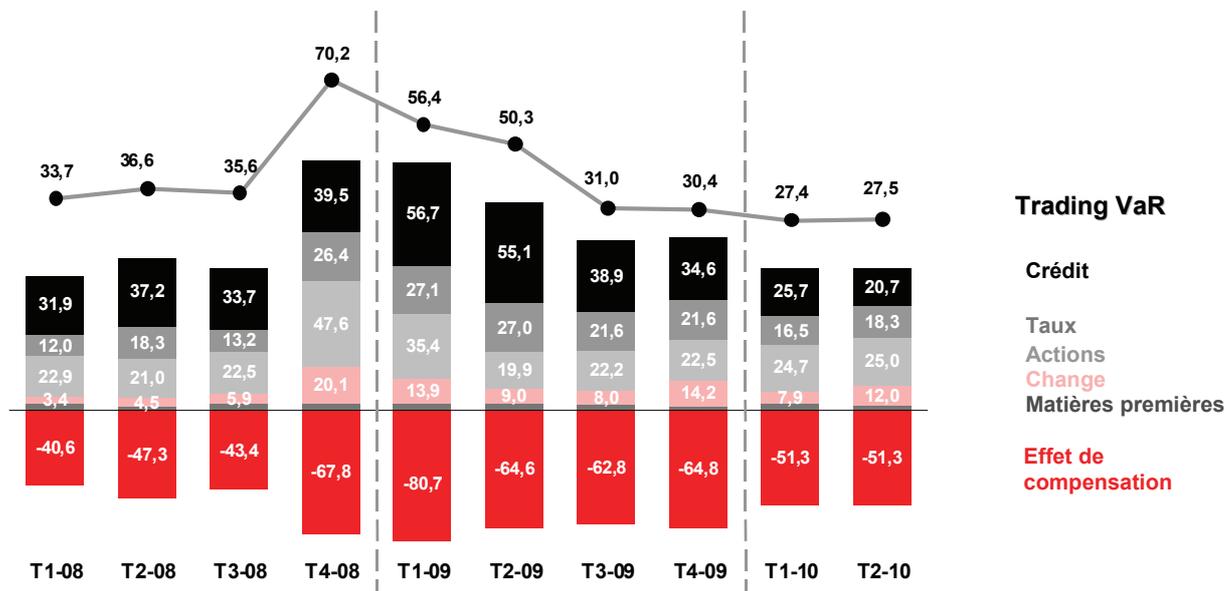
6.5 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX

	Groupe		
	31/12/09	31/03/10	30/06/10
Créances brutes en Md EUR *	400,4	405,4	415,4
<i>Créances douteuses en Md EUR *</i>	<i>20,8</i>	<i>22,5</i>	<i>23,6</i>
<i>Sûretés relatives aux encours dépréciés en Md EUR *</i>	<i>3,4</i>	<i>4,1</i>	<i>4,2</i>
Engagements provisionnables en Md EUR *	17,4	18,4	19,4
<i>Engagements provisionnables / Créances brutes *</i>	4,3%	4,5%	4,7%
Provisions en Md EUR *	10,6	11,3	12,1
<i>Provisions spécifiques / Engagements provisionnables *</i>	61%	62%	63%
Provisions base portefeuille en Md EUR *	1,2	1,3	1,2
<i>Provisions globales / Engagements provisionnables *</i>	68%	69%	69%

* Hors actifs gérés en extinction.

6.6 EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros :



Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traités prudemment en banking book.

7.1 ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2010

SOMMAIRE DES ETATS FINANCIERS

	Bilan consolidé
	Compte de résultat consolidé
	Evolution des capitaux propres
	Tableau des flux de trésorerie
Note 1	Principes comptables
Note 2	Evolution du périmètre de consolidation
Note 3	Instruments financiers affectés par la crise financière
Note 4	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat
Note 5	Instruments dérivés de couverture
Note 6	Actifs financiers disponibles à la vente
Note 7	Prêts et créances sur les établissements de crédit
Note 8	Prêts et créances sur la clientèle
Note 9	Portefeuilles reclassés
Note 10	Autres actifs
Note 11	Actifs et passifs non courants destinés à être cédés
Note 12	Ecarts d'acquisition par pôles et sous-pôles
Note 13	Dettes envers les établissements de crédit
Note 14	Dettes envers la clientèle
Note 15	Dettes représentées par un titre
Note 16	Autres passifs
Note 17	Provisions et dépréciations
Note 18	Actions ordinaires Société Générale, actions détenues en propre, actions détenues par le personnel et instruments de capitaux propres émis
Note 19	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Note 20	Engagements
Note 21	Echéances par durée restant à courir
Note 22	Opérations en devises
Note 23	Produits et charges d'intérêts
Note 24	Produits et charges de commissions
Note 25	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat
Note 26	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente
Note 27	Frais de personnel
Note 28	Plans d'avantages en actions
Note 29	Coût du risque
Note 30	Impôts sur les bénéfices
Note 31	Résultat par action
Note 32	Information sectorielle
Note 33	Evénements postérieurs à la clôture

Bilan consolidé

Actif

(En M EUR)		IFRS	
		30.06.2010	31.12.2009
Caisse, Banques centrales		15 081	14 394
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 4	460 526	400 157
Instruments dérivés de couverture	Note 5	9 374	5 561
Actifs financiers disponibles à la vente	Note 6	98 849	90 433
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Note 7	70 244	67 655
Prêts et créances sur la clientèle	Note 8	362 739	344 543
Opérations de location financement et assimilées		28 894	28 856
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3 376	2 562
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		2 044	2 122
Actifs d'impôts		5 298	5 493
Autres actifs	Note 10	51 825	37 438
Actifs non courants destinés à être cédés	Note 11	987	375
Participation aux bénéfices différée		163	320
Participations dans les entreprises mises en équivalence		1 883	2 001
Immobilisations corporelles et incorporelles		15 241	15 171
Ecarts d'acquisition	Note 12	7 160	6 620
Total		1 133 684	1 023 701

Bilan consolidé (suite)

Passif

(En M EUR)		IFRS	
		30.06.2010	31.12.2009
Banques centrales		1 959	3 100
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 4	384 717	302 753
Instruments dérivés de couverture	Note 5	9 974	7 348
Dettes envers les établissements de crédit	Note 13	88 037	90 086
Dettes envers la clientèle	Note 14	316 386	300 054
Dettes représentées par un titre	Note 15	125 197	133 246
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		2 213	774
Passifs d'impôts		984	1 423
Autres passifs	Note 16	60 736	48 800
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	Note 11	542	261
Provisions techniques des entreprises d'assurance	Note 17	78 613	74 451
Provisions	Note 17	2 400	2 311
Dettes subordonnées		12 649	12 256
Total dettes		1 084 407	976 863
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres part du Groupe			
Capital souscrit		928	925
Instruments de capitaux propres et réserves liées		23 794	23 544
Réserves consolidées		18 452	18 336
Résultat de l'exercice		2 147	678
Sous-total		45 321	43 483
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Note 19	(170)	(1 279)
Sous-total Capitaux propres part du Groupe		45 151	42 204
Intérêts minoritaires		4 126	4 634
Total capitaux propres		49 277	46 838
Total		1 133 684	1 023 701

Compte de résultat consolidé

(En M EUR)		IFRS		
		30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Intérêts et produits assimilés	Note 23	14 065	30 545	17 167
Intérêts et charges assimilées	Note 23	(7 569)	(18 910)	(10 615)
Dividendes sur titres à revenu variable		99	329	134
Commissions (produits)	Note 24	4 983	10 445	5 167
Commissions (charges)	Note 24	(1 306)	(2 633)	(1 337)
Résultat net des opérations financières		2 431	947	(413)
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	Note 25	2 409	1 002	(359)
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	Note 26	22	(55)	(54)
Produits des autres activités		10 142	18 281	8 632
Charges des autres activités		(9 585)	(17 274)	(8 106)
Produit net bancaire		13 260	21 730	10 629
Frais de personnel	Note 27	(4 728)	(9 157)	(4 673)
Autres frais administratifs		(2 880)	(5 679)	(2 769)
Dotations aux amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles		(458)	(930)	(442)
Résultat brut d'exploitation		5 194	5 964	2 745
Coût du risque	Note 29	(2 142)	(5 848)	(2 429)
Résultat d'exploitation		3 052	116	316
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		58	15	(6)
Gains ou pertes nets sur autres actifs ⁽¹⁾		-	711	14
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	(42)	(18)
Résultat avant impôts		3 110	800	306
Impôts sur les bénéfices	Note 30	(806)	308	(62)
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 304	1 108	244
Intérêts minoritaires		157	430	213
Résultat net part du Groupe		2 147	678	31
Résultat par action ordinaire *	Note 31	2,75	0,45	(0,22)
Résultat dilué par action ordinaire *	Note 31	2,74	0,45	(0,22)

* Montants ajustés par rapport aux états financiers publiés au 30.06.2009 du fait de l'augmentation de capital avec droits préférentiels de souscription d'octobre 2009.

(1) La cession des actifs et passifs à Crédit Agricole Asset Management dans le cadre de l'opération Amundi a généré une plus-value nette de 732 M EUR au 31 décembre 2009.

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)	IFRS		
	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Résultat net	2 304	1 108	244
Ecart de conversion	1 537	(74)	(46)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(178)	1 512	290
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	(201)	(149)	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	5	10	3
Impôts	42	(414)	(133)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 205	885	114
Note 19			
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 509	1 993	358
Dont part du Groupe	3 256	1 552	142
Dont intérêts minoritaires	253	441	216

Evolution des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires (Cf. note 18)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres auto-détenus	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impact impôt					
<i>(En M EUR)</i>													
Capitaux propres au 31 décembre 2008	726	19 217	(1 490)	19 785	(1 115)	(2 090)	407	645	36 085	4 843	(41)	4 802	40 887
Augmentation de capital	73	2 076							2 149			-	2 149
Elimination des titres auto-détenus			69	(92)					(23)			-	(23)
Emissions d'instruments de capitaux propres		356		86					442			-	442
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		94							94	1		1	95
Distribution S1 2009				(931)					(931)	(278)		(278)	(1 209)
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires				(61)					(61)	58		58	(3)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	73	2 526	69	(998)	-	-	-	-	1 670	(219)	-	(219)	1 451
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres						304	-		304		2	2	306
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat						(19)	-		(19)		3	3	(16)
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat								(132)	(132)		(1)	(1)	(133)
Ecarts de conversion et autres variations				-	(45)				(45)	(4)	(1)	(5)	(50)
Résultat S1 2009				31					31	213		213	244
Sous-total	-	-	-	31	(45)	285	-	(132)	139	209	3	212	351
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						3	-		3			-	3
Capitaux propres au 30 juin 2009	799	21 743	(1 421)	18 818	(1 160)	(1 802)	407	513	37 897	4 833	(38)	4 795	42 692
Augmentation de capital	126	3 246							3 372			-	3 372
Elimination des titres auto-détenus			(94)	12					(82)			-	(82)
Emissions d'instruments de capitaux propres		(70)		29					(41)			-	(41)
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		140							140	(1)		(1)	139
Distribution S2 2009				(213)					(213)	(64)		(64)	(277)
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires				(280)					(280)	(325)		(325)	(605)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	126	3 316	(94)	(452)	-	-	-	-	2 896	(390)	-	(390)	2 506
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres						1 143	(147)		996		47	47	1 043
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat						17	(1)		16		13	13	29
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat								(267)	(267)		(12)	(12)	(279)
Ecarts de conversion et autres variations				1	11				12	4	(40)	(36)	(24)
Résultat S2 2009				647					647	217		217	864
Sous-total	-	-	-	648	11	1 160	(148)	(267)	1 404	221	8	229	1 633
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						7	1	(1)	7			-	7
Capitaux propres au 31 décembre 2009	925	25 059	(1 515)	19 014	(1 149)	(635)	260	245	42 204	4 664	(30)	4 634	46 838
Augmentation de capital (Cf. note 18)	3	77							80			-	80
Elimination des titres auto-détenus (1)			152	(163)					(11)			-	(11)
Emissions d'instruments de capitaux propres (Cf. note 18)		(12)		87					75	(500)		(500)	(425)
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions (2)		33							33	-		-	33
Distribution 2010 (Cf. note 18)				(480)					(480)	(236)		(236)	(716)
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires (3) (4)				(5)					(5)	(25)		(25)	(30)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	3	98	152	(561)	-	-	-	-	(308)	(761)	-	(761)	(1 069)
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres (Cf. note 19)						(52)	(201)		(253)		(38)	(38)	(291)
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat (Cf. note 19)						(77)	-		(77)		(11)	(11)	(88)
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat (Cf. note 19)								39	39		3	3	42
Ecarts de conversion et autres variations (Cf. note 19)				(1)	1 395				1 394		142	142	1 536
Résultat 2010				2 147					2 147	157		157	2 304
Sous-total	-	-	-	2 146	1 395	(129)	(201)	39	3 250	157	96	253	3 503
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						5	-	-	5			-	5
Capitaux propres au 30 juin 2010	928	25 157	(1 363)	20 599	246	(759)	59	284	45 151	4 060	66	4 126	49 277

(1) Au 30 juin 2010, les 28 346 229 actions détenues par les sociétés du Groupe, à des fins d'autocontrôle, de transaction ou de gestion active des fonds propres représentent 3,82 % du capital de Société Générale. Le montant porté en déduction de l'actif net relatif à l'acquisition par le Groupe de ses propres instruments de capitaux propres, fermes ou dérivés est de 1 363 M EUR, dont 250 M EUR au titre des activités de transaction.

L'évolution de l'autocontrôle sur l'année 2010 s'analyse comme suit :

(En M EUR)	Activités de Transaction	Autocontrôle et gestion active des Fonds Propres	Total
Cessions nettes d'achats	78	74	152
	78	74	152
Plus-values nettes d'impôts sur actions propres et dérivés sur actions propres imputées sur les fonds propres	(1)	(164)	(165)
Dividendes attachés et éliminés des résultats consolidés	-	2	2
	(1)	(162)	(163)

(2) Le montant des paiements en actions dénoués par remise d'instruments de capitaux propres relatif à l'année 2010 est de 33 M EUR : 10 M EUR ont été comptabilisés dans le cadre des plans d'options d'achat ou de souscriptions d'actions et 23 M EUR dans le cadre des attributions gratuites d'actions.

(3) Détail des transactions relatives aux intérêts minoritaires au 30 juin 2010 :

Annulation plus-value de cession	3
Rachats de minoritaires ne faisant pas l'objet d'une option de vente	2
Transactions et variations de valeur relatives aux options de vente accordées à des actionnaires minoritaires	(9)
Résultat afférent aux intérêts minoritaires représentatifs d'actionnaires bénéficiaires d'une option de vente de leurs titres au Groupe affecté aux réserves, part du Groupe	(1)
Total	(5)

(4) Les (25) M EUR de mouvements relatifs à l'année 2010 enregistrés dans les réserves des intérêts minoritaires sont le résultat des effets suivants :

- 1 M EUR d'augmentations de capital,
- 1 M EUR d'effet positif des transactions et variations de valeur relatives aux options de vente accordées à des actionnaires minoritaires,
- (27) M EUR d'effet négatif des variations de périmètre dont (17) M EUR suite au rachat des minoritaires de Banco Pecunia.

Tableau des flux de trésorerie

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009 *
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Bénéfice net après impôt (I)	2 304	1 108	244
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 427	2 815	1 375
Dotations nettes aux provisions	6 621	10 081	4 313
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	(58)	(15)	6
Impôts différés	76	(1 695)	(505)
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	(71)	(126)	(9)
Variation des produits constatés d'avance	104	69	153
Variation des charges constatées d'avance	(57)	30	(70)
Variation des produits courus non encaissés	(52)	440	826
Variation des charges courues non décaissées	(305)	(1 733)	(2 098)
Autres mouvements	1 266	2 907	335
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	8 951	12 773	4 326
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾ (III)	(2 409)	(1 002)	359
Opérations interbancaires	(2 719)	(19 930)	(16 789)
Opérations avec la clientèle	(4 769)	18 767	13 998
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	4 994	(8 682)	(2 810)
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	536	3 794	5 425
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	(1 958)	(6 051)	(176)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A) = (I) + (II) + (III) + (IV)	6 888	6 828	4 753
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	53	(1 453)	(64)
Immobilisations corporelles et incorporelles	(1 787)	(2 131)	(1 467)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	(1 734)	(3 584)	(1 531)
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires ⁽²⁾	(1 160)	4 216	1 272
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	(253)	(1 626)	(334)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	(1 413)	2 590	938
FLUX NET DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	3 741	5 834	4 160
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	11 303	7 242	7 242
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	6 306	4 533	4 533
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	13 122	11 303	10 644
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	8 228	6 306	5 291
VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	3 741	5 834	4 160

* Montants reclassés par rapport aux états financiers publiés au 30 juin 2009.

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

(2) Cf. note 18 :

- Dont remboursements d'actions de préférence pour 500 M EUR,
- Dont distribution 2010 de 636 M EUR hors dividendes payés en actions.

Note 1

Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Société Générale (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2010 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2009 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2009.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent, notamment dans le contexte de la crise financière qui s'est développée depuis l'année 2008, des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2009, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010.

Normes IFRS et interprétations IFRIC appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amélioration des IFRS – Mai 2008 – « Amendements à IFRS 5 sur les cessions partielles de titres »	23 janvier 2009	1 ^{er} juillet 2009
IFRIC 12 « Accords de concession de services »	25 mars 2009	29 mars 2009
IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger »	4 juin 2009	1 ^{er} juillet 2009

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRIC 15 « Contrats pour la construction de biens immobiliers »	22 juillet 2009	1 ^{er} janvier 2010
Amendement à IAS 39 « Amendement relatif aux éléments éligibles à une opération de couverture »	15 septembre 2009	1 ^{er} juillet 2009
IFRS 1 révisée « Première adoption des normes internationales d'information financière »	25 novembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires »	26 novembre 2009	1 ^{er} novembre 2009
IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients »	27 novembre 2009	1 ^{er} novembre 2009
Amélioration aux IFRS – avril 2009	23 mars 2010	1 ^{er} juillet 2009 au plus tôt
Amendements à IFRS 2 « Comptabilisation des transactions dénouées en trésorerie au sein d'un groupe »	23 mars 2010	1 ^{er} janvier 2010
Amendements à IFRS 1 « Exceptions additionnelles »	23 juin 2010	1 ^{er} janvier 2010
Amendements à IFRS 1 « Exception limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants »	30 juin 2010	1 ^{er} juillet 2010

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas d'incidence significative sur la période.

Le Groupe a appliqué par anticipation au 1^{er} janvier 2009 les normes IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » telles qu'adoptées par l'Union européenne le 3 juin 2009 et applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (International Accounting Standards Board) a publié des normes et des interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2010 mais qui ne seront appliquées par le Groupe qu'à compter du 1^{er} janvier 2011.

Normes comptables, Interprétations ou amendements adoptés par l'Union européenne

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne :	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IAS 32 « Classement des émissions de droits »	23 décembre 2009	1 ^{er} février 2010

L'IASB a, par ailleurs, publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2010 ; elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe à cette date.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IAS 24 révisée « Informations relatives aux parties liées »	4 novembre 2009	1 ^{er} janvier 2011
IFRS 9 « Instruments financiers » (Phase 1 : classement et évaluation)	12 novembre 2009	1 ^{er} janvier 2013
Amendement à IFRIC 14 « Paiements anticipés des exigences de financement minimal »	26 novembre 2009	1 ^{er} janvier 2011
IFRIC 19 « Extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres »	26 novembre 2009	1 ^{er} juillet 2010
Amélioration aux IFRS – mai 2010	6 mai 2010	1 ^{er} juillet 2010 au plus tôt

Absence de caractère saisonnier

Les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par le Conseil National de la Comptabilité

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format des états de synthèse proposé par l'organisme français de normalisation comptable, le Conseil National de la Comptabilité, dans sa recommandation n° 2009-R-04 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation n° 2004-R-03 du 27 octobre 2004. Cette nouvelle recommandation introduit les modifications apportées à la norme IAS 1 telles qu'adoptées par l'Union européenne le 17 décembre 2008.

Note 2

Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 892 sociétés au 30 juin 2010 :

720 sociétés intégrées globalement ;

91 sociétés intégrées proportionnellement ;

81 sociétés mises en équivalence.

Ne sont retenues dans le périmètre de consolidation que les entités qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe, et en particulier celles dont le total de bilan est supérieur à 0,02 % de celui du Groupe dans le cas d'une intégration globale ou proportionnelle ou dont la quote-part Groupe dans les capitaux propres est supérieure à 0,10 % des capitaux propres consolidés du Groupe. Ces critères ne s'appliquent pas aux paliers de sous-consolidation.

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2010 par rapport au périmètre en vigueur pour les arrêtés du 30 juin 2009 et du 31 décembre 2009 sont les suivantes :

- ♦ Au cours du premier semestre 2010 :
 - Le Groupe, via sa filiale TCW Inc., a fait l'acquisition de 100 % de Metropolitan West Asset Management en février qui a par conséquent été intégrée globalement.
 - Les 35 % de Sogessur qui n'étaient pas détenus par le Groupe ont été acquis suite à l'exercice de l'option d'achat qui avait été accordée par les actionnaires minoritaires à Société Générale S.A..
 - Banco SG Brazil S.A. a fait l'acquisition des 30 % de Banco Pecunia S.A. qu'il ne détenait pas, portant ainsi le taux d'intérêt du Groupe à 100 %.
 - Le groupe a intégré dans le périmètre de consolidation, Podgoricka Banca SG Group détenue à 90,56 %. Cette société située au Monténégro est consolidée par intégration globale.
 - SG Cyprus Ltd, antérieurement consolidée par intégration globale, est à présent consolidée par mise en équivalence suite à la cession des titres détenus par Société Générale S.A. à SG Liban. En application d'IFRS 3 révisée, un résultat de cession de 7 M EUR a été constaté au titre de cette opération.
 - IBK SGAM, précédemment détenue par le Groupe à hauteur de 50 %, a été cédée à la société IBK qui partageait avec SGAM S.A. le contrôle de cette entité.
 - Le fonds THE GLOBAL COMMODITIES FINANCE FUND LIMITED est sorti du périmètre de consolidation suite au rachat de toutes les parts et le transfert de tous ses actifs et passifs dans Société Générale S.A..
 - La participation du Groupe dans La Marocaine Vie passe de 85,97 % à 88,88 % suite à une augmentation de capital inégalement souscrite.
 - Le Groupe a déconsolidé sa filiale Clickoptions à l'approche de sa liquidation, sa contribution aux comptes consolidés étant devenue négligeable.
 - La participation dans BANKA POPULLORE SH.A est portée à 85,94 %, soit une augmentation de 10,93 % par rapport au 31 décembre 2009, sous le double effet d'un rachat de minoritaires et d'une augmentation de capital inégalement souscrite.

- La participation dans BOURSORAMA SA passe à 55,53 %, soit une baisse de 0,25 % par rapport au 31 décembre 2009, suite à une levée de stock-options.
- La participation du Groupe dans New Esporta Holding Limited passe de 96,77 % à 90,54 %, soit une variation de 6,23 % par rapport au 31 décembre 2009, du fait d'une dilution sur une augmentation de capital souscrite par la direction.

En application d'IFRS 5, sont classés dans les rubriques *Actifs et passifs non courants détenus en vue de la vente et abandons d'activité* :

- Les actifs et passifs qui seront cédés à Amundi courant 2010 ;
 - La quote-part de mise en équivalence de Gaselys suite à la notification par GDF Suez de l'exercice de l'option qu'il détenait sur la participation du Groupe à hauteur de 49 % ;
 - Les actifs et les passifs du groupe ECS du pôle Financements Spécialisés et Assurances suite à l'entrée en négociations exclusives avec le groupe ECONOCOM.
- ◆ Au cours du second semestre 2009 :
- Amundi, entité issue du regroupement des activités de gestion d'actifs exercées par Société Générale Asset Management et Crédit Agricole Asset Management, est détenue à 25 % et consolidée par mise en équivalence.
 - Le groupe Société Générale a cédé sa participation de 20 % dans Groupama Banque par l'exercice d'une option de vente.
 - La participation du Groupe dans Geniki a été portée à 53,97 %, soit une augmentation de 1,65 % par rapport au 31 décembre 2008.
 - La participation dans Bank Republic a été portée à 80 %, soit une augmentation de 20 % par rapport au 31 décembre 2008, suite à l'exercice d'options de vente par les actionnaires minoritaires.
 - Le groupe Société Générale a acquis la participation de 20 % de Dexia dans Crédit du Nord. Cette acquisition porte la participation du Groupe dans Crédit du Nord à 100 %.
 - La participation du Groupe dans Express Bank a été portée à 99,69 %, soit une augmentation de 1,74 % par rapport au 31 décembre 2008.
 - La participation dans BRD a été portée à 59,37 %, soit une augmentation de 0,83 % par rapport au 31 décembre 2008.
 - La participation dans Société Générale de Banques au Burkina a été portée à 51,19 %, soit une augmentation de 0,26 % par rapport au premier semestre 2009.
 - La participation dans La Marocaine Vie a été portée à 85,97 %, soit une augmentation de 0,04 % par rapport au premier semestre 2009.
 - La participation du Groupe dans Rosbank a été portée à 65,33 %, soit une augmentation de 0,65 % par rapport au premier semestre 2009, suite à l'acquisition de titres d'auto-détention.
 - Société Générale par l'intermédiaire de SG Consumer Finance a consolidé en intégration globale l'activité de services financiers aux particuliers de Family Credit en Inde.

Note 3

Instruments financiers affectés par la crise financière

Sur le premier semestre 2010, le groupe Société Générale a continué d'être affecté par la poursuite de la crise financière, principalement sur :

- ses positions sur tranches Super Seniors et seniors de CDO (Collateralised Debt Obligations) non couverts exposés à l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis ;
- ses positions de RMBS « US » (Residential Mortgage Backed Securities) ;
- ses positions de CMBS (Commercial Mortgage Backed Securities) ;
- son exposition au risque de contrepartie sur les assureurs *monolines*.

1 - Cas des tranches Super Seniors et Seniors de CDO non couverts exposés à l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis

En l'absence de transactions observables, la valorisation des tranches Super Seniors et Seniors de CDO de RMBS a été réalisée à l'aide d'un modèle utilisant pour l'essentiel des données non observables ou ne faisant pas l'objet de cotation sur un marché actif.

Dès lors qu'il y a des données observables, les résultats du modèle sont comparés et ajustés de manière à converger. L'approche du groupe Société Générale est centrée sur la valorisation des « pools » de prêts immobiliers individuels, sous-jacents des obligations structurées, de façon à estimer leur valeur, dans un scénario prospectif de crédit stressé (par opposition à une approche « marked-to-market »), des obligations RMBS, et, par voie de conséquence, celle des tranches de CDO.

La méthodologie employée utilise quatre variables clés pour valoriser les pools de prêts, à savoir la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, la vitesse de prépaiement et l'horizon de défaut.

Pour rappel, des décotes complémentaires ont été passées de manière à prendre en compte l'illiquidité des tranches concernées. La décote d'illiquidité est définie comme la perte supplémentaire induite par une augmentation de 10 % des pertes cumulées dans le scénario de crédit (par exemple sur les sous-jacents relevant de l'année de production 2005 de 15 % à 16,5 %), complétée, pour les sous-jacents *subprime* de 2006 et 2007, par un supplément de décote résultant d'un alignement sur l'indice de référence ABX.

L'exposition brute sur les tranches Super Seniors et Seniors de CDO de RMBS « US » en juste valeur au bilan est passée de 1,6 Md EUR au 31 décembre 2009 à 4,3 Md EUR au 30 juin 2010 suite à l'entrée dans le périmètre de six CDO de RMBS après la commutation de protections acquises auprès d'un assureur *monoline*. Sur cette position, les pertes de valeur enregistrées au cours du premier semestre 2010 s'élèvent à 0,1 Md EUR et viennent affecter négativement l'encours des obligations et autres instruments de dettes en juste valeur par résultat présenté à l'actif du bilan consolidé. L'exposition nette sur ces tranches de CDO ressort à 1,9 Md EUR à fin juin 2010.

TAUX DE PERTES CUMULEES * SUR LE SUBPRIME (Calculés sur le nominal initial)				
	2004	2005	2006	2007
Hypothèses de pertes cumulées fin 2009	6,1%	16,5%	39,6%	49,5%
Hypothèses de pertes cumulées S1-10	6,1%	16,5%	39,6%	49,5%
Sensibilité des taux de pertes cumulées			En M EUR	
+10% pertes cumulées sur toutes les années de production	⇒	⇒	(289)	

* Y compris décote de liquidité.

2 - Cas des RMBS « US » (Residential Mortgage Backed Securities)

Pour les positions relatives aux obligations ayant pour sous-jacents des risques *subprime* sur le secteur immobilier résidentiel américain, il est devenu difficile, depuis le second semestre 2007, d'observer des prix fiables individuellement sur tous les titres.

Dans ces conditions, la technique de valorisation s'est appuyée sur l'utilisation de prix observables sur les indices de référence, notamment l'indice ABX. Une duration a été déterminée pour les différents indices ABX et pour les titres RMBS en portefeuille avec des hypothèses de recouvrement (positions synthétiques) et de prépaiement. Le *spread* de crédit implicite des indices a ensuite été déterminé à partir de leur prix.

Chaque obligation RMBS a été valorisée en utilisant le *spread* de crédit de son indice ABX de référence (même année de production et même *rating*). La méthode de valorisation intègre la base (écart entre les instruments cash et les indices dérivés) ainsi que l'aspect liquidité.

Le portefeuille de RMBS a été largement couvert par achats de protections sur indices ABX ou vendu. Au 30 juin 2010, l'exposition nette résiduelle en juste valeur au bilan après couverture s'élève à 332 M EUR¹.

3 - Cas des CMBS (Commercial Mortgage Backed Securities)

De manière analogue aux RMBS, le portefeuille de CMBS est valorisé en utilisant des paramètres de marché. Chaque obligation CMBS « US » a été valorisée en utilisant le *spread* de crédit de son indice CMBX de référence (même année de production et même *rating*). La méthode de valorisation intègre la base (écart entre les instruments cash et les indices dérivés) ainsi que l'aspect liquidité.

Le portefeuille de CMBS a été largement couvert par achats de protections sur indices CMBX ou vendu. Au 30 juin 2010, l'exposition nette résiduelle en juste valeur au bilan après couverture s'élève à 237 M EUR¹.

4 - Exposition au risque de contrepartie sur les assureurs *monolines*

Les expositions au risque de contrepartie sur les compagnies d'assurance *monolines* figurent en *Actifs financiers à la juste valeur par résultat*. En effet, la juste valeur des expositions du Groupe sur les assureurs *monolines* ayant accordé des rehaussements de crédit sur les actifs comportant notamment un sous-jacent immobilier américain prend en compte la dégradation du risque de contrepartie estimé sur ces acteurs.

Le resserrement des *spreads* de crédit ainsi que la commutation, la résiliation de protections acquises auprès d'un assureur *monoline* et les cessions d'actifs réalisées au cours du premier semestre 2010 sur certains actifs couverts par *monolines* ont entraîné une baisse de la juste valeur de la protection acquise auprès de ces contreparties.

En conséquence, l'évaluation des sommes qui pourraient être dues au groupe Société Générale au titre des garanties *monolines* est passée de 3,9 Md EUR au 31 décembre 2009 à 2,5 Md EUR au 30 juin 2010.

Le Groupe a maintenu une approche prudente en retenant une couverture (CDS + réserves) quasi stable sur le premier semestre et s'élevant, à fin juin, à 74 % de l'exposition brute.

Les ajustements de valeur calculés au titre du risque de contrepartie sur ces actifs financiers ont diminué de 0,9 Md EUR au cours du premier semestre 2010, soit un total de 1,4 Md EUR (ces chiffres excluent ACA et

¹ Hors portefeuille de dérivés de crédit exotiques.

Bluepoint). Cet ajustement est calculé sur la base de l'application de taux de pertes cumulées sévères (jusqu'à 90 % sur les *monolines* les plus mal notés).

Les taux de perte de valeur appliqués à chaque *monoline* sont revus chaque trimestre et ajustés si nécessaire.

L'exposition au risque de contrepartie sur les assureurs *monolines* se décompose en trois parties :

- l'exposition liée aux CDO de RMBS, pour lesquels notre méthodologie et les paramètres appliqués sont les mêmes que pour les CDO non assurés ;
- l'exposition liée aux CDO de non RMBS, CLO et financements d'infrastructures, pour lesquels notre méthodologie résulte de mark-to-stress (maximum de pertes cumulées historiques sur cinq ans par classe d'actifs) et d'une réserve de liquidité découlant des marked-to-market ;
- l'exposition liée aux autres titres rehaussés mesurée en marked-to-market.

EXPOSITION EN RISQUE DE CONTREPARTIE AUX « MONOLINES » (Scenario de défaut immédiat de l'ensemble des assureurs *monolines* contreparties du Groupe Société Générale) ^(a)

(En Md EUR)	31.12.2009	30.06.2010	
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	3,9	2,5	
Nominal des couvertures achetées *	(0,7)	(0,5)	
Juste valeur de la protection nette de couvertures et avant ajustements de valeur	3,2	2,0	
Ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur monolines (comptabilisés sur la protection)	(2,3)	(1,4)	
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur monolines	0,9	0,7	
Taux de couverture global sur juste valeur	77%	74%	

(a) Hors contreparties en défaut : ACA à compter de fin 2007, Bluepoint au 30 septembre 2008

* Le nominal des couvertures achetées auprès de contreparties bancaires a un impact « Marked-to-Market » de +157 M EUR au 30 juin 2010, neutralisé depuis 2008 dans le compte de résultat.

Notation retenue la plus basse émise par Moody's ou S&P au 30 juin 2010

AA : Assured Guaranty
 BB : Radian, Syncora Capital Assurance
 B : MBIA
 CC : Ambac, CIFG, FGIC

Note 4

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2010				31.12.2009			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Effets publics et valeurs assimilées	39 328	2 464	-	41 792	38 314	3 721	-	42 035
Obligations et autres instruments de dettes	10 209	13 247	8 775	32 231	13 262	12 992	6 844	33 098
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	46 902	4 745	13	51 660	62 269	10 795	14	73 078
Autres actifs financiers	8	63 040	69	63 117	2	44 951	35	44 988
Sous-total portefeuille de transaction	96 447	83 496	8 857	188 800	113 847	72 459	6 893	193 199
<i>dont titres prêtés</i>				7 702				7 804
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat								
Effets publics et valeurs assimilées	161	236	-	397	143	239	-	382
Obligations et autres instruments de dettes	5 985	548	22	6 555	5 745	377	17	6 139
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	13 823	1 911	105	15 839	15 050	1 726	105	16 881
Autres actifs financiers	1	6 676	441	7 118	90	5 781	466	6 337
Sous-total actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	19 970	9 371	568	29 909	21 028	8 123	588	29 739
<i>dont titres prêtés</i>				-				-
Instruments de taux d'intérêt	139	137 634	1 568	139 341	32	97 579	1 537	99 148
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				108 306				75 857
FRA				553				479
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marché organisé				7				2
Options de gré à gré				21 996				15 378
Caps, floors, collars				8 479				7 432
Instruments de change	551	32 046	172	32 769	210	23 159	53	23 422
<i>Instruments fermes</i>				27 257				19 374
<i>Instruments conditionnels</i>				5 512				4 048
Instruments sur actions et indices	1 131	25 810	2 002	28 943	1 019	18 671	1 638	21 328
<i>Instruments fermes</i>				1 690				1 651
<i>Instruments conditionnels</i>				27 253				19 677
Instruments sur matières premières	350	10 125	445	10 920	360	11 424	365	12 149
<i>Instruments fermes-Futures</i>				8 257				9 468
<i>Instruments conditionnels</i>				2 663				2 681
Dérivés de crédit	-	26 426	2 974	29 400	-	16 059	4 728	20 787
Autres instruments financiers à terme	150	30	264	444	123	24	238	385
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				120				65
<i>Instruments de gré à gré</i>				324				320
Sous-total dérivés de transaction	2 321	232 071	7 425	241 817	1 744	166 916	8 559	177 219
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	118 738	324 938	16 850	460 526	136 619	247 498	16 040	400 157

(1) Y compris les OPCVM.

Note 4 (suite)

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2010				31.12.2009			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Dettes représentées par un titre	-	13 371	18 372	31 743	-	17 527	16 592	34 119
Dettes sur titres empruntés	771	47 798	15	48 584	64	37 181	11	37 256
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	3 694	1 022	-	4 716	4 082	708	-	4 790
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	2 428	504	2	2 934	2 948	37	2	2 987
Autres passifs financiers	5	43 974	172	44 151	-	37 022	44	37 066
Sous-total portefeuille de transaction ⁽²⁾	6 898	106 669	18 561	132 128	7 094	92 475	16 649	116 218
Instruments de taux d'intérêt	144	134 054	2 345	136 543	25	93 974	4 072	98 071
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				105 068				74 002
FRA				515				473
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marché organisé				29				35
Options de gré à gré				21 128				15 020
Caps, floors, collars				9 803				8 541
Instruments de change	415	31 132	58	31 605	215	22 095	16	22 326
<i>Instruments fermes</i>				26 967				18 425
<i>Instruments conditionnels</i>				4 638				3 901
Instruments sur actions et indices	976	30 446	1 881	33 303	936	22 731	1 775	25 442
<i>Instruments fermes</i>				3 116				2 009
<i>Instruments conditionnels</i>				30 187				23 433
Instruments sur matières premières	445	10 129	845	11 419	570	10 401	1 186	12 157
<i>Instruments fermes-Futures</i>				8 844				9 516
<i>Instruments conditionnels</i>				2 575				2 641
Dérivés de crédit	-	24 744	1 671	26 415	-	15 410	1 638	17 048
Autres instruments financiers à terme	117	1 698	-	1 815	55	1 505	1	1 561
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				100				20
<i>Instruments de gré à gré</i>				1 715				1 541
Sous-total dérivés de transaction	2 097	232 203	6 800	241 100	1 801	166 116	8 688	176 605
Sous-total passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat ^{(2) (3)}	618	10 079	792	11 489	789	7 788	1 353	9 930
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	9 613	348 951	26 153	384 717	9 684	266 379	26 690	302 753

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2010			31.12.2009		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
<i>(En M EUR)</i>						
Total passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat ^{(2) (3)}	11 489	12 338	(849)	9 930	10 628	(698)

(2) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré un produit de 355 M EUR au 30 juin 2010.

(3) Constitué essentiellement par des EMTN indexés.

Note 5

Instruments dérivés de couverture

(En M EUR)	30.06.2010		31.12.2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
COUVERTURE DE JUSTE VALEUR				
Instruments de taux d'intérêt				
<i>Instruments fermes</i>				
Swaps	8 534	9 218	4 794	6 641
FRA	-	-	-	-
<i>Instruments conditionnels</i>				
Options sur marché organisé	-	-	-	73
Options de gré à gré	46	-	172	-
Caps, floors, collars	58	-	1	-
Instruments de change				
<i>Instruments fermes</i>				
Swaps financiers de devises	235	21	145	19
Change à terme	1	1	13	13
Instruments sur actions et indices				
<i>Instruments conditionnels sur actions et indices</i>	11	5	23	6
COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE				
Instruments de taux d'intérêt				
<i>Instruments fermes</i>				
Swaps	352	416	284	408
Instruments de change				
<i>Instruments fermes</i>				
Swaps financiers de devises	66	225	31	125
Change à terme	-	70	-	56
Autres instruments financiers				
<i>Instruments sur marchés organisés</i>	71	18	98	7
Total	9 374	9 974	5 561	7 348

Note 6

Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2010				31.12.2009			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Activité courante								
Effets publics et valeurs assimilées	16 050	2 303	54	18 407	14 330	1 620	-	15 950
<i>dont créances rattachées</i>				292				242
<i>dont dépréciation</i>				(27)				(27)
Obligations et autres instruments de dettes	51 880	15 681	608	68 169	46 462	15 509	747	62 718
<i>dont créances rattachées</i>				975				957
<i>dont dépréciation</i>				(495)				(403)
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	7 453	544	286	8 283	6 949	620	268	7 837
<i>dont créances rattachées</i>				2				2
<i>dont perte de valeur</i>				(2 135)				(2 103)
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont créances rattachées</i>				-				-
<i>dont dépréciation</i>				-				-
Sous-total activité courante	75 383	18 528	948	94 859	67 741	17 749	1 015	86 505
Titres actions détenus à long terme	1 226	419	2 345	3 990	1 665	171	2 092	3 928
<i>dont créances rattachées</i>				4				5
<i>dont perte de valeur</i>				(897)				(799)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	76 609	18 947	3 293	98 849	69 406	17 920	3 107	90 433
<i>dont titres prêtés</i>				166				202

(1) Y compris les OPCVM.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2010	31.12.2009
<i>(En M EUR)</i>		
Solde d'ouverture en début de période	90 433	81 723
Acquisitions	43 607	105 714
Cessions / remboursements *	(38 159)	(100 724)
Reclassements et variations de périmètre	(155)	446
Gains et pertes sur variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres **	186	5 175
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat	(92)	(238)
<i>Dont : augmentation</i>	<i>(132)</i>	<i>(433)</i>
<i>reprise</i>	<i>93</i>	<i>264</i>
<i>autres</i>	<i>(53)</i>	<i>(69)</i>
Pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisées en résultat	(108)	(1 802)
Variation des créances rattachées	67	117
Différences de change	3 070	22
Solde de clôture en fin de période	98 849	90 433

* Les cessions sont valorisées selon la méthode du coût moyen pondéré.

** L'écart avec la rubrique « Réévaluation des actifs disponibles à la vente de la période » de la note 19 provient essentiellement de la variation du poste assurances-dotations nettes participation aux bénéfices différée.

Note 7

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
Comptes et prêts		
à vue et au jour le jour		
Comptes ordinaires	17 858	15 144
Prêts et comptes au jour le jour et autres	4 960	4 636
Valeurs reçues en pension au jour le jour	17	6
à terme		
Prêts et comptes à terme ⁽¹⁾	20 226	20 127
Prêts subordonnés et participatifs	544	707
Valeurs reçues en pension à terme	304	453
Créances rattachées	189	142
Total brut	44 098	41 215
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(185)	(178)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	(11)	(29)
Réévaluation des éléments couverts	110	63
Total net	44 012	41 071
Titres reçus en pension livrée	26 232	26 584
Total	70 244	67 655
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	70 517	67 564

(1) Au 30 juin 2010, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 445 M EUR contre 378 M EUR au 31 décembre 2009.

Note 8

Prêts et créances sur la clientèle

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
Prêts et avances à la clientèle		
Créances commerciales	9 387	9 504
Autres concours à la clientèle ^{(1) (2)}		
Crédits de trésorerie	104 184	99 437
Crédits à l'exportation	10 486	8 537
Crédits à l'équipement	60 805	61 614
Crédits à l'habitat	92 974	89 204
Autres crédits	67 107	63 951
Sous-total	335 556	322 743
Comptes ordinaires débiteurs	17 190	15 342
Créances rattachées	1 423	1 382
Total brut	363 556	348 971
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(12 986)	(10 977)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	(1 211)	(1 145)
Réévaluation des éléments couverts	1 018	576
Total net	350 377	337 425
Valeurs reçues en pension	117	175
Titres reçus en pension livrée	12 245	6 943
Total des prêts et créances sur la clientèle	362 739	344 543
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	368 181	343 612

(1) Répartition par type de clientèle des autres concours à la clientèle

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
Clientèle non financière		
Entreprises	150 683	144 265
Particuliers	125 787	120 391
Collectivités locales	10 486	11 310
Professions libérales	10 494	10 578
Gouvernements et Administrations Centrales	6 368	6 247
Autres	2 065	2 223
Clientèle financière	29 673	27 729
Total	335 556	322 743

(2) Au 30 juin 2010, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 25 576 M EUR, dont 3 971 M EUR sur les portefeuilles reclassés, contre 22 431 M EUR au 31 décembre 2009 dont 3 557 M EUR sur les portefeuilles reclassés.

Note 9

Portefeuilles reclassés

Le Groupe a procédé au 1^{er} octobre 2008 à des reclassements d'actifs financiers non dérivés hors des catégories *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* et *Actifs financiers disponibles à la vente*. Ces reclassements ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par les amendements aux normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » adoptés par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

Le Groupe a identifié au sein de ses portefeuilles de transaction et d'actifs disponibles à la vente un certain nombre d'actifs financiers qui n'étaient plus, au 1^{er} octobre 2008, négociables sur un marché actif. Le Groupe a alors décidé de reclasser à cette date, dans la catégorie *Prêts et créances*, les actifs financiers ainsi identifiés qu'il a désormais la capacité et l'intention de détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance.

Par ailleurs, la dégradation exceptionnelle des marchés a conduit le Groupe à reclasser en *Actifs financiers disponibles à la vente*, en date du 1^{er} octobre 2008, des instruments financiers enregistrés initialement en *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* dans la mesure où ces instruments n'étaient désormais plus détenus à des fins de transaction.

Aucun actif financier n'a été reclassé dans la catégorie *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance* au titre de ces amendements.

Les actifs financiers reclassés ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

Aucun reclassement n'a été opéré au cours du premier semestre 2010.

Le volume et les incidences de ces reclassements sont les suivants :

Portefeuilles de destination (En M EUR)	Juste valeur au 30.06.2010 *	Valeur comptable au 30.06.2010 *	Juste valeur au 31.12.2009	Valeur comptable au 31.12.2009	Valeur comptable en date de reclassement (1 ^{er} octobre 2008)
Titres disponibles à la vente	694	694	737	737	969
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 040	4 984	6 467	6 353	6 345
Prêts et créances sur la clientèle	19 177	20 714	15 547	17 512	21 293
Total	24 911	26 392	22 751	24 602	28 607

	Au 30.06.2010
Résultat de la période relatif aux actifs reclassés	
enregistré en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2)
enregistré en Produit net bancaire	487
enregistré en Coût du risque	(310)

	Au 30.06.2010	Au 31.12.2009
Variation de juste valeur		
qui aurait été enregistrée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres si les instruments n'avaient pas été reclassés **	(51)	676
qui aurait été enregistrée en Produit net bancaire si les instruments n'avaient pas été reclassés **	500	(1 571)

* Montants des remboursements et des cessions intervenus depuis le 1^{er} janvier 2010 : respectivement 614 M EUR et 169 M EUR.

Les taux d'intérêt effectif au 30 juin 2010 des actifs reclassés sont compris entre 1,24 % et 9,45 %.

La somme des cash-flows attendus au titre de ces actifs est de 31 735 M EUR.

** Incluant les reclassements correspondant aux activités d'assurance dont l'impact aurait été neutralisé par la participation aux bénéfices différée à hauteur de -41 M EUR en gains ou pertes latents ou différés et de 8 M EUR en Produit net bancaire.

Note 10

Autres actifs

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009
Dépôts de garantie versés ⁽¹⁾	31 170	20 934
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	3 301	1 973
Charges payées ou comptabilisées d'avance	936	928
Autres débiteurs divers	16 639	13 849
Total brut	52 046	37 684
Dépréciation	(221)	(246)
Total net	51 825	37 438

(1) Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie versés sur instruments financiers.

Note 11

Actifs et passifs non courants destinés à être cédés

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
ACTIFS	987	375
Immobilisations et écarts d'acquisition	158	17
Actifs financiers	249	59
Créances	15	295
<i>Dont : créances sur les établissements de crédit</i>	15	38
<i> créances sur la clientèle</i>	-	249
<i> autres</i>	-	8
Autres actifs	565	4
PASSIFS	542	261
Provisions	8	3
Dettes	35	254
<i>Dont : dettes envers les établissements de crédit</i>	8	7
<i> dettes envers la clientèle</i>	15	233
<i> autres</i>	12	14
Autres passifs	499	4

Les sociétés dont les actifs et passifs sont classés dans cette rubrique au 30 juin 2010 sont détaillées dans la note 2.

Note 12

Ecart d'acquisition par pôles et sous-pôles

(En M EUR)	Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs							Total Groupe
	Réseaux France	Réseaux Internationaux	Financements Spécialisés et Assurances	Banque de Financement et d'Investissement	Gestion d'Actifs	Banque Privée	Services aux Investisseurs et Courtage	
Valeur brute au 31.12.2009	291*	3 438	1 372	101*	443*	314	967*	6 926
Acquisitions et autres augmentations			9		166			175
Cessions et autres diminutions			(30)	(1)				(31)
Change	2	227	50	10	99	32	9	429
Valeur brute au 30.06.2010	293	3 665	1 401	110	708	346	976	7 499
Dépréciations au 31.12.2009		(264)	(42)					(306)
Pertes de valeur								-
Change		(33)						(33)
Dépréciations au 30.06.2010	-	(297)	(42)	-	-	-	-	(339)
Valeur nette au 31.12.2009	291*	3 174	1 330	101*	443*	314	967*	6 620
Valeur nette au 30.06.2010	293	3 368	1 359	110	708	346	976	7 160

* Les montants à l'ouverture ont été retraités suite aux changements de pôles suivants :

- Boursorama est passée du pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs au pôle Réseaux France,

- Fortune Fund Management est passée du pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs au pôle Banque de Financement et d'Investissement.

En date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT) devant tirer avantage de l'acquisition. Les unités génératrices de trésorerie constituent le niveau le plus fin utilisé par la Direction afin de déterminer le retour sur investissement d'une activité. Le Groupe a retenu une segmentation en 13 unités génératrices de trésorerie, homogène avec le pilotage du Groupe en grands métiers.

Le Groupe réalise au 31 décembre un test annuel de dépréciation des unités génératrices de trésorerie auxquelles ont été affectés des écarts d'acquisition. Une perte de valeur est constatée en résultat si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie, comprenant les écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est supérieure à sa valeur recouvrable. La perte ainsi déterminée est affectée en priorité à la dépréciation des écarts d'acquisition.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est calculée selon la méthode la plus appropriée, notamment la méthode des flux de trésorerie actualisés nets de l'impôt (*discounted cash flows*) appliquée globalement à l'échelle de l'unité génératrice de trésorerie, et non au niveau de chaque entité juridique.

Les flux de trésorerie utilisés pour ce calcul correspondent aux dividendes distribuables par les entités composant l'unité génératrice de trésorerie et sont déterminés sur la base d'un plan d'affaires de cette dernière élaboré à partir des budgets prévisionnels à trois ans approuvés par la Direction.

Le taux d'actualisation utilisé correspond à un coût du capital calculé selon la méthode du « *Capital Asset Pricing Model* ». Cette méthode se base sur un taux d'intérêt sans risque auquel s'ajoute une prime de risque fonction de l'activité sous-jacente de l'unité génératrice de trésorerie concernée. Pour les entités implantées dans des pays émergents, une prime de risque souverain est également ajoutée au taux sans risque, représentant la différence entre le taux sans risque de la zone de rattachement (zone dollar ou zone euro essentiellement) et le taux d'intérêt des obligations à long terme liquides émises par l'Etat dans la monnaie de rattachement.

Des tests de sensibilité sont réalisés, permettant notamment de mesurer l'impact sur la valeur recouvrable de la variation de certaines hypothèses comme la rentabilité, la croissance à long terme ou le taux d'actualisation. Au 30 juin 2010, aucun des changements raisonnablement possibles de ces hypothèses, tels que mis en œuvre dans ces tests, n'a conduit à ce que la valeur comptable d'une unité soit supérieure à sa valeur recouvrable.

Au 30 juin 2010, la liste des UGT retenues par le Groupe s'établit comme suit :

(En M EUR)	Pôle/Sous-Pôle	30.06.2010	
		Ecart d'acquisition (Valeur brute comptable)	Ecart d'acquisition (Valeur nette comptable)
UGT			
Réseaux Internationaux Union européenne + pré-Union européenne	Réseaux Internationaux	1 988	1 988
Réseaux Internationaux Russie	Réseaux Internationaux	1 184	887
Réseaux Internationaux Autres	Réseaux Internationaux	493	493
Crédit du Nord	Réseaux France	57	57
Réseaux Société Générale	Réseaux France	236	236
Services Financiers Assurances	Financements Spécialisés et Assurances	10	10
Services Financiers aux particuliers	Financements Spécialisés et Assurances	796	754
Services Financiers aux entreprises	Financements Spécialisés et Assurances	418	418
Services Financiers Location automobile	Financements Spécialisés et Assurances	177	177
Banque de Financement et d'Investissement	Banque de Financement et d'Investissement	110	110
Services aux Investisseurs et Courtage	Services aux Investisseurs et Courtage	976	976
Gestion d'Actifs	Gestion d'Actifs	708	708
Banque Privée	Banque Privée	346	346

Note 13

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009
Dettes à vue et au jour le jour		
Dépôts et comptes ordinaires	9 637	8 846
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	14 117	9 842
Sous-total	23 754	18 688
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	47 887	54 874
Valeurs données en pension à terme	358	362
Sous-total	48 245	55 236
Dettes rattachées	210	231
Réévaluation des éléments couverts	164	702
Titres donnés en pension	15 664	15 229
Total	88 037	90 086
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	87 949	89 101

Note 14

Dettes envers la clientèle

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	41 322	39 712
A terme	17 170	16 782
Sous-total	58 492	56 494
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	44 803	43 509
Particuliers	43 132	38 452
Clientèle financière	38 705	32 603
Autres ⁽¹⁾	13 392	8 609
Sous-total	140 032	123 173
Autres dépôts clientèle à terme		
Sociétés et entrepreneurs individuels	38 405	41 168
Particuliers	19 878	19 197
Clientèle financière	23 567	24 184
Autres ⁽²⁾	10 719	13 552
Sous-total	92 569	98 101
Dettes rattachées	983	1 156
Réévaluation des éléments couverts	175	143
Total dépôts clientèle	292 251	279 067
Valeurs données en pension à la clientèle	243	136
Titres donnés en pension à la clientèle	23 892	20 851
Total	316 386	300 054
Juste valeur des dettes envers la clientèle	317 362	300 617

(1) Dont 6 678 M EUR liés aux gouvernements et administrations centrales au 30 juin 2010 contre 2 844 M EUR au 31 décembre 2009.

(2) Dont 6 767 M EUR liés aux gouvernements et administrations centrales au 30 juin 2010 contre 10 886 M EUR au 31 décembre 2009.

Note 15

Dettes représentées par un titre

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009
Bons de caisse	2 241	2 414
Emprunts obligataires	10 059	8 427
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	111 207	121 622
Dettes rattachées	666	652
Sous-total	124 173	133 115
Réévaluation des éléments couverts	1 024	131
Total	125 197	133 246
Dont montant des dettes à taux variable	67 641	76 457
Juste valeur des dettes représentées par un titre	124 982	134 337

Note 16

Autres passifs

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009
Dépôts de garantie reçus ⁽¹⁾	33 497	26 717
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	5 243	2 590
Autres opérations sur titres	36	35
Charges à payer sur engagements sociaux	2 442	2 597
Produits constatés d'avance	1 523	1 527
Autres créditeurs divers	17 995	15 334
Total	60 736	48 800

(1) Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie reçus sur instruments financiers.

Note 17

Provisions et dépréciations

1. Dépréciations d'actifs

(En M EUR)	Stock au 31.12.2009	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2010
Etablissements de crédit	178	12	(6)	6	-	1	185
Crédits à la clientèle	10 977	3 477	(1 560)	1 917	(552)	644	12 986
Créances de location financement et assimilées	493	251	(175)	76	(44)	8	533
Groupes d'actifs homogènes	1 181	424	(415)	9	-	41	1 231
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	3 332	241	(137)	104	-	118	3 554
Autres ⁽¹⁾	471	128	(111)	17	(31)	7	464
Total	16 632	4 533	(2 404)	2 129	(627)	819	18 953

(1) Dont dotations nettes relatives au risque de contrepartie : 65 M EUR.

2. Provisions

(En M EUR)	Stock au 31.12.2009	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2010
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	13	1	(13)	(12)	-	-	-	1
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	187	122	(73)	49	-	-	8	244
Provisions sur avantages au personnel	724	96	(104)	(8)	-	-	4	720
Provisions fiscales	507	98	(121)	(23)	-	-	(16)	468
Autres provisions ^{(2) (3)}	880	66	(67)	(1)	(17)	1	104	967
Total	2 311	383	(378)	5	(17)	1	100	2 400

(2) Dont dotations nettes relatives au coût net du risque : 22 M EUR.

(3) Les autres provisions comprennent notamment les provisions PEL/CEL à hauteur de 106 M EUR au 30 juin 2010 pour le Réseau France de Société Générale et Crédit du Nord.

Les conséquences estimées au 30 juin 2010 des litiges et des risques fiscaux qui ont eu dans un passé récent ou qui sont susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation financière du Groupe, son activité ou son résultat, ont été intégrées dans les comptes du Groupe.

3. Provisions techniques des entreprises d'assurance

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	16 394	16 761
Provisions techniques des autres contrats d'assurance-vie	61 694	57 274
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	525	416
Total	78 613	74 451
Participation aux bénéfices différée ⁽⁴⁾	(163)	(320)
Part des réassureurs	(340)	(323)
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	78 110	73 808

(4) Conformément à la recommandation du CNC du 19 décembre 2008, un test de recouvrabilité de la provision pour participation aux bénéfices différée active (PBDA) a été réalisé. Les méthodes comptables appliquées pour le calcul de la PBDA reposent sur la prise en compte de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur historique. Le test de recouvrabilité repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses de collectes et de rachats qui ont été stressées. Dans ce cadre, des projections de flux de trésorerie ont été réalisées à partir de plusieurs scénarii de stress combinant ou non des baisses de chiffre d'affaires et/ou des augmentations des rachats : le chiffre d'affaires est abattu jusqu'à 85 % et les taux de rachats sont multipliés par un facteur atteignant 6 certaines années. Il est démontré que, dans de tels scénarii, aucune réalisation de moins-values latentes ne serait nécessaire. Dans ces conditions, le test de recouvrabilité est probant et démontre le caractère recouvrable de la PBDA.

Note 18

Actions ordinaires Société Générale, actions détenues en propre, actions détenues par le personnel et instruments de capitaux propres émis

1. Actions ordinaires émises par Société Générale S.A.

(En nombre d'actions)	30.06.2010	31.12.2009
Actions ordinaires	742 130 152	739 806 265
Dont actions détenues en propre avec droits de vote ⁽¹⁾	21 329 056	20 963 637
Dont actions détenues par le personnel	51 591 415	52 775 564

(1) Ne comprend pas les actions Société Générale détenues à des fins de transaction.

Au 30 juin 2010, le capital de Société Générale entièrement libéré s'élève à 927 662 690 EUR et se compose de 742 130 152 actions d'une valeur nominale de 1,25 EUR.

Société Générale a procédé en 2010 à une augmentation de capital d'un montant de 3 M EUR assortie d'une prime d'émission de 77 M EUR. Cette émission d'actions ordinaires était relative à l'exercice par les actionnaires de l'option de distribution des dividendes 2009 en actions Société Générale.

2. Instruments de capitaux propres émis

2.1. Titres subordonnés à durée indéterminée

Les titres subordonnés à durée indéterminée émis par le Groupe et intégrant des clauses discrétionnaires relatives au paiement des intérêts sont qualifiés d'instruments de capitaux propres.

Date d'émission	Montant	Rémunération
1 juillet 1985	69,657 M EUR	TMO - 0,25 % avec TMO = Moyenne Arithmétique des Taux Moyen Obligataire de la période du 01.06 au 31.05 précédant chaque échéance
24 novembre 1986	247,8 M USD	Moyenne des taux de dépôt EuroDollar 6 mois communiqués par les banques de référence + 0,075 %
30 juin 1994	15 000 M JPY	5,385 % jusqu'en décembre 2014 puis pour les échéances suivantes : le taux le plus favorable entre le taux fixe et un taux variable + marge défini comme suit : Taux <i>Mid Swap</i> JPY 5 ans + 1,25 % jusqu'en décembre 2019 puis taux <i>Mid Swap</i> JPY 5 ans + 2 % pour les échéances suivantes
30 décembre 1996	10 000 M JPY	3,936 % jusqu'en septembre 2016 puis pour les échéances suivantes : le taux le plus favorable entre le taux fixe et un taux variable + marge défini comme suit : Taux <i>Mid Swap</i> JPY 5 ans + 2,0 %
27 mars 2007	350 M GBP	5,750 % jusqu'en mars 2012 puis pour les échéances suivantes LIBOR GBP 3 mois + 1,10 %

2.2. Actions de préférence émises par les filiales

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de verser un dividende aux porteurs, les actions de préférence émises par les filiales sont qualifiées d'instruments de capitaux propres.

Au 30 juin 2010, le montant des actions de préférence émises par les filiales du Groupe et présentées parmi les intérêts minoritaires est de 996 M EUR. Au cours du premier semestre 2010, les actions de préférence qui avaient été émises par une filiale au premier semestre 2000 pour un montant de 500 M EUR ont été remboursées.

Date d'émission	Montant	Rémunération
4 ^e trimestre 2001 (clause de step up au bout de 10 ans)	335 M USD	6,302 %, à partir de 2011 Libor USD 3 mois + 1,92 %/an
4 ^e trimestre 2001 (clause de step up au bout de 10 ans)	90 M USD	Libor USD 3 mois + 0,92 %, à partir de 2011 Libor 3 mois + 1,92 %/an
4 ^e trimestre 2003 (clause de step up au bout de 10 ans)	650 M EUR	5,419 %, à partir de 2013 Euribor 3 mois + 1,95 %/an

2.3. Titres super subordonnés à durée indéterminée

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de versement de la rémunération de ces titres, ils ont été classés en capitaux propres parmi les *Instruments de capitaux propres et réserves liées*.

Date d'émission	Montant	Rémunération
26 janvier 2005	1 000 M EUR	4,196 %, à partir de 2015 Euribor 3 mois + 1,53 %/an
5 avril 2007	200 M USD	Libor USD 3 mois + 0,75 %/an, à partir de 2017 Libor USD 3 mois + 1,75 %/an
5 avril 2007	1 100 M USD	5,922 %, à partir de 2017 Libor USD 3 mois + 1,75 %/an
19 décembre 2007	600 M EUR	6,999 %, à partir de 2018 Euribor 3 mois + 3,35 %/an
22 mai 2008	1 000 M EUR	7,76 %, à partir de 2013 Euribor 3 mois + 3,35 %/an
12 juin 2008	700 M GBP	8,875 %, à partir de 2018 Libor GBP 3 mois + 3,4 %/an
27 février 2009	450 M USD	Libor USD 3 mois + 6,77 %/an
4 septembre 2009	1 000 M EUR	9,375 %, à partir de 2019 Euribor 3 mois + 8,901 %/an
7 octobre 2009	1 000 M USD	8,75 %

Les mouvements relatifs aux TSDI et aux TSS enregistrés dans les *Réserves consolidées* sont détaillés ci-dessous :

(En M EUR)	TSS	TSDI	Total
Economie d'impôts relative à la rémunération à verser aux porteurs de titres, comptabilisée en réserves	82	6	88
Rémunération versée comptabilisée en dividendes (ligne distribution 2010)	269	29	298

3. Distribution de dividendes

Le montant de dividendes distribués en 2010 par le Groupe s'élève à 716 M EUR et se décompose de la manière suivante :

(En M EUR)	Part du Groupe	Part des minoritaires	Total
Actions ordinaires	182	194	376
Dont payé en actions	80	-	80
Dont payé en numéraire	102	194	296
Autres instruments de capitaux propres	298	42	340
Total	480	236	716

Note 19

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30.06.2010	Période	31.12.2009
Ecarts de conversion ⁽¹⁾	309	1 537	(1 228)
Ecarts de réévaluation de la période		1 537	
Recyclage en résultat		-	
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	(757)	(178)	(579)
Ecarts de réévaluation de la période		(90)	
Recyclage en résultat		(88)	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	53	(201)	254
Ecarts de réévaluation de la période		(201)	
Recyclage en résultat		-	
Montants transférés dans la valeur de l'élément couvert		-	
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	15	5	10
Impôts	276	42	234
TOTAL	(104)	1 205	(1 309)

	30.06.2010			31.12.2009		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Ecarts de conversion	309		309	(1 228)		(1 228)
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	(757)	284	(473)	(579)	281	(298)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	53	(6)	47	254	(46)	208
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	15	(2)	13	10	(1)	9
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(380)	276	(104)	(1 543)	234	(1 309)
Part du groupe			(170)			(1 279)
Intérêts minoritaires			66			(30)

(1) La variation sur l'année 2010 de l'écart de conversion en part du Groupe s'élève à 1 395 M EUR.

Cette variation est principalement liée à l'appréciation par rapport à l'Euro du Dollar US pour 702 M EUR, du Rouble pour 146 M EUR, de la Livre sterling pour 120 M EUR, du Yen pour 95 M EUR, de la Livre égyptienne pour 92 M EUR que vient partiellement compenser la dépréciation par rapport à l'Euro du Leu roumain pour (24) M EUR.

La variation de l'écart de conversion dans les intérêts minoritaires s'élève à 142 M EUR.

Elle s'explique essentiellement par l'appréciation de la Couronne tchèque par rapport à l'Euro pour 26 M EUR, du Rouble pour 35 M EUR, du Dollar US pour 52 M EUR, de la Livre égyptienne pour 33 M EUR et de la dépréciation par rapport à l'Euro du Leu roumain pour (17) M EUR.

Note 20

Engagements

1. Engagements donnés et reçus

Engagements donnés

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit	22 164	12 141
En faveur de la clientèle ⁽¹⁾		
Facilités d'émission	-	20
Ouvertures de crédits confirmés	149 552	131 270
Autres	2 099	2 126
Engagements de garantie		
Donnés aux établissements de crédit	3 922	3 418
Donnés à la clientèle ^{(1) (2)}	58 947	59 042
Engagements sur titres		
Titres à livrer	67 830	20 882

Engagements reçus

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit	54 197	44 336
Engagements de garantie		
Reçus d'établissements de crédit	58 734	56 859
Autres engagements reçus ⁽³⁾	119 153	104 549
Engagements sur titres		
Titres à recevoir	67 650	20 788

(1) Au 30 juin 2010, les montants de lignes de liquidités et engagements de garantie accordés aux véhicules de titrisation s'élèvent respectivement à 13 819 M EUR et 1 129 M EUR.

(2) Y compris les garanties de capital et de performance accordées aux détenteurs des parts d'OPCVM gérées par des entités du Groupe.

(3) Dont garanties reçues d'Etat, d'autres organismes habilités et de la clientèle pour 52 458 M EUR au 30 juin 2010 contre 41 604 M EUR au 31 décembre 2009. Le solde correspond notamment aux titres et valeurs reçus en garantie pour 1 473 M EUR au 30 juin 2010 contre 5 619 M EUR au 31 décembre 2009.

2. Engagements sur instruments financiers à terme (notionnels)

(En M EUR)	30.06.2010		31.12.2009	
	Opérations de trading	Opérations de couverture	Opérations de trading	Opérations de couverture
Instruments de taux d'intérêt				
<i>Instruments fermes</i>				
Swaps	8 864 257	213 946	7 482 943	211 061
Contrats à terme de taux	1 876 795	1 104	1 600 011	851
<i>Instruments conditionnels</i>	2 820 430	7 083	2 650 018	8 498
Instruments de change				
<i>Instruments fermes</i>	1 611 871	8 858	1 223 930	18 912
<i>Instruments conditionnels</i>	580 996	-	456 456	-
Instruments sur actions et indices				
<i>Instruments fermes</i>	69 864	-	81 441	-
<i>Instruments conditionnels</i>	752 075	37	648 626	80
Instruments sur matières premières				
<i>Instruments fermes</i>	143 571	-	120 885	-
<i>Instruments conditionnels</i>	85 581	-	71 344	-
Dérivés de crédit	1 611 607	-	1 287 612	-
Autres instruments financiers à terme	3 719	1 207	2 753	755

Opérations de titrisation

Le groupe Société Générale procède à des opérations de titrisation pour le compte de sa clientèle ou d'investisseurs, et octroie dans ce cadre des garanties et des lignes de liquidités aux véhicules de titrisation.

Au 30 juin 2010, il existe 4 véhicules non consolidés (Barton, Antalis, Homes et Ace Australia) structurés par le Groupe pour le compte de la clientèle ou des investisseurs. Le montant des actifs détenus par ces véhicules et financés par l'émission de titres négociables s'élève à cette date à 10 116 M EUR (10 986 M EUR à fin 2009).

L'absence de contrôle de ces véhicules par le Groupe est régulièrement testée au regard des critères d'appréciation applicables aux entités *ad-hoc*. Au 30 juin 2010, aucun de ces véhicules n'est consolidé, le Groupe n'en ayant pas le contrôle et n'étant pas exposé à la majorité des risques et avantages qui leur sont liés.

Le risque de défaillance sur les actifs de ces véhicules est supporté par les cédants des créances sous-jacentes ou par des tiers. Le groupe Société Générale apporte une garantie supplémentaire à titre de réhaussement de crédit par l'octroi de lettres de crédit à hauteur de 1 129 M EUR (542 M EUR à fin 2009). Enfin, le Groupe a consenti à ces véhicules des lignes de liquidités à hauteur de 13 819 M EUR à cette même date (13 515 M EUR à fin 2009).

Note 21

Echéances par durée restant à courir

Echéances contractuelles des passifs financiers ⁽¹⁾

(En M EUR au 30.06.2010)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminée	Total
Banques centrales	1 958	-	1	-	-	1 959
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	99 222	8 866	19 372	20 669	-	148 129
Dettes envers les établissements de crédit	75 341	4 671	3 034	2 533	-	85 579
Dettes envers la clientèle	257 411	23 441	29 929	6 147	-	316 928
Dettes représentées par un titre	56 612	18 202	37 891	11 938	-	124 643
Dettes subordonnées	123	301	2 460	8 850	21	11 755
Total Ressources	490 667	55 481	92 687	50 137	21	688 993
Engagements de financement donnés	71 038	46 412	56 354	13 678	-	187 482
Engagements de garanties donnés	57 451	7 352	19 138	14 549	-	98 490
Total des engagements donnés	128 489	53 764	75 492	28 227	-	285 972

(1) Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels et hors dérivés.

Provisions techniques des entreprises d'assurance *

(En M EUR au 30.06.2010)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminée	Total
Provisions techniques des entreprises d'assurance	1 863	5 074	18 148	53 528	-	78 613

* Echéancement des montants comptables.

Echéances notionnelles des engagements sur instruments financiers dérivés ⁽²⁾

(En M EUR au 30.06.2010)	Actif				Passif			
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instruments de taux d'intérêt								
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps	2 950 527	3 199 535	2 928 141	9 078 203	-	-	-	-
Contrats à terme de taux	724 910	180 822	41	905 773	774 205	197 921	-	972 126
<i>Instruments conditionnels</i>	348 144	563 239	461 541	1 372 924	339 142	594 232	521 214	1 454 588
Instruments de change								
<i>Instruments fermes</i>	1 006 396	412 353	201 980	1 620 729	-	-	-	-
<i>Instruments conditionnels</i>	182 588	47 347	60 755	290 690	183 793	43 439	63 073	290 305
Instruments sur actions et indices								
<i>Instruments fermes</i>	28 893	4 992	2 310	36 195	26 710	5 240	1 720	33 670
<i>Instruments conditionnels</i>	164 651	164 705	16 292	345 648	185 166	191 441	29 857	406 464
Instruments sur matières premières								
<i>Instruments fermes</i>	57 404	16 861	587	74 852	50 885	17 260	574	68 719
<i>Instruments conditionnels</i>	20 994	21 098	477	42 569	22 037	20 645	330	43 012
Dérivés de crédit	65 069	561 294	172 698	799 061	68 373	557 373	186 800	812 546
Autres instruments financiers à terme	1 876	656	65	2 597	1 601	703	25	2 329

(2) Ces éléments sont présentés en fonction des échéances contractuelles des instruments financiers.

Note 22

Opérations en devises

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010				31.12.2009			
	Actif	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	704 221	710 137	51 441	44 292	611 269	604 162	2 334	3 805
USD	241 168	250 170	34 317	44 132	224 235	259 341	19 970	24 546
GBP	30 367	34 408	5 083	6 931	31 852	31 750	2 703	4 598
JPY	27 177	26 863	9 209	4 452	23 688	17 855	4 239	2 844
AUD	10 125	9 619	3 150	4 059	17 723	16 931	2 256	2 172
CZK	25 653	26 829	133	177	24 701	25 878	132	148
RUB	12 760	8 321	177	82	11 508	10 305	120	105
RON	5 470	6 126	313	226	5 386	5 872	65	155
Autres devises	76 743	61 211	11 361	10 144	73 339	51 607	9 033	7 232
Total	1 133 684	1 133 684	115 184	114 495	1 023 701	1 023 701	40 852	45 605

Note 23

Produits et charges d'intérêts

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Opérations avec les établissements de crédits	751	2 092	1 432
Comptes à vue et prêts interbancaires	577	1 626	998
Titres et valeurs reçus en pension	174	466	434
Opérations avec la clientèle	8 504	16 899	9 005
Créances commerciales	384	1 068	522
Autres concours à la clientèle	7 744	14 949	7 982
Comptes ordinaires débiteurs	350	815	454
Titres et valeurs reçus en pension	26	67	47
Opérations sur instruments financiers	4 023	9 900	5 877
Actifs financiers disponibles à la vente	1 504	3 080	1 509
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	40	91	165
Prêts de titres	17	41	11
Dérivés de couverture	2 462	6 688	4 192
Opérations de location financement	787	1 654	853
Location financement immobilier	120	274	147
Location financement mobilier	667	1 380	706
Total produits d'intérêts	14 065	30 545	17 167
Opérations avec les établissements de crédits	(557)	(2 014)	(1 549)
Emprunts interbancaires	(482)	(1 793)	(1 275)
Titres et valeurs donnés en pension	(75)	(221)	(274)
Opérations avec la clientèle	(3 067)	(6 789)	(3 395)
Comptes d'épargne à régime spécial	(498)	(1 205)	(648)
Autres dettes envers la clientèle	(2 515)	(5 358)	(2 581)
Titres et valeurs donnés en pension	(54)	(226)	(166)
Opérations sur instruments financiers	(3 944)	(10 100)	(5 666)
Dettes représentées par des titres	(779)	(2 289)	(1 322)
Dettes subordonnées et convertibles	(274)	(589)	(305)
Emprunts de titres	(33)	(66)	(43)
Dérivés de couverture	(2 858)	(7 156)	(3 996)
Autres charges d'intérêts	(1)	(7)	(5)
Total charges d'intérêts ⁽¹⁾	(7 569)	(18 910)	(10 615)
Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés	221	404	169

(1) Ces charges intègrent le coût de refinancement des instruments financiers à la juste valeur par résultat qui sont classés en gains ou pertes nets sur ces instruments (Cf. note 25). Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement.

Note 24

Produits et charges de commissions

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Produits de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	140	254	127
Opérations avec la clientèle	1 379	2 890	1 422
Opérations sur titres	312	684	343
Opérations sur marchés primaires	40	326	181
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	504	885	517
Engagements de financement et de garantie	402	692	317
Prestations de services	2 063	4 615	2 122
Autres	143	99	138
Total des produits	4 983	10 445	5 167
Charges de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	(153)	(293)	(148)
Opérations sur titres	(266)	(558)	(302)
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	(415)	(758)	(400)
Engagements de financement et de garantie	(46)	(77)	(23)
Autres	(426)	(947)	(464)
Total des charges	(1 306)	(2 633)	(1 337)

Note 25

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	1 176	13 374	4 044
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	13	118	(132)
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	(756)	(9 022)	(3 804)
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option	(212)	(772)	(587)
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	(59)	(4 171)	(216)
Résultat net sur instruments de couverture / couverture de juste valeur	1 548	-	(622)
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	(1 210)	(123)	232
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	(4)	(15)
Résultat net des opérations de change	1 909	1 602	741
Total ⁽¹⁾	2 409	1 002	(359)

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

Le montant restant à comptabiliser dans le compte de résultat dû à la différence entre le prix de transaction et le montant qui serait déterminé à cette date au moyen de techniques de valorisation, diminué des montants enregistrés dans le compte de résultat après la comptabilisation initiale, se présente comme suit :

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Montant restant à comptabiliser en résultat en début de période	823	849	849
Montant généré par les nouvelles transactions de la période	197	647	417
Montant enregistré dans le compte de résultat durant la période	(160)	(673)	(362)
Amortissement	(111)	(530)	(277)
Passage à des paramètres observables	(37)	(14)	-
Arrivée à échéance ou à terminaison	(59)	(122)	(80)
Différences de change	47	(7)	(5)
Montant restant à comptabiliser en résultat en fin de période	860	823	904

Ce montant est enregistré en compte de résultat au fur et à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres deviennent observables.

Note 26

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Activité courante			
Plus-value de cession ⁽¹⁾	121	316	81
Moins-value de cession ⁽²⁾	(68)	(285)	(40)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(42)	(1 673)	(1 611)
Participation aux bénéfices différée ou non sur actifs disponibles à la vente des filiales d'assurance	3	1 664	1 601
Sous-total	14	22	31
Titres à revenu variable détenus à long terme			
Plus-value de cession	87	86	15
Moins-value de cession	(13)	(34)	(1)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(66)	(129)	(99)
Sous-total	8	(77)	(85)
Total	22	(55)	(54)

(1) Dont 64 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2010.

(2) Dont -44 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2010.

Note 27

Frais de personnel

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Rémunérations du personnel	(3 342)	(6 454)	(3 316)
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	(664)	(1 243)	(633)
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	(298)	(555)	(270)
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	(69)	(134)	(67)
Autres charges sociales et fiscales	(206)	(412)	(225)
Participation, intéressement, abondement et décote	(149)	(359)	(162)
Total	(4 728)	(9 157)	(4 673)

Note 28

Plans d'avantages en actions

1. Montant de la charge enregistrée en résultat

(En M EUR)	30.06.2010			31.12.2009			30.06.2009		
	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions	-	-	-	-	55,1	55,1	-	27,9	27,9
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	179,5	52,9	232,4	171,3	174,2	345,5	0,2	72,9	73,1

2. Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2010

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe au cours de la période se terminant le 30 juin 2010 sont brièvement décrits ci-dessous.

Émetteur	Société Générale
Année	2010
Type de plan	options de souscription
Autorisation des actionnaires	27.05.2008
Décision du Conseil d'Administration	09.03.2010
Nombre d'options attribuées	1 000 000
Durée de validité des options	7 ans
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	09.03.2010 - 31.03.2014
Conditions de performance	pour une liste d'attributaires, condition de performance dite "Groupe" (1)
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (EUR) (moyenne des 20 dernières cotations)	40,988
Décote	-
Prix d'exercice	41,2
Options exercées	0
Options perdues au 30.06.2010	6 909
Options restantes au 30.06.2010	993 091
Nombre d'actions réservées au 30.06.10	-
Cours des actions réservées (EUR)	-
Valeur des actions réservées (M EUR)	-
1ère date de cession	31.03.2014
Période d'interdiction de cession	aucune
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution) :	28%
	si condition ROE non remplie, juste valeur prenant en compte la condition sur le TSR :
	8%
Méthode de valorisation utilisée	Monte-Carlo

(1) La condition de performance dite "Groupe" est fondée sur un système à un double niveau : le premier critère porte sur le ROE après impôt du Groupe mesuré en 2012. Le second critère de performance sera basé sur la comparaison du TSR annualisé du titre SG constaté sur la période 2010 à 2012 par rapport aux TSR annualisés d'un échantillon de 11 pairs.

3. Informations sur les autres plans sur capitaux propres

ATTRIBUTIONS D' ACTIONS SG AVEC DECOTE

Plan mondial d'actionnariat salarié

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 20/04/2010 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 36,98 EUR décoté de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

4 291 479 actions ont été souscrites. La charge de ce plan pour le Groupe est nulle. En effet, le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans. Or, la moyenne des cours de clôture de l'action Société Générale observés pendant la période de souscription (du 11 mai au 26 mai) étant inférieure au coût d'acquisition des titres par le salarié, ce modèle de valorisation conduit à une valeur unitaire nulle de l'avantage.

PLAN 2010 D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS TCW

Plan réglé en titres

TCW a mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions pour des collaborateurs de son périmètre. Ces attributions sont soumises à des conditions de présence et, en partie, à des conditions de performance. La période d'acquisition des droits est étalée sur 5 ans. Ce plan est assorti d'une garantie de liquidité en titres SG

Plan réglé en espèces

Dans le cadre du rachat de Metropolitan West Asset Management, TCW a mis en place en faveur de salariés de cette société, un plan de fidélisation comprenant une attribution gratuite d'actions sous condition de présence avec période d'acquisition de droits étalée sur 5 ans. Ce plan est assorti d'une garantie de liquidité en espèces.

Émetteur	Société Générale
Année	2010
Type de plan	attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	27.05.2008
Décision du Conseil d'Administration	09.03.2010
Nombre d'actions attribuées	4 200 000
Modalités de règlement	Actions Société Générale
	Sous-plan n°1
	Sous-plan n°2
Période d'acquisition des droits	09.03.2010 - 31.03.2013
	09.03.2010 - 31.03.2012
	09.03.2010 - 31.03.2013
Conditions de performance	pour une liste d'attributaires, condition de performance dite "Groupe" (1) sur tout ou partie des actions attribuées, en fonction des populations de bénéficiaires, conditions de performance portant sur la Groupe (1), le pôle, la ligne métier et sous réserve d'une clause individuelle ou d'équipe (2)
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (EUR)	43,645
Actions perdues	236 584
Actions restantes au 30.06.10	3 963 416
Nombre d'actions réservées au 30.06.10	3 963 416
Cours des actions réservées (EUR)	47,71
Valeur des actions réservées (M EUR)	189
1ère date de cession	31.03.2015
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	durée d'acquisition 2 ans : 86%
	durée d'acquisition 3 ans : 82%
	si condition ROE non remplie, juste valeur prenant en compte la condition sur le TSR :
	durée d'acquisition 3 ans : 16%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) La condition de performance dite "Groupe" est fondée sur un système à un double niveau : le premier critère porte sur le ROE après impôt du Groupe mesuré en 2012. Le second critère de performance sera basé sur la comparaison du TSR annualisé du titre SG constaté sur la période 2010 à 2012 par rapport aux TSR annualisés d'un échantillon de 11 pairs.

(2) Les conditions de performance portent sur les résultats du pôle, de la ligne métier, en fonction de la catégorie de population, et sont basées sur des indicateurs de performance (résultat d'exploitation, pertes opérationnelles) liés au pôle, à la ligne métier, à la sous-ligne métier à laquelle appartient le bénéficiaire.

Une clause individuelle ou d'équipe permet de bloquer l'acquisition de titres en cas de comportements non conformes ou exposant la banque à des risques de niveaux jugés inacceptables.

Note 29

Coût du risque

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Risque de contrepartie			
Dotations nettes pour dépréciation	(2 110)	(5 371)	(2 317)
Pertes non couvertes	(99)	(359)	(79)
sur créances irrécouvrables	(85)	(268)	(57)
sur autres risques	(14)	(91)	(22)
Récupérations	89	143	69
sur créances irrécouvrables	88	132	66
sur autres risques	1	11	3
Autres risques			
Dotations nettes aux autres provisions	(22)	(261)	(102)
Total	(2 142)	(5 848)	(2 429)

Note 30

Impôts sur les bénéfices

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Charge fiscale courante	(730)	(1 387)	(567)
Charge fiscale différée	(76)	1 695	505
Total de la charge d'impôt ⁽¹⁾	(806)	308	(62)

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif s'analyse comme suit :

	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Résultat avant impôt, hors résultat des sociétés mises en équivalence et pertes de valeur sur les écarts d'acquisition (En M EUR)	3 052	827	330
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3 %)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	-3,66%	-6,06%	8,81%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-0,33%	-21,98%	0,00%
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-4,05%	-32,70%	-13,97%
Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	0,01%	-10,99%	-10,47%
Taux effectif Groupe	26,40%	-37,30%	18,80%

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 %; depuis le 1^{er} janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges de 1,66 %. S'y ajoute une Contribution Sociale de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43 % pour les résultats imposés au taux normal; pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 1,72 % compte tenu de la nature des opérations concernées.

Note 31

Résultat par action

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009 *
Résultat net part du Groupe	2 147	678	31
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	155	313	151
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	12	25	13
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions de préférence émises par Société Générale S.A.	-	60	(2)
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 980	280	(131)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	719 465 057	624 488 571	595 710 778
Résultat par action ordinaire (en EUR)	2,75	0,45	(0,22)

(En M EUR)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009 *
Résultat net part du Groupe	2 147	678	31
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	155	313	151
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	12	25	13
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions de préférence émises par Société Générale S.A.	-	60	(2)
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 980	280	(131)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	719 465 057	624 488 571	595 710 778
Nombre moyen de titres ordinaires retenus au titre des éléments dilutifs	3 438 689	2 332 455	1 705 444
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat net dilué par action	722 903 746	626 821 026	597 416 222
Résultat dilué par action ordinaire (en EUR)	2,74	0,45	(0,22)

Le montant du dividende versé en 2010 au titre de l'exercice 2009 s'élève à 0,25 EUR par action.

* Montants ajustés par rapport aux états financiers publiés au 30 juin 2009 du fait de l'augmentation de capital avec droits préférentiels de souscription d'octobre 2009.

(1) Hors actions d'autocontrôle.

Note 32

Information sectorielle

Information sectorielle par pôle et sous-pôle

	Réseaux France ^{(1) (4)}			Réseaux Internationaux			Financements Spécialisés et Assurances		
	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *
<i>(En M EUR)</i>									
Produit net bancaire	3 823	7 466	3 656	2 423	4 749	2 356	1 775	3 239	1 545
Charges générales d'exploitation ⁽⁶⁾	(2 481)	(4 911)	(2 404)	(1 357)	(2 681)	(1 344)	(912)	(1 818)	(871)
Résultat brut d'exploitation	1 342	2 555	1 252	1 066	2 068	1 012	863	1 421	674
Coût du risque	(448)	(970)	(444)	(700)	(1 298)	(609)	(610)	(1 224)	(527)
Résultat d'exploitation	894	1 585	808	366	770	403	253	197	147
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4	13	4	6	6	3	(8)	(54)	(31)
Gains nets sur autres actifs	5	2	1	4	7	11	(4)	(16)	1
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	(44)	(19)
Résultat courant avant impôts	903	1 600	813	376	783	417	241	83	98
Impôts sur les bénéfices	(306)	(540)	(275)	(71)	(155)	(83)	(71)	(48)	(40)
Résultat net	597	1 060	538	305	628	334	170	35	58
Intérêts minoritaires	6	53	24	66	169	87	8	9	5
Résultat net part du Groupe	591	1 007	514	239	459	247	162	26	53

Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs

	Gestion d'Actifs ⁽²⁾			Banque Privée			Service aux investisseurs et courtage ⁽¹⁾		
	30.06.2010 ⁽³⁾	31.12.2009 *	30.06.2009 *	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *
<i>(En M EUR)</i>									
Produit net bancaire	218	646	282	325	829	419	553	1 059	557
Charges générales d'exploitation ⁽⁶⁾	(227)	(656)	(303)	(264)	(526)	(263)	(486)	(1 046)	(550)
Résultat brut d'exploitation	(9)	(10)	(21)	61	303	156	67	13	7
Coût du risque	(3)	-	-	(1)	(38)	(26)	(1)	(2)	(1)
Résultat d'exploitation	(12)	(10)	(21)	60	265	130	66	11	6
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	47	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Gains nets sur autres actifs	-	(1)	(1)	-	-	-	-	-	2
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat courant avant impôts	35	(11)	(22)	60	265	130	65	11	8
Impôts sur les bénéfices	4	4	8	(13)	(60)	(29)	(22)	(4)	(4)
Résultat net	39	(7)	(14)	47	205	101	43	7	4
Intérêts minoritaires	-	3	2	-	-	-	-	1	-
Résultat net part du Groupe	39	(10)	(16)	47	205	101	43	6	4

Banque de Financement et d'Investissement ^{(2) (4) (5)}

	Banque de Financement et d'Investissement ^{(2) (4) (5)}			Hors pôles ^{** (5)}			Groupe Société Générale		
	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *	30.06.2010	31.12.2009 *	30.06.2009 *
<i>(En M EUR)</i>									
Produit net bancaire ⁽⁷⁾	3 895	7 028	3 877	248	(3 286)	(2 063)	13 260	21 730	10 629
Charges générales d'exploitation ⁽⁶⁾	(2 226)	(3 981)	(2 099)	(113)	(147)	(50)	(8 066)	(15 766)	(7 884)
Résultat brut d'exploitation	1 669	3 047	1 778	135	(3 433)	(2 113)	5 194	5 964	2 745
Coût du risque	(375)	(2 320)	(826)	(4)	4	4	(2 142)	(5 848)	(2 429)
Résultat d'exploitation	1 294	727	952	131	(3 429)	(2 109)	3 052	116	316
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	9	52	21	1	(2)	(3)	58	15	(6)
Gains nets sur autres actifs	(2)	(7)	(2)	(3)	726	2	-	711	14
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	2	1	-	(42)	(18)
Résultat courant avant impôts	1 301	772	971	129	(2 703)	(2 109)	3 110	800	306
Impôts sur les bénéfices	(346)	(93)	(253)	19	1 204	614	(806)	308	(62)
Résultat net	955	679	718	148	(1 499)	(1 495)	2 304	1 108	244
Intérêts minoritaires	4	16	11	73	179	84	157	430	213
Résultat net part du Groupe	951	663	707	75	(1 678)	(1 579)	2 147	678	31

* L'ensemble des résultats des métiers présenté ci-dessus a été arrêté en prenant en compte une allocation de fonds propres normalisés de 7 % sur les encours pondérés Bâle II début de période (contre auparavant 6 % sur les encours moyens de la période), complétés des consommations additionnelles de fonds propres prudentiels générées par chaque métier (déductions impactant les fonds propres Tier I Bâle II) et, le cas échéant, des exigences propres aux activités d'assurances.

** Le Hors pôles regroupe :

- l'immobilier patrimonial, l'immobilier d'exploitation,
- le portefeuille de participations industrielles, le portefeuille de participations bancaires,
- les fonctions de Centrale Financière du Groupe, les coûts de certains projets transversaux, certains coûts corporate non refacturés.

(1) Boursorama précédemment présentée dans le pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs est dorénavant intégrée aux Réseaux France.

(2) Les activités de gestion structurée, indicielle et alternative de SGAM Alternative Investments sont rattachées à celles de Lyxor Asset Management, et à ce titre intégrées aux métiers de la Banque de Financement et d'Investissement à compter du 1er janvier 2010.

(3) A compter du 1er janvier 2010, la contribution financière d'Amundi (pôle de gestion d'actifs déteru à 25 % par Société Générale et à 75 % par Crédit Agricole) est présentée en "Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence".

(4) Le Groupe a adapté son organisation au premier trimestre 2009. L'ensemble des filiales immobilières précédemment rattachées à la Banque de Financement et d'Investissement, à l'exception d'ODIPROM, rejoignent les Réseaux France. Les entités transférées sont notamment GENEFIM, SOGEPROM et GENEFIMMO ainsi que leurs filiales respectives.

(5) A compter de 2009, le Groupe a imputé en Hors pôles la revalorisation des CDS couvrant le portefeuille de crédits Corporate et la réévaluation des passifs financiers. En outre, les entités SGAM AI CREDIT PLUS et SGAM AI CREDIT PLUS OPPORTUNITES, précédemment rattachées au Hors pôles, rejoignent la Banque de Financement et d'Investissement. D'autre part, le Groupe a transféré un portefeuille de titres classé en titres disponibles à la vente et en titres détenus jusqu'à l'échéance du Hors pôles à la Banque de Financement et d'Investissement.

(6) Y compris dotations aux amortissements.

(7) Ventilation du Produit net bancaire par activité de la Banque de Financement et d'Investissement :

	30.06.2010	31.12.2009 * ⁽⁸⁾	30.06.2009 * ⁽⁸⁾
<i>(En M EUR)</i>			
Global Markets	2 589	7 338	4 395
Financement et Conseil	1 258	2 510	1 239
Actifs gérés en extinction	48	(2 820)	(1 757)
Total Produit net bancaire	3 895	7 028	3 877

(8) La ventilation du Produit net bancaire par activité a été alignée sur la nouvelle organisation du pôle "Banque de Financement et d'Investissement".

Note 32 (suite)

Information sectorielle

Information sectorielle par pôle et sous-pôle

	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Financements Spécialisés et Assurances		Banque de Financement et d'Investissement	
	30.06.2010	31.12.2009 (2)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009 (3)
(En M EUR)								
Actifs sectoriels	187 244	182 566	90 189	87 443	133 529	127 431	610 277	533 004
Passifs sectoriels ⁽¹⁾	138 527	133 656	73 714	71 426	86 021	81 189	642 331	567 148

	Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs											
	Gestion d'Actifs		Banque Privée		Services aux investisseurs et courtage		Total Branche		Hors pôles *		Groupe Société Générale	
	30.06.2010	31.12.2009 (3)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009 (2)	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009 (2) (3)
(En M EUR)												
Actifs sectoriels	3 000	3 503	21 563	18 963	57 344	44 477	81 907	66 943	30 538	26 314	1 133 684	1 023 701
Passifs sectoriels ⁽¹⁾	643	706	26 735	25 012	72 657	60 337	100 035	86 055	43 779	37 389	1 084 407	976 863

* Le Hors pôles regroupe :

- l'immobilier patrimonial, l'immobilier d'exploitation,
- le portefeuille de participations industrielles, le portefeuille de participations bancaires,
- les fonctions de Centrale Financière du Groupe, les coûts de certains projets transversaux, certains coûts corporate non refacturés.

(1) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

(2) Boursorama, précédemment présentée dans le pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs est dorénavant intégrée aux Réseaux France.

(3) L'entité Fortune Fund Management, précédemment rattachée au sous-pôle Gestion d'Actifs, est dorénavant intégrée au pôle Banque de Financement et d'Investissement.

Note 32 (suite)

Information sectorielle

Information sectorielle par zone géographique

Décomposition du PNB par zone géographique

(En M EUR)	France		Europe		Amérique				
	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Produits nets d'intérêts et assimilés	3 633	5 581	3 570	2 064	3 994	1 915	319	1 311	625
Produits nets de commissions	2 193	4 750	2 231	881	1 772	935	337	826	442
Résultat net des opérations financières	517	(1 315)	(287)	1 005	1 977	(139)	631	(126)	(186)
Autres produits nets d'exploitation	159	318	238	429	711	289	(26)	(39)	(3)
Produit net bancaire	6 502	9 334	5 752	4 379	8 454	3 000	1 261	1 972	878

(En M EUR)	Asie		Afrique		Océanie		Total					
	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009			
Produits nets d'intérêts et assimilés	59	125	81	451	818	409	69	135	86	6 595	11 964	6 686
Produits nets de commissions	70	131	54	179	315	162	17	18	6	3 677	7 812	3 830
Résultat net des opérations financières	272	374	184	40	48	25	(34)	(11)	(10)	2 431	947	(413)
Autres produits nets d'exploitation	-	1	1	(4)	1	1	(1)	15	-	557	1 007	526
Produit net bancaire	401	631	320	666	1 182	597	51	157	82	13 260	21 730	10 629

Décomposition des agrégats bilantiels par zone géographique

(En M EUR)	France		Europe		Amérique		Asie	
	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009
Actifs sectoriels	831 179	708 038	161 194	158 745	101 285	107 429	11 246	15 263
Passifs sectoriels ⁽¹⁾	789 324	669 480	155 560	152 584	102 175	107 601	10 671	14 829

(En M EUR)	Afrique		Océanie		Total	
	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009
Actifs sectoriels	23 022	20 522	5 758	13 704	1 133 684	1 023 701
Passifs sectoriels ⁽¹⁾	21 038	18 804	5 639	13 565	1 084 407	976 863

(1) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

Note 33

Evénements postérieurs à la clôture

A la suite de la signature d'un Protocole de négociation avec la BPCE, le 13 juin 2010, des négociations ont été menées en vue d'acquérir l'intégralité du capital de la Société Marseillaise de Crédit. Une convention de cession d'actions a été signée, le 30 juillet 2010 moyennant un prix de 872 M EUR. Elle entrera en vigueur dès que les conditions suspensives auront été levées.

Cette opération n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés semestriels.

7.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

DELOITTE & ASSOCIÉS
185, avenue Charles de Gaulle
BP 136
92524 – Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 - Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SOCIETE GENERALE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de Société Générale, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans le contexte d'une forte volatilité des marchés financiers et un environnement économique qui reste dégradé. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 5 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG Audit

Damien LEURENT Jean-Marc MICKELER

Philippe PEUCH-LESTRADE

Deuxième trimestre 2010 : Résultats satisfaisants dans un environnement volatil

- Revenus du Groupe : +12,9%* vs T2-09
- Coefficient d'exploitation : 60,9%
- Résultat Net Part du Groupe : 1,08 Md EUR
- ROE du Groupe : 10,9%

Résultats semestriels : Confirmation du rebond du Groupe

- Revenus du Groupe : +22,0%* vs S1-09
- Amélioration du coût du risque : 89 pb** (105 pb** au S1-09)
- Résultat Net Part du Groupe sur le semestre : 2,15 Md EUR
 - Bénéfice net par action: 2,75 EUR⁽¹⁾
- Solidité confirmée de la structure financière
 - Ratio Tier One (Bâle II) : 10,7%⁽²⁾ dont 8,5%⁽²⁾ de Core Tier 1

* A périmètre et taux de change constants. Pour le Groupe et le pôle « Banque Privée, Gestion d'actifs et Services aux Investisseurs », les variations à périmètre et taux de change constant s'entendent hors l'activité « Gestion d'actifs » suite à la création d'Amundi.

** Coût du risque hors litiges et hors Actifs gérés en extinction

(1) Après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI (respectivement 156 millions d'euros et 12 millions d'euros)

(2) Hors effets du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers)

Le Conseil d'administration de Société Générale, qui s'est réuni le 3 août 2010, a arrêté les comptes du 2^{ème} trimestre et du 1^{er} semestre 2010. Avec un Résultat Net Part du Groupe sur le deuxième trimestre 2010 de 1,08 milliard d'euros (2,15 milliards d'euros sur le semestre), Société Générale confirme son rebond.

Le Groupe

- démontre son dynamisme commercial sur son marché domestique et bénéficie de la diversification de son implantation en banque de détail à l'international,
- poursuit le redressement progressif des résultats des métiers de Services Financiers Spécialisés ainsi que du pôle Banque Privée, Gestion d'actifs et Services aux Investisseurs, et
- confirme la résistance de ses activités de marché et le dynamisme de ses offres de financement en Banque de Financement et d'Investissement.

Frédéric Oudéa, Président-Directeur général du Groupe, a déclaré : « Le premier semestre 2010 témoigne de la dynamique nouvelle du Groupe avec une très bonne performance des activités de Banque de détail, et une contribution aux résultats satisfaisante de la Banque de Financement et d'Investissement en dépit d'un environnement de marché difficile. Les résultats publiés aujourd'hui confirment le rebond de Société Générale dont la transformation, présentée au marché le 15 juin dernier, est engagée avec notamment des premiers arbitrages de portefeuille, et le lancement des projets de mutualisation de systèmes d'information. Dans un environnement macroéconomique en voie de stabilisation, je suis plus que jamais confiant dans la capacité du Groupe à atteindre les objectifs de son plan Ambition 2015. »

La reprise économique qui a débuté fin 2009 se confirme, mais elle demeure fragile et sa vigueur varie selon les zones géographiques. En Europe en particulier, les perspectives de croissance restent modérées et, dans le prolongement de la crise grecque, un climat de forte défiance vis-à-vis des dettes souveraines des Etats européens les plus fragiles et de la zone euro dans son ensemble s'est propagé sur les marchés financiers et interbancaires.

Afin de rétablir la confiance dans le système bancaire européen, les régulateurs européens ont publié le 23 juillet les résultats des tests de résistance de 91 banques européennes ainsi que leurs expositions aux émetteurs souverains. Cet exercice de transparence a permis de confirmer la solidité financière de la grande majorité des banques européennes, dont les quatre principales banques françaises, qui avaient déjà prouvé leur résilience lors de la crise récente. La qualité du portefeuille d'activités de Société Générale en particulier est démontrée avec un ratio Tier One sous stress à fin 2011 estimé à 10%. Par ailleurs, des premières réponses ont été apportées concernant le nouveau dispositif de régulation bancaire dit "Bâle III". Toutefois, les éléments essentiels tels que le calibrage définitif des exigences en capital ne seront définitivement connus qu'en fin d'année.

1. RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

M EUR	T2-09	T2-10	Δ T2/T2	S1-09	S1-10	Δ S1/S1
Produit net bancaire	5 716	6 679	+16,8%	10 629	13 260	+24,8%
<i>A données constantes*</i>			+12,9%			+22,0%
Frais de gestion	(4 107)	(4 065)	-1,0%	(7 884)	(8 066)	+2,3%
<i>A données constantes*</i>			-3,9%			0,0%
Résultat brut d'exploitation	1 609	2 614	+62,5%	2 745	5 194	+89,2%
<i>A données constantes*</i>			+54,0%			+84,0%
Coût net du risque	(1 075)	(1 010)	-6,0%	(2 429)	(2 142)	-11,8%
Résultat d'exploitation	534	1 604	x 3,0	316	3 052	x 9,7
<i>A données constantes*</i>			x 2,8			x 9,3
Résultat net part du Groupe	309	1 084	x 3,5	31	2 147	n/s

	T2-09	T2-10	S1-09	S1-10
ROE Groupe après impôt	2,9%	10,9%	n/s	11,0%
ROE des métiers après impôt	22,4%	16,1%	13,0%	16,7%

Produit Net Bancaire

Soutenue par une activité commerciale toujours dynamique, en particulier en banque de détail (France, bassin méditerranéen) et sur les marchés de financements structurés, les métiers de Société Générale affichent globalement des performances satisfaisantes sur le deuxième trimestre 2010 avec 6,4 milliards d'euros de revenus (13,0 milliards d'euros pour le premier semestre). Après un premier trimestre 2010 très satisfaisant, les **Réseaux France** confirment leur dynamisme et extériorisent un Produit Net Bancaire en croissance de +5,7%¹ par rapport au T2-09 à 1,9 milliards d'euros sur le trimestre (3,8 milliards d'euros sur le S1-10, soit +6,3%¹ par rapport au S1-09). Cette progression permet de confirmer l'objectif annoncé en début d'année d'une croissance d'environ +3%¹ des revenus sur l'ensemble de 2010. Profitant d'une présence sur différents bassins géographiques à potentiels, la **Banque de détail à l'International** affiche des revenus en croissance de +4,3% par rapport au T2-09 (+2,8% par rapport au S1-09) avec en particulier des premiers signes de reprise en Russie. Les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** ainsi que la **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs Financiers** poursuivent le développement ciblé de leurs dispositifs et extériorisent respectivement 0,9 milliard d'euros et 0,6 milliard d'euros de revenus au T2-10 (soit 1,8 milliards d'euros et 1,1 milliard d'euros de revenus au S1-10). L'environnement très dégradé du deuxième trimestre 2010, notamment sur le marché des dérivés actions, a impacté les performances des activités de la **Banque de Financement et d'Investissement**. Les revenus trimestriels de ses activités pérennes sont ainsi de 1,7 milliards d'euros. Dans ce contexte, Société Générale a maintenu sa stratégie prudente de réduction des risques de marchés.

Enfin, à 239 millions d'euros au T2-10, le PNB *Hors Pôles* intègre l'effet comptable (+254 millions d'euros) de la réévaluation des passifs financiers propres Société Générale.

Frais de gestion

Conséquence d'une politique de maîtrise stricte des dépenses et de l'amélioration de la gestion opérationnelle, les frais de gestion du Groupe sont en retrait de -3,9%* par rapport au T2-09 (stables* par rapport au S1-09) à 4,1 milliards d'euros sur le deuxième trimestre (8,1 milliards d'euros sur le semestre).

Le coefficient d'exploitation au T2-10 de Société Générale ressort à 60,9% (vs 71,9% au T2-09) et à un niveau comparable sur le semestre (vs 74,2% au S1-09).

¹ Hors effet de la provision PEL/CEL

Retraité d'effets purement comptables enregistrés en *Hors Pôle* (réévaluations des dettes liées au risque de crédit propre et des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de prêts et créances), le coefficient d'exploitation au S1-10 (62,5%) est en amélioration de 2 points par rapport au S1-09.

Résultat d'exploitation

Avec une contribution des métiers de 2,5 milliards d'euros sur le trimestre, le Résultat Brut d'Exploitation du Groupe s'élève à 2,6 milliards d'euros au T2-10, en forte progression par rapport au T2-09 (+54,0%*). Comparé au T1-10 (trimestre marqué par un environnement plus favorable en Banque de Financement et d'Investissement), il affiche également une croissance de +1,3%.

L'évolution semestrielle du RBE est tout aussi significative avec une croissance de +84,0%* par rapport aux 6 premiers mois de 2009 à 5,2 milliards d'euros.

Le coût du risque du Groupe (hors actifs gérés en extinction) est en légère baisse par rapport au trimestre précédent (87 points de base au T2-10 contre 91 points de base au T1-10). Les premiers signes d'amélioration identifiés au T1-10 se confirment au T2-10. La poursuite de cette tendance devrait se traduire par une baisse modérée de la charge du risque sur le prochain semestre.

- A -216 millions d'euros (52 points de base), la charge nette du risque des Réseaux France reste élevée sur la clientèle commerciale PME. Sur la clientèle de particuliers, la sinistralité se maintient à un niveau faible.
- Le coût du risque des Réseaux Internationaux est globalement en baisse au T2-10 (192 points de base) par rapport au trimestre précédent (225 points de base) qui intégrait en particulier une provision collective (-101 millions d'euros) en Grèce. Sur ce pays, la charge du risque reste encore élevée ce trimestre mais dans une moindre proportion. La hausse du coût du risque en Roumanie, au travers en particulier d'une dotation collective pour -21 millions d'euros pour tenir compte des perspectives économiques du pays, est largement compensée par la baisse enregistrée en République tchèque, et dans une moindre mesure, en Russie. Sur les autres bassins d'activités, la charge du risque reste à des niveaux contenus.
- Le coût du risque des Services Financiers Spécialisés reste stable ce trimestre à 234 points de base (vs 237 points de base au T1-10). Poursuivant sa baisse sur les activités de financement d'équipements, il demeure à un niveau élevé sur les activités de crédit à la consommation.
- Avec une charge nette du risque de -45 millions d'euros (10 points de base), la très bonne tenue du portefeuille de clients Corporate de la Banque de Financement et d'Investissement se confirme. Les actifs gérés en extinction génèrent un impact modéré sur le trimestre avec une charge nette du risque de -97 millions d'euros. Sur ces bases, l'estimation annuelle de l'impact global de ce portefeuille devrait ressortir dans le bas de la fourchette annuelle envisagée (entre -0,7 et -1,0 milliard d'euros).

Au total, le Groupe dégage sur le trimestre un résultat d'exploitation de 1,6 milliards d'euros (x3,0 par rapport au T2-09). Sur le semestre, il s'établit à 3,1 milliards d'euros (x9,7 par rapport au S1-09).

Résultat net

Le Résultat Net Part du Groupe¹ s'élève au T2-10 à 1 084 millions d'euros, soit une progression de +2,0% par rapport au T1-10 (x 3,5 par rapport au T2-09). Retraité de l'effet comptable lié à la réévaluation des passifs financiers du Groupe, le RNPG serait de 918 millions d'euros sur le trimestre.

Le ROE du Groupe après impôt s'établit à 10,9% sur le trimestre (9,1% hors impact de la dette propre).

Sur le semestre, le Résultat Net Part du Groupe ressort à 2 147 millions d'euros, permettant d'extérioriser un ROE après impôt de 11,0% (9,7% hors impact de la dette propre).

Le bénéfice net par action s'établit sur le semestre à 2,75 euro, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI.

¹ Il prend en compte une charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 27,1% sur le trimestre) et les intérêts minoritaires.

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 juin 2010, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 45,2 milliards d'euros¹ et l'actif net par action à 52,3 euros (dont -0,58 euros de moins-values latentes).

Le Groupe a acquis 2,8 millions de titres Société Générale au premier semestre 2010 (dont 0,8 million sur le T2-10) et détient donc à fin juin 2010, de manière directe et indirecte, 21,3 millions d'actions (dont 9,0 millions d'actions d'auto-contrôle), soit 2,87% du capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading). Par ailleurs, le Groupe détient à cette date 7,5 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options d'achat attribués à ses salariés.

Les encours pondérés en référentiel Bâle II (330,3 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 326,2 milliards d'euros au 31 mars 2010) sont en progression de +1,2% sur le trimestre. Par rapport au 31 mars 2010, les encours pondérés afférant aux crédits sont en progression de +2,4% tandis que ceux liés aux risques de marché sont en retraits de -18,1%.

Avec des ratios Tier 1 et Core Tier 1 au 30 juin 2010 respectivement de 10,7%² et 8,5%² et comme le prouvent par ailleurs les résultats des stress tests réalisés par le CEBS, le Groupe affiche une structure financière robuste qui se compare favorablement avec les autres banques européennes.

Le Groupe est noté Aa2 par Moody's et A+ par S&P et Fitch.

¹ Ce montant comprend notamment (i) 6,6 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,9 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des moins-values latentes nettes pour -0,42 milliard d'euros.

² Hors effets du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers) : -12 points de base sur le Ratio Tier 1.

3. RESEAUX FRANCE

M EUR	T2-09	T2-10	Δ T2/T2	S1-09	S1-10	Δ S1/S1
Produit net bancaire	1 875	1 931	+3,0%	3 656	3 823	+4,6%
<i>PNB hors PEL/CEL</i>			+5,7%			+6,3%
Frais de gestion	(1 206)	(1 240)	+2,8%	(2 404)	(2 481)	+3,2%
Résultat brut d'exploitation	669	691	+3,3%	1 252	1 342	+7,2%
<i>RBE hors PEL/CEL</i>			+11,3%			+12,4%
Coût net du risque	(214)	(216)	+0,9%	(444)	(448)	+0,9%
Résultat d'exploitation	455	475	+4,4%	808	894	+10,6%
Résultat net part du Groupe	290	312	+7,6%	514	591	+15,0%
<i>RNPG hors PEL/CEL</i>			+20,9%			+23,9%

	T2-09	T2-10	S1-09	S1-10
ROE (après impôt)	18,8%	19,2%	16,8%	18,1%

L'activité des **Réseaux France** au 2^{ème} trimestre s'inscrit dans le prolongement des bonnes performances du T1-10 et permet ainsi d'afficher des résultats commerciaux et financiers en conformité avec les ambitions du Groupe.

La croissance des fonds de commerce sur la **clientèle des particuliers** a été dynamique au T2-10 avec +53 000 ouvertures nettes de comptes s'appuyant sur une politique commerciale volontariste de chaque enseigne (Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama). Dans un environnement marqué par une aversion persistante pour le risque, les dépôts bilanciaux voient leurs encours augmenter (+4,2% par rapport au T2-09), notamment sur les dépôts à vue (+11,3% par rapport au T2-09). Dans un contexte de taux bas, les encours d'épargne à régime spécial résistent (+3,3% par rapport au T2-09). Ils sont tirés par la croissance soutenue du Livret A et du PEL dont les encours continuent à augmenter de façon significative (respectivement +32,9% et +6,8% par rapport au T2-09).

A 0,8 milliard d'euros, la reprise de la collecte nette d'assurance-vie accélère ce trimestre (+26,2% par rapport au T2-09). Elle reste très majoritairement réalisée sur des supports en euro, dans un contexte d'aversion pour le risque. Toutefois, la volatilité sur les marchés a engendré des opportunités pour les investisseurs particuliers entraînant une progression des ordres de bourse de +13,2% par rapport à T1-10, notamment chez Boursorama.

Sur le marché des crédits immobiliers, l'anticipation par la clientèle de particuliers de la révision des avantages fiscaux (fin du doublement du Prêt à Taux Zéro, remaniement de la loi Scellier) a soutenu le développement de la production de crédit à l'habitat (+59,8% par rapport au T2-09). En revanche, la fin progressive des soutiens de l'Etat à la consommation, la faible évolution des revenus des ménages et la préférence pour l'épargne, pèsent au global sur la production de crédits à la consommation (-6,9% au T2-10 par rapport au T2-09).

Concernant la **clientèle commerciale**, le dynamisme des Réseaux et la consolidation de la trésorerie des entreprises ont permis aux dépôts à terme et, dans une moindre mesure, aux dépôts à vue, de progresser fortement (respectivement +86,0% et +5,7% par rapport à T2-09) au détriment des crédits de fonctionnement (-6,3% par rapport au T2-09). Dans un contexte de faible demande et de sous-utilisation des capacités de production, les encours des crédits d'investissement sont résilients, progressant de +3,3% par rapport au T2-09 attestant de l'engagement du Groupe à soutenir les entreprises et l'économie.

Les **résultats financiers** des Réseaux France au T2-10 sont en hausse sensible avec des revenus s'élevant à 1 931 millions d'euros en progression de +5,7%¹ par rapport au T2-09, soutenus par une marge d'intérêt en progression (+8,3 %¹ par rapport au T2-09) et une hausse des commissions liée au dynamisme des Réseaux (+2,4% par rapport au T2-09). Les frais généraux sont maîtrisés à 1 240 millions d'euros (+2,8% par rapport à T2-09). Au total, le coefficient d'exploitation est en amélioration de 1,8¹ point par rapport au T2-09 à 64,0%.

Sur le semestre les revenus sont en hausse par rapport au S1-09 à 3 823 millions d'euros (+6,3%¹ par rapport au S1-09). Les frais de gestion augmentent de +3,2% par rapport au S1-09 et le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,0¹ points à 64,6%¹.

Le coût du risque au T2-10 (52 points de base) est en légère baisse par rapport au T1-10 (-2 points). La sinistralité se maintient à un niveau faible sur la clientèle de particuliers contrairement à la clientèle commerciale PME sur laquelle le coût du risque demeure à un niveau élevé.

Au total, les Réseaux France dégagent un Résultat Net part du Groupe de 312 millions d'euros au T2-10 (+20,9%¹ par rapport au T2-09) et de 591 millions d'euros pour le semestre, en augmentation de +23,9%¹ par rapport au S1-09.

Le ROE sur le trimestre s'établit à 19,5%¹ (contre 17,0%¹ au T2-09).

¹ Hors effet de la provision PEL/CEL

4. RESEAUX INTERNATIONAUX

M EUR	T2-09	T2-10	Δ T2/T2	S1-09	S1-10	Δ S1/S1
Produit net bancaire	1 189	1 240	+4,3%	2 356	2 423	+2,8%
<i>A données constantes*</i>			+0,3%			-0,6%
Frais de gestion	(681)	(699)	+2,6%	(1 344)	(1 357)	+1,0%
<i>A données constantes*</i>			-1,6%			-2,5%
Résultat brut d'exploitation	508	541	+6,5%	1 012	1 066	+5,3%
<i>A données constantes*</i>			+2,9%			+1,9%
Coût net du risque	(310)	(334)	+7,7%	(609)	(700)	+14,9%
Résultat d'exploitation	198	207	+4,5%	403	366	-9,2%
<i>A données constantes*</i>			+8,4%			-8,0%
Résultat net part du Groupe	126	125	-0,8%	247	239	-3,2%

	T2-09	T2-10	S1-09	S1-10
ROE (après impôt)	14,0%	13,7%	13,8%	13,2%

Dans un contexte économique différencié selon les zones géographiques, les performances commerciales et financières des **Réseaux Internationaux** confirment la reprise de l'activité engagée en début d'année. Avec une progression sur le trimestre de l'ensemble des encours (+3,3%* sur les crédits et +1,0%* sur les dépôts), le pôle démontre sa capacité de développement. Ainsi, à fin juin, les encours de crédits et de dépôts sont respectivement de 64,1 milliards d'euros et de 65,2 milliards d'euros.

L'activité des **implantations du bassin méditerranéen** est restée soutenue au T2-10. Avec plus de 700 agences à fin juin 2010 (+52 ouvertures nettes sur un an), les Réseaux Internationaux poursuivent l'objectif de renforcement du dispositif commercial dans la région et comptent 1,9 millions clients particuliers, grâce à plus de 122 000 nouveaux clients en un an. Portés par ce dynamisme commercial, les encours de crédits progressent de +3,4%* par rapport au T1-10, avec un développement important des crédits aux particuliers (+4,1%* sur la même période).

Dans les pays d'**Europe Centrale et Orientale et en Russie**, le deuxième trimestre 2010 est marqué par la normalisation progressive de l'environnement économique et la reprise de l'activité commerciale (+2,4%* pour les crédits et +0,7%* pour les dépôts par rapport à fin mars 2010). Ce développement est particulièrement significatif sur la clientèle de particuliers, notamment en Russie où les encours progressent sur le trimestre (+5,1%* pour les crédits et +16,2%* pour les dépôts) démontrant les premiers effets positifs du programme de transformation engagé dans ce pays. Reconnu comme un acteur majeur de la zone, le Groupe Société Générale s'est vu décerner le titre de « Meilleure banque » en Europe centrale et orientale dans le cadre des « Euromoney Awards », récompensant son leadership, sa capacité d'innovation et son dynamisme.

Dans ce contexte, les **revenus des Réseaux Internationaux** sont stables par rapport au T2-09, à 1 240 millions d'euros (+0,3%* et +4,3% en données courantes).

Reflète des mesures de réduction des coûts engagées depuis plusieurs trimestres dans les bassins les plus touchés par la crise, les frais de gestion des Réseaux Internationaux s'élèvent à 699 millions d'euros (-1,6%* et +2,6% en données courantes par rapport au T2-09). Ces efforts d'adaptation permettent d'améliorer la rentabilité opérationnelle et ainsi d'afficher sur le trimestre un Résultat Brut d'Exploitation à 541 millions d'euros, en progression de +2,9%* par rapport au T2-09 (+6,5% en données courantes). Le coefficient d'exploitation s'améliore de 0,9 point par rapport au T2-09, à 56,4%.

Sur le semestre, les revenus des Réseaux Internationaux s'élèvent à 2 423 millions d'euros, en baisse de -0,6%* par rapport au S1-09 (+2,8% en données courantes). A 1 357 millions d'euros, les frais de gestion s'inscrivent en baisse de -2,5%* (+1,0% en données courantes) par rapport au S1-09. Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit par conséquent à 1 066 millions d'euros, en hausse de +1,9%* (+5,3% en données courantes) et le coefficient d'exploitation, à 56,0% est en retrait de 1,0 point par rapport au S1-09.

Les Réseaux Internationaux enregistrent ce trimestre un coût net du risque de -334 millions d'euros à 192 points de base en baisse par rapport au T1-10 (225 points de base). Cette tendance reflète des évolutions contrastées. Bien qu'encore importantes, les dotations en Grèce sont en baisse. L'amélioration est également visible ce trimestre en Russie et est confirmée en République Tchèque. En revanche, dans un contexte économique qui reste difficile, le coût du risque est en hausse en Roumanie.

Au global, les Réseaux Internationaux dégagent un Résultat Net Part du Groupe de 125 millions d'euros au T2-10 (+7,8%* par rapport à T2-09) et de 239 millions d'euros au S1-10 (-2,1%* par rapport au S1-09), soit un ROE de 13,2%.

5. SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

M EUR	T2-09	T2-10	Δ T2/T2	S1-09	S1-10	Δ S1/S1
Produit net bancaire	805	926	+15,0%	1 545	1 775	+14,9%
<i>A données constantes*</i>			+10,3%			+10,2%
Frais de gestion	(441)	(466)	+5,7%	(871)	(912)	+4,7%
<i>A données constantes*</i>			-0,2%			-0,3%
Résultat brut d'exploitation	364	460	+26,4%	674	863	+28,0%
<i>A données constantes*</i>			+23,1%			+23,8%
Coût net du risque	(293)	(311)	+6,1%	(527)	(610)	+15,7%
Résultat d'exploitation	71	149	x 2,1	147	253	+72,1%
<i>A données constantes*</i>			x 2,2			+76,9%
Résultat net part du Groupe	20	92	x 4,6	53	162	x 3,1

	T2-09	T2-10	S1-09	S1-10
ROE (après impôt)	1,8%	7,6%	2,4%	6,8%

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) les **Services Financiers Spécialisés** (crédit à la consommation, financement des biens d'équipement professionnel, location longue durée et gestion de flottes de véhicules, location et gestion de parcs informatiques),
- (ii) l'**Assurance-vie** et l'**Assurance-dommages**.

Au deuxième trimestre 2010, si le niveau d'activité commerciale demeure contrasté selon les activités et les zones géographiques, les performances globales du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** confirment néanmoins le redressement des résultats amorcé au premier trimestre, malgré un coût du risque qui demeure à un niveau élevé.

Dans un environnement économique toujours peu porteur et compte tenu du maintien d'une politique d'octroi sélective, les activités de **Crédit à la consommation** enregistrent ce trimestre une production de 2,9 milliards d'euros, en repli de -7,1%* par rapport au T2-09. Les tendances par rapport au T1-10 restent contrastées d'un pays à l'autre : retrait en Pologne et en Italie, reprise en Allemagne et en France, accélération de la croissance en Russie. Au total, les encours de crédit à la consommation s'établissent à 23,6 milliards d'euros à fin juin 2010, en progression de +3,7%* par rapport à fin juin 2009.

Dans les métiers de **Financements des biens d'équipement professionnel**, l'activité, avec une production trimestrielle de 1,9 milliards d'euros (hors affacturage), s'améliore par rapport au T1-10 (+26,1%*), notamment en Scandinavie et sur le secteur des transports en Allemagne, mais reste en retrait par rapport au T2-09 (-6,8%*). Au total, les encours de crédit (hors affacturage) s'élèvent à 19,0 milliards d'euros à fin juin 2010, en baisse de -4,5%* par rapport à fin juin 2009 mais en hausse de +1,7%* par rapport à fin mars 2010.

Le métier de **Location longue durée et gestion de flottes** continue d'afficher une activité dynamique. La production est en hausse de +28,1% par rapport au T2-09, avec notamment la mise en location de plus de 51 000 véhicules. Avec près de 816 000 véhicules, dont 611 000 en location longue durée, le parc progresse de +4,8% par rapport à fin juin 2009. Le trimestre est par ailleurs marqué par la poursuite de l'amélioration du marché du véhicule d'occasion.

Au total, le Produit Net Bancaire trimestriel des **Services Financiers Spécialisés** s'établit à 796 millions d'euros, en hausse de +9,9%* par rapport au T2-09 (+15,4% en données courantes), grâce à l'effet conjugué de la très bonne tenue des marges et du net redressement

des résultats sur les ventes de véhicules d'occasion. Compte tenu du maintien d'un strict contrôle des coûts, le Résultat Brut d'Exploitation s'affiche en nette progression par rapport au T2-09 (+24,2%* et +28,3% en données courantes), à 381 millions d'euros et le coefficient d'exploitation s'améliore de 4,9 points, à 52,1% au T2-10.

Sur le semestre, le Produit Net Bancaire des Services Financiers Spécialisés s'élève à 1 519 millions d'euros, en hausse de +9,4%* par rapport au S1-09 (+14,8% en données courantes), tandis que les frais de gestion s'établissent à 811 millions d'euros, en baisse de -1,4%* (+4,2% en données courantes). En conséquence, le Résultat Brut d'Exploitation se situe à 708 millions d'euros, en nette hausse (+24,6%* et +29,9% en données courantes) par rapport au S1-09. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 5,4 points, à 53,4% au S1-10.

Au T2-10, les métiers d'**Assurances** maintiennent un niveau d'activité soutenu. Avec une collecte nette de 1,3 milliard d'euros, essentiellement concentrée sur les supports en euros, l'activité **assurance-vie** affiche une croissance dynamique de +24,4%* par rapport au T2-09, tandis que l'activité **assurance-dommages** voit sa production nette croître de +12,8% sur la même période.

Sur le trimestre, le Produit Net Bancaire de l'activité **Assurances** s'élève à 130 millions d'euros, en progression de +13,0%* par rapport au T2-09 (+13,0% en données courantes). Sur le semestre, il s'établit à 256 millions d'euros, en hausse de +15,3%* vs S1-09 (+15,3% en données courantes).

A 234 points de base, le coût net du risque du pôle demeure à un niveau élevé. La baisse du coût du risque des activités de financement d'équipement se confirme ce trimestre, mais les activités de crédit à la consommation souffrent toujours d'une situation difficile en Pologne et en Italie.

Au total, le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** extériorise sur le trimestre un résultat d'exploitation de 149 millions d'euros contre 71 millions d'euros au T2-09. Le Résultat Net Part du Groupe s'élève à 92 millions d'euros, alors qu'il était de 20 millions d'euros au T2-09.

Sur le semestre, le résultat d'exploitation se situe à 253 millions d'euros (+72,1% par rapport au S1-09) et le résultat Net Part du Groupe à 162 millions d'euros (x3,1 par rapport au S1-09).

6. BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T2-09	T2-10	Δ T2/T2	S1-09	S1-10	Δ S1/S1
Produit net bancaire	670	592	-11,6%	1 258	1 096	-12,9%
<i>A données constantes*</i>			-9,9%			-10,8%
Frais de gestion	(562)	(511)	-9,1%	(1 116)	(977)	-12,5%
<i>A données constantes*</i>			-9,1%			-8,4%
Résultat d'exploitation	99	76	-23,2%	115	114	-0,9%
<i>A données constantes*</i>			-6,1%			-8,7%
Résultat net part du Groupe	74	74	0,0%	89	129	+44,9%
<i>dont Banque Privée</i>	63	23	-63,5%	101	47	-53,5%
<i>dont Gestion d'Actifs</i>	10	20	x 2,0	(16)	39	n/s
<i>dont Services aux investisseurs et Courtage</i>	1	31	n/s	4	43	n/s

en Md EUR	T2-09	T2-10	S1-09	S1-10
Collecte nette de la période	-1,8 ^(a)	-1,8 ^(b)	-3,4 ^(a)	-13,0 ^(b)
Actifs gérés fin de période	333 ^(a)	171 ^(b)	333 ^(a)	171 ^(b)

(a) Hors actifs gérés par Lyxor

(b) Hors actifs gérés par Lyxor et Amundi

Le pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** regroupe trois grandes activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking),
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi, TCW)
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services) et **Courtage** (Newedge).

Au T2-10, le pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** extériorise des résultats en amélioration dans un environnement de marché défavorable.

Les actifs gérés de la **Banque Privée** s'établissent à 82,3 milliards d'euros au 30 juin 2010 tenant compte d'une collecte de +0,9 milliard d'euros au T2-10. En **Gestion d'Actifs**, le trimestre se caractérise par un ralentissement de la décollecte chez TCW (-2,7 milliards d'euros au T2-10 contre -12,6 milliards d'euros au T1-10). Les métiers de **Services aux Investisseurs** restent dynamiques avec des encours administrés et des encours en conservation en hausse par rapport à fin juin 2009 de respectivement +5,4% à 446 milliards d'euros et +13,4% à 3 295 milliards d'euros. Dans un contexte de marché volatil, **Newedge** maintient une part de marché à 11,5% et voit une hausse de ses volumes de marché de +16% par rapport au T1-10.

Les revenus trimestriels du pôle sont de 592 millions d'euros, en baisse de -9,9%* (-11,6% en données courantes) par rapport au T2-09. Les efforts d'amélioration de l'efficacité opérationnelle engagés depuis plusieurs trimestres continuent de porter leurs fruits de sorte que les frais de gestion sont en nette baisse de -9,1%* (-9,1% en données courantes par rapport au T2-09) à 511 millions d'euros. En conséquence, le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 81 millions d'euros, en baisse de -13,2%* (-25,0% en données courantes) et la contribution du pôle au Résultat Net Part du Groupe se situe à 74 millions d'euros, un niveau identique à celui du T2-09.

Sur le semestre le Résultat brut d'exploitation est en retrait de -22,4%* (-16,2% en données courantes) et le Résultat Net part du Groupe en baisse de -15,9%* (+44,9% en données courantes) par rapport au S1-09.

* Les variations à périmètre et taux de change constant s'entendent hors l'activité « Gestion d'actifs » suite à la création d'Amundi.

Banque Privée

La collecte nette s'établit à +0,9 milliard d'euros au T2-10, soit +2,3 milliards d'euros au S1-10 correspondant à un rythme de collecte annualisé de 4,8%. Compte tenu des effets de « marché » de -2,2 milliards d'euros et « change » de +4,2 milliards d'euros, les actifs gérés par la Banque Privée atteignent 82,3 milliards d'euros.

A 163 millions d'euros, les revenus sont en retrait de -28,2%* (-26,6% en données courantes) par rapport au T2-09 et intègrent une dépréciation sur titres d'une trentaine de millions d'euros. Hors ce dernier élément, la baisse est de -11,9% en données courantes. Cette évolution s'explique notamment par la diminution des revenus de trésorerie résultant de la normalisation des conditions de marché, partiellement compensée par une hausse des commissions et des marges de crédits.

Les frais de gestion restent maîtrisés à 134 millions d'euros (-1,5%* et +1,5% en données courantes) par rapport au T2-09.

Conséquence de ces évolutions, le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 29 millions d'euros et la contribution de la ligne-métier au Résultat Net Part du Groupe à 23 millions d'euros contre 63 millions d'euros au T2-09.

Sur le semestre, les revenus de la ligne-métier s'élèvent à 325 millions d'euros, en baisse de -23,5%* (-22,4% en données courantes). Les frais de gestion sont stables à 264 millions d'euros. En conséquence le Résultat Brut d'Exploitation recule de -61,1%* (-60,9% en données courantes) à 61 millions d'euros et le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 47 millions d'euros.

Gestion d'Actifs

Au T2-10, TCW enregistre une décollecte globale de -2,7 milliards d'euros, en net ralentissement par rapport au T1-10 (-12,6 milliards d'euros) incluant -5,0 milliards d'euros de sorties imputables à l'activité MBS (-10,8 milliards d'euros au T1-10). Les autres classes d'actifs enregistrent une collecte nette de +2,3 milliards d'euros en particulier sur les supports monétaires et actions.

En tenant compte d'un effet de marché de -2,7 milliards d'euros, d'un effet change +8,1 milliards d'euros, ainsi que d'un effet périmètre de +0,9 milliard d'euros, les actifs sous gestion s'établissent fin juin 2010 à 88,7 milliards d'euros contre 85,2 milliards d'euros à fin mars 2010.

La conjugaison d'un ralentissement de la décollecte et d'une progression des commissions de performance perçues porte les revenus trimestriels de la ligne-métier à 135 millions d'euros. Sur le semestre, ces revenus s'élèvent à 218 millions d'euros. Par rapport au T2-09, le Produit Net Bancaire est en baisse de -20,1%.

Les frais de gestion sont en net repli de -11,9% par rapport au T2-09. En conséquence le Résultat Brut d'Exploitation ressort à 2 millions d'euros au T2-10 contre 18 millions d'euros au T2-09. Sur le semestre les frais de gestion reculent de -25,1% et le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à -9 millions d'euros contre -21 millions d'euros au S1-09.

Après prise en compte de la contribution d'Amundi (21 millions d'euros), le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 20 millions d'euros au T2-10 (soit 39 millions d'euros au S1-10 contre -16 millions d'euros au S1-09).

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Au second trimestre 2010 les métiers de **Services aux Investisseurs** et de **Courtage** affichent une activité soutenue.

Au sein des activités de **Services aux Investisseurs**, ce dynamisme se traduit par une poursuite de la hausse des actifs administrés (+5,4% par rapport à fin juin 2009) et des actifs en conservation (+13,4% par rapport à fin juin 2009), respectivement à 446 milliards d'euros et à 3 295 milliards d'euros. La ligne métier officialise par ailleurs la mise en place de partenariats commerciaux avec US Bancorp aux Etats-Unis et National Bank of Abu Dhabi au Moyen Orient.

Dans des marchés très volatils, l'activité **Courtage** affiche des volumes en hausse de +16% par rapport au T1-10 et maintient sa position de leader sur le marché (n°2 dans le classement des

Futures Commission Merchants aux USA du mois de mai) avec une part de marché à 11,5% sur le trimestre.

En conséquence, les revenus de la ligne-métier de 294 millions d'euros progressent de +5,0%* (+5,4% en données courantes) par rapport au T2-09 malgré un maintien des taux d'intérêt qui restent à un bas niveau.

Cette progression s'accompagne d'une baisse des frais de gestion de -12,9%* (-12,5% en données courantes) par rapport au T2-09. Le Résultat Brut d'Exploitation et la contribution de la ligne-métier au Résultat Net Part du Groupe s'établissent donc respectivement à 50 millions d'euros au T2-10 (contre 0 millions d'euros au T2-09) et à 31 millions d'euros (contre 1 million d'euros au T2-09).

Sur le semestre, les revenus sont de 553 millions d'euros en légère baisse de -1,1%* (-0,7% en données courantes) et les frais de gestion sont en baisse de -11,8%* (-11,6% en données courantes). Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 67 millions d'euros et le Résultat Net Part du Groupe à 43 millions d'euros.

7. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

M EUR	T2-09	T2-10	Δ T2/T2	S1-09	S1-10	Δ S1/S1
Produit net bancaire	2 645	1 751	-33,8%	3 877	3 895	+0,5%
<i>A données constantes*</i>			-37,0%			-1,6%
Financement et Conseil	661	656	-0,8%	1 239	1 258	+1,5%
Global Markets (1)	2 149	1 024	-52,3%	4 395	2 589	-41,1%
Actifs gérés en extinction	(165)	71	n/s	(1 757)	48	n/s
Frais de gestion	(1 162)	(1 074)	-7,6%	(2 099)	(2 226)	+6,1%
<i>A données constantes*</i>			-12,5%			+2,0%
Résultat brut d'exploitation	1 483	677	-54,3%	1 778	1 669	-6,1%
<i>A données constantes*</i>			-55,8%			-5,9%
Coût net du risque	(257)	(142)	-44,7%	(826)	(375)	-54,6%
<i>Dont Actifs gérés en extinction</i>	(18)	(97)	x 5,4			n/s
Résultat d'exploitation	1 226	535	-56,4%	952	1 294	+35,9%
<i>A données constantes*</i>			-57,8%			+37,1%
Résultat net part du Groupe	878	410	n/s	707	951	+34,5%

(1) Dont "Actions" 357 M EUR au T2-10 (1 034 M EUR au T2-09) et "Taux, Change, Matières Premières" 667 M EUR au T2-10 (1 115 M EUR au T2-09)

	T2-09	T2-10	S1-09	S1-10
ROE (après impôt)	38,1%	18,8%	15,2%	22,5%

Le deuxième trimestre 2010 se caractérise par un contexte de marché perturbé, marqué par l'amplification de la crise de la dette souveraine européenne en mai, tandis que le deuxième trimestre 2009 avait connu des conditions de marché exceptionnelles à l'origine de revenus record.

Aussi, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement au T2-10 sont en retrait de -37,0%* (-33,8% en données courantes) par rapport au T2-09. A 1 751 millions d'euros, dont 71 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction (contre -165 millions d'euros au T2-09), les revenus du pôle traduisent à la fois une gestion active et prudente des risques (maintien d'un niveau bas de VaR de trading et de stress tests de marché, respectivement à 27 millions d'euros et 629 millions d'euros au T2-10) et la solidité et diversification des franchises. Sur le semestre, les revenus du pôle sont de 3 895 millions d'euros, en baisse de -1,6%* (+0,5% en données courantes) par rapport au S1-09.

Pénalisées par des conditions de marché défavorables, les activités **Global Markets** enregistrent des revenus en baisse à 1 024 millions d'euros au T2-10 (contre 2 149 millions d'euros au T2-09), et à 2 589 millions d'euros au S1-10 (contre 4 395 millions d'euros au S1-09).

Dans un contexte adverse pour les activités de dérivés actions (pics de volatilité, corrélation élevée, marchés baissiers), la ligne-métier **Actions** enregistre au T2-10 des revenus de 357 millions d'euros (1 143 millions d'euros au S1-10 contre 1 681 millions d'euros au S1-09). Ce retrait, de -54,5% par rapport au T1-10 (-65,4% par rapport au T2-09), est lié à des volumes clients mitigés ainsi qu'à la forte contraction des marges commerciales conséquence de la hausse du coût des couvertures associées aux positions clients. En dépit de conditions de marché difficiles, SG CIB maintient une position de leader sur les dérivés actions obtenant pour la 4^{ème} année consécutive le titre de « Premier fournisseur mondial de produits dérivés » (*Risk Magazine, Institutional Investor Ranking* juin 2010).

Dans un environnement défavorable (hausse de la volatilité, écartement des spreads de crédit, baisse des volumes clients), les revenus des activités **Taux, change et matières premières**

s'élèvent à 667 millions d'euros au T2-10, soit une baisse de -40,2% par rapport au T2-09, et intègrent le résultat lié à l'exercice de l'option sur Gaselys. Sur le semestre les revenus sont de 1 446 millions d'euros (contre 2 714 millions d'euros au S1-09, dans un contexte exceptionnellement favorable pour les activités taux, change et crédit). Les performances du deuxième trimestre 2010 sont en recul limité par rapport au T1-10 (-14,4%) grâce notamment à une bonne contribution des activités de taux ainsi qu'à des gains de parts de marché (par exemple sur le change : part de marché de 4,4% sur la plateforme électronique *FX All* vs 4,1% au T1-10, 3,4% au T2-09).

Les métiers de **Financement et Conseil** réalisent, en revanche, un très bon trimestre et affichent des revenus à 656 millions d'euros (soit des revenus semestriels de 1 258 millions d'euros) en légère hausse de +5,8%* (+9,0% en données courantes) par rapport au T1-10. Les activités de financements structurés ont encore accru leur contribution aux revenus de la ligne-métier (revenus de +10,8% par rapport au T2-09) grâce en particulier au dynamisme des financements de ressources naturelles (+54,4% par rapport au T2-09). SG CIB a ainsi participé au financement du projet Exeltium visant à sécuriser l'approvisionnement en électricité d'industriels européens (1,6 milliards d'euros) et a obtenu le titre de « Meilleure banque de financement d'énergie » (*Trade Finance Magazine Juin 2010*). En dépit de la baisse des volumes sur les marchés de capitaux, SGCIB est restée active en étant notamment co-bookrunner lors de l'augmentation de capital de Volkswagen (pour un montant de 4,2 milliards d'euros) et agent coordinateur sur l'ensemble des aspects financement de la scission du Groupe Accor en deux entités distinctes d'hôtellerie et de services. SG CIB consolide en outre sa place de numéro 3 sur les émissions obligataires « corporate » en euros.

Au T2-10, la contribution des **actifs gérés en extinction** aux revenus du pôle est de 71 millions d'euros contre -165 millions d'euros au T2-09. Sur le semestre, les revenus sont de 48 millions d'euros contre -1 757 millions d'euros au S1-09.

La Banque de Financement et d'Investissement affiche des frais de gestion en nette baisse de -12,5%* (-7,6% en données courantes) par rapport au T2-09. Au T2-10, le coefficient d'exploitation s'établit à 61,3% et le Résultat Brut d'Exploitation atteint 677 millions d'euros.

Au S1-10, les frais de gestion sont en hausse de +2,0%* (+6,1% en données courantes) par rapport au S1-09. Le Résultat Brut d'Exploitation s'élève à 1 669 millions d'euros contre 1 778 millions d'euros au S1-09.

La charge du risque sur le trimestre est de -142 millions d'euros, dont -97 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction. Retraité de ce montant et des litiges, le coût du risque ressort à 10 points de base, en nette baisse par rapport au T2-09 (93 points de base).

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un Résultat d'Exploitation de 535 millions d'euros sur le trimestre et une contribution au Résultat Net Part du Groupe de 410 millions d'euros.

Au S1-10, la contribution au Résultat Net Part du Groupe est de 951 millions d'euros contre 707 millions d'euros au S1-09.

8. HORS PÔLES

Le Résultat Brut d'Exploitation *Hors Pôles* s'établit à 164 millions d'euros sur le T2-10 et à 135 millions d'euros sur le S1-10. Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de +254 millions d'euros,
- et la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de prêts et créances pour +18 millions d'euros au T2-10.

Au 30 juin 2010, le prix de revient IFRS du portefeuille de participations industrielles hors plus-values latentes s'établit à 0,67 milliard d'euros, pour une valeur de marché de 0,82 milliard d'euros.

Calendrier de communication financière 2010 et 2011

3 novembre 2010	Publication des résultats du troisième trimestre 2010
16 février 2011	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2010
5 mai 2011	Publication des résultats du premier trimestre 2011
3 août 2011	Publication des résultats du deuxième trimestre 2011
8 novembre 2011	Publication des résultats du troisième trimestre 2011

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques. Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Il est donc recommandé aux lecteurs de ce document de ne pas accorder à ces projections une confiance injustifiée dès lors que de nombreux facteurs pourraient faire que les résultats futurs du Groupe soient différents. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer ces facteurs d'incertitude et de risque. Ni Société Générale, ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence. Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

ANNEXE 1: DONNEES CHIFFREES ET SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)	2e trimestre				1er semestre			
	T2-09	T2-10	Δ T2/T2		S1-09	S1-10	Δ S1/S1	
Produit net bancaire	5 716	6 679	+16,8%	+12,9%(*)	10 629	13 260	+24,8%	+22,0%(*)
Frais de gestion	(4 107)	(4 065)	-1,0%	-3,9%(*)	(7 884)	(8 066)	+2,3%	0,0%(*)
Résultat brut d'exploitation	1 609	2 614	+62,5%	+54,0%(*)	2 745	5 194	+89,2%	+84,0%(*)
Coût net du risque	(1 075)	(1 010)	-6,0%	-10,1%(*)	(2 429)	(2 142)	-11,8%	-14,5%(*)
Résultat d'exploitation	534	1 604	x 3,0	x 2,8(*)	316	3 052	x 9,7	x 9,3(*)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	11	(12)	n/s		14	(0)	-100,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	10	18	+80,0%		(6)	58	n/s	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(18)	0	+100,0%		(18)	(0)	+100,0%	
Charge fiscale	(122)	(431)	x 3,5		(62)	(806)	x 13,0	
Résultat net	415	1 179	x 2,8		244	2 304	x 9,4	
Dont Intérêts minoritaires	106	95	-10,4%		213	157	-26,3%	
Résultat net part du Groupe	309	1 084	x 3,5		31	2 147	n/s	
ROE après impôt annualisé du Groupe (en %)	2,9%	10,9%			n/s	11,0%		
Ratio Tier One fin de période	9,5%	10,7%			9,5%	10,7%		

(*) à périmètre et taux de change constants

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER (en millions d'euros)	2e trimestre			1er semestre		
	T2-09	T2-10	Δ T2/T2	S1-09	S1-10	Δ S1/S1
Réseaux France	290	312	+7,6%	514	591	+15,0%
Réseaux Internationaux	126	125	-0,8%	247	239	-3,2%
Services Financiers Spécialisés et Assurances	20	92	x 4,6	53	162	x 3,1
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	74	74	0,0%	89	129	+44,9%
dont Banque Privée	63	23	-63,5%	101	47	-53,5%
dont Gestion d'Actifs	10	20	x 2,0	(16)	39	n/s
dont Services aux investisseurs et Courtage	1	31	n/s	4	43	n/s
Banque de Financement et d'Investissement	878	410	-53,3%	707	951	+34,5%
TOTAL METIERS	1 388	1 013	-27,0%	1 610	2 072	+28,7%
Hors Pôles	(1 079)	71	n/s	(1 579)	75	n/s
GROUPE	309	1 084	x 3,5	31	2 147	n/s

BILAN CONSOLIDE

<i>Actif - en Md EUR</i>	30.06.2010	31.12.2009	Variation en %
Caisse, Banques centrales	15,1	14,4	+5%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	460,5	400,2	15%
Instruments dérivés de couverture	9,4	5,6	69%
Actifs financiers disponibles à la vente	98,9	90,4	9%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	70,2	67,7	4%
Prêts et créances sur la clientèle	362,7	344,4	5%
Opérations de location financement et assimilées	28,9	28,9	0%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,4	2,6	32%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2,0	2,1	-4%
Actifs d'impôts et autres actifs	57,1	42,9	33%
Actifs non courants destinés à être cédés	1,0	0,4	x 2,6
Participation aux bénéfices différée	0,2	0,3	-49%
Valeurs immobilisées	24,3	23,8	2%
Total	1 133,7	1 023,7	11%

<i>Passif - en Md EUR</i>	30.06.2010	31.12.2009	Variation en %
Banques centrales	2,0	3,1	-37%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	384,7	302,8	27%
Instruments dérivés de couverture	10,0	7,3	36%
Dettes envers les établissements de crédit	88,0	90,1	-2%
Dettes envers la clientèle	316,4	300,1	5%
Dettes représentées par un titre	125,2	133,2	-6%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2,2	0,8	x 2,9
Passifs d'impôts et autres passifs	61,7	50,2	23%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,5	0,3	x 2,1
Provisions techniques des entreprises d'assurance	78,6	74,4	6%
Provisions	2,4	2,3	4%
Dettes subordonnées	12,7	12,3	3%
Capitaux propres part du Groupe	45,2	42,2	7%
Intérêts minoritaires	4,1	4,6	-11%
Total	1 133,7	1 023,7	11%

SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

(en millions d'euros)	2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème
	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
Réseaux France												
Produit net bancaire	1 801	1 817	1 829	1 964	1 781	1 875	1 867	1 943	1 892	1 931		
Frais de gestion	-1 213	-1 195	-1 176	-1 290	-1 198	-1 206	-1 181	-1 326	-1 241	-1 240		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	588	622	653	674	583	669	686	617	651	691		
Coût net du risque	-87	-98	-115	-195	-230	-214	-220	-306	-232	-216		
<i>Résultat d'exploitation</i>	501	524	538	479	353	455	466	311	419	475		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	-1	0	0	1	0	1	4	1		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6	1	4	-2	2	2	3	6	3	1		
Charge fiscale	-172	-179	-183	-162	-120	-155	-158	-107	-144	-162		
<i>Résultat net</i>	335	347	358	315	235	303	311	211	282	315		
Dont Intérêts minoritaires	18	17	16	17	11	13	15	14	3	3		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	317	330	342	298	224	290	296	197	279	312		
Fonds propres moyens	5 769	6 010	6 118	6 125	6 078	6 160	6 224	6 291	6 569	6 494		
ROE (après impôt)	22,0%	22,0%	22,4%	19,5%	14,7%	18,8%	19,0%	12,5%	17,0%	19,2%		
Réseaux Internationaux												
Produit net bancaire	1 129	1 222	1 310	1 357	1 167	1 189	1 174	1 219	1 183	1 240		
Frais de gestion	-648	-694	-668	-742	-663	-681	-657	-680	-658	-699		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	481	528	642	615	504	508	517	539	525	541		
Coût net du risque	-88	-78	-127	-207	-299	-310	-336	-353	-366	-334		
<i>Résultat d'exploitation</i>	393	450	515	408	205	198	181	186	159	207		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-3	13	1	4	1	10	0	-4	4	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	1	2	1	1	2	2	1	3	3		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	-300	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-82	-97	-109	-86	-41	-42	-36	-36	-31	-40		
<i>Résultat net</i>	312	367	409	27	166	168	147	147	135	170		
Dont Intérêts minoritaires	113	123	148	98	45	42	35	47	21	45		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	199	244	261	-71	121	126	112	100	114	125		
Fonds propres moyens	3 112	3 136	3 411	3 535	3 559	3 611	3 562	3 574	3 603	3 653		
ROE (après impôt)	25,6%	31,1%	30,6%	n/s	13,6%	14,0%	12,6%	11,2%	12,7%	13,7%		
Services Financiers Spécialisés et Assurances												
Produit net bancaire	775	824	805	712	740	805	810	884	849	926		
Frais de gestion	-428	-455	-454	-458	-430	-441	-446	-501	-446	-466		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	347	369	351	254	310	364	364	383	403	460		
Coût net du risque	-113	-134	-149	-191	-234	-293	-338	-359	-299	-311		
<i>Résultat d'exploitation</i>	234	235	202	63	76	71	26	24	104	149		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	-1	0	0	1	1	-18	0	-4		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-3	8	-2	-24	-18	-13	-7	-16	-1	-7		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	-19	1	-26	0	0		
Charge fiscale	-72	-72	-61	-20	-22	-18	-8	0	-30	-41		
<i>Résultat net</i>	159	171	138	19	36	22	13	-36	73	97		
Dont Intérêts minoritaires	5	4	5	4	3	2	3	1	3	5		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	154	167	133	15	33	20	10	-37	70	92		
Fonds propres moyens	4 048	4 158	4 345	4 385	4 423	4 511	4 611	4 712	4 739	4 825		
ROE (après impôt)	15,2%	16,1%	12,2%	1,4%	3,0%	1,8%	0,9%	n/s	5,9%	7,6%		

	2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
	Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs											
Produit net bancaire	696	785	698	666	588	670	636	640	504	592		
Frais de gestion	-582	-596	-574	-611	-554	-562	-557	-555	-466	-511		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	114	189	124	55	34	108	79	85	38	81		
Coût net du risque	0	-1	-14	-30	-18	-9	-12	-1	0	-5		
<i>Résultat d'exploitation</i>	114	188	110	25	16	99	67	84	38	76		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	-1	2	-1	-1	0	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	26	21		
Charge fiscale	-29	-56	-30	4	1	-26	-15	-20	-9	-22		
<i>Résultat net</i>	85	132	80	29	16	75	51	63	55	75		
Dont Intérêts minoritaires	-5	4	-4	2	1	1	1	1	0	1		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	90	128	84	27	15	74	50	62	55	74		
Fonds propres moyens	1 720	1 502	1 470	1 458	1 368	1 327	1 323	1 352	1 391	1 466		
ROE (après impôt)	20,9%	34,1%	22,9%	7,4%	4,4%	22,3%	15,1%	18,3%	15,8%	20,2%		
dont Banque Privée												
Produit net bancaire	213	203	196	225	197	222	206	204	162	163		
Frais de gestion	-133	-133	-134	-139	-131	-132	-131	-132	-130	-134		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	80	70	62	86	66	90	75	72	32	29		
Coût net du risque	-1	-1	-10	-20	-17	-9	-11	-1	0	-1		
<i>Résultat d'exploitation</i>	79	69	52	66	49	81	64	71	32	28		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	-2	1	0	0	0	0	0	0	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-18	-15	-13	-9	-11	-18	-15	-16	-8	-5		
<i>Résultat net</i>	62	52	40	57	38	63	49	55	24	23		
Dont Intérêts minoritaires	3	2	-5	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	59	50	45	57	38	63	49	55	24	23		
Fonds propres moyens	391	442	493	491	452	436	443	427	405	461		
ROE (après impôt)	60,4%	45,2%	36,5%	46,4%	33,6%	57,8%	44,2%	51,5%	23,7%	20,0%		
dont Gestion d'Actifs												
Produit net bancaire	131	217	183	99	113	169	171	193	83	135		
Frais de gestion	-166	-174	-161	-171	-152	-151	-174	-179	-94	-133		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	-35	43	22	-72	-39	18	-3	14	-11	2		
Coût net du risque	0	1	0	-1	0	0	0	0	0	-3		
<i>Résultat d'exploitation</i>	-35	44	22	-73	-39	18	-3	14	-11	-1		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	-1	0	-1	1	-1	0	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	26	21		
Charge fiscale	12	-15	-7	24	13	-5	0	-4	4	0		
<i>Résultat net</i>	-23	29	15	-50	-26	12	-2	9	19	20		
Dont Intérêts minoritaires	-8	1	1	1	0	2	0	1	0	0		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-15	28	14	-51	-26	10	-2	8	19	20		
Fonds propres moyens	694	511	413	422	402	375	355	418	491	435		
ROE (après impôt)	n/s	21,9%	13,6%	n/s	n/s	10,7%	n/s	7,7%	15,5%	18,4%		
dont Services aux investisseurs et Courtage												
Produit net bancaire	352	365	319	342	278	279	259	243	259	294		
Frais de gestion	-283	-289	-279	-301	-271	-279	-252	-244	-242	-244		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	69	76	40	41	7	0	7	-1	17	50		
Coût net du risque	1	-1	-4	-9	-1	0	-1	0	0	-1		
<i>Résultat d'exploitation</i>	70	75	36	32	6	0	6	-1	17	49		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	2	-1	1	-1	3	-2	0	0	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-23	-26	-10	-11	-1	-3	0	0	-5	-17		
<i>Résultat net</i>	46	51	25	22	4	0	4	-1	12	32		
Dont Intérêts minoritaires	0	1	0	1	1	-1	1	0	0	1		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	46	50	25	21	3	1	3	-1	12	31		
Fonds propres moyens	635	549	564	545	514	516	525	507	495	570		
ROE (après impôt)	29,0%	36,4%	17,7%	15,4%	2,3%	0,8%	2,3%	n/s	9,7%	21,7%		

	2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Banque de Financement et d'Investissement												
Produit net bancaire	160	1 344	338	-461	1 232	2 645	2 348	803	2 144	1 751		
Frais de gestion	-1 022	-971	-795	-761	-937	-1 162	-1 037	-845	-1 152	-1 074		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	-862	373	-457	-1 222	295	1 483	1 311	-42	992	677		
Coût net du risque	-312	-82	-281	-365	-569	-257	-605	-889	-233	-142		
<i>Résultat d'exploitation</i>	-1 174	291	-738	-1 587	-274	1 226	706	-931	759	535		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-2	8	5	0	0	-2	1	-6	1	-3		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	21	13	18	9	0		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	358	-42	263	564	108	-361	-200	360	-225	-121		
<i>Résultat net</i>	-818	257	-470	-1 023	-166	884	520	-559	544	411		
Dont Intérêts minoritaires	0	1	3	4	5	6	2	3	3	1		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-818	256	-473	-1 027	-171	878	518	-562	541	410		
Fonds propres moyens	8 705	9 113	8 862	8 831	9 336	9 229	8 877	8 401	8 196	8 717		
ROE (après impôt)	n/s	11,2%	n/s	n/s	n/s	38,1%	23,3%	n/s	26,4%	18,8%		
Activités pérennes												
Produit net bancaire	1 298	2 005	1 252	159	2 824	2 810	2 635	1 579	2 167	1 680		
Financement et Conseil	271	465	317	758	578	661	642	629	602	656		
Global Markets	1 027	1 540	935	-599	2 246	2 149	1 993	950	1 565	1 024		
dont Actions	401	825	509	-623	647	1 034	1 057	693	786	357		
dont Taux, Changes et Matières premières	626	715	426	24	1 599	1 115	936	257	779	667		
Frais de gestion	-1 016	-967	-790	-749	-928	-1 153	-1 026	-834	-1 140	-1 060		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	282	1 038	462	-590	1 896	1 657	1 609	745	1 027	620		
Coût net du risque	-281	-59	-157	-348	-348	-239	-249	-86	-19	-45		
<i>Résultat d'exploitation</i>	1	979	305	-938	1 548	1 418	1 360	659	1 008	575		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	6	6	0	0	-1	0	-6	1	-4		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	21	14	18	9	0		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-31	-268	-84	348	-494	-424	-416	-165	-305	-133		
<i>Résultat net</i>	-31	717	227	-590	1 054	1 014	958	506	713	438		
Dont Intérêts minoritaires	0	2	1	4	5	6	3	2	3	1		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-31	715	226	-594	1 049	1 008	955	504	710	437		
Fonds propres moyens	8 480	8 412	8 293	8 146	7 936	7 427	6 882	6 557	6 486	6 771		
Actifs gérés en extinction												
Produit net bancaire	-1 138	-661	-914	-620	-1 592	-165	-287	-776	-23	71		
Frais de gestion	-6	-4	-5	-12	-9	-9	-11	-11	-12	-14		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	-1 144	-665	-919	-632	-1 601	-174	-298	-787	-35	57		
Coût net du risque	-31	-23	-124	-17	-221	-18	-356	-803	-214	-97		
<i>Résultat d'exploitation</i>	-1 175	-688	-1 043	-649	-1 822	-192	-654	-1 590	-249	-40		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	2	-1	0	0	-1	1	0	0	1		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	-1	0	0	0		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	389	226	347	216	602	63	216	525	80	12		
<i>Résultat net</i>	-787	-460	-697	-433	-1 220	-130	-438	-1 065	-169	-27		
Dont Intérêts minoritaires	0	-1	2	0	0	0	-1	1	0	0		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-787	-459	-699	-433	-1 220	-130	-437	-1 066	-169	-27		
Fonds propres moyens	225	701	569	685	1 400	1 802	1 995	1 844	1 710	1 946		

	2008 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Hors Pôles												
Produit net bancaire	1 118	-408	128	1 257	-595	-1 468	-865	-358	9	239		
Frais de gestion	-12	-46	-30	-107	5	-55	-20	-77	-38	-75		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	1 106	-454	98	1 150	-590	-1 523	-885	-435	-29	164		
Coût net du risque	2	6	-1	5	-4	8	-2	2	-2	-2		
<i>Résultat d'exploitation</i>	1 108	-448	97	1 155	-594	-1 515	-887	-433	-31	162		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	611	13	14	-30	3	-1	-1	725	3	-6		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-2	-3	-2	3	-1	-2	1	0	0	0		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	1	-1	2	0	0		
Charge fiscale	-522	14	-213	-251	134	480	377	213	64	-45		
<i>Résultat net</i>	1 195	-424	-104	877	-458	-1 037	-511	507	36	111		
Dont Intérêts minoritaires	41	57	60	32	42	42	49	46	32	40		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	1 154	-481	-164	845	-500	-1 079	-560	461	4	71		
Groupe												
Produit net bancaire	5 679	5 584	5 108	5 495	4 913	5 716	5 970	5 131	6 581	6 679		
Frais de gestion	-3 905	-3 957	-3 697	-3 969	-3 777	-4 107	-3 898	-3 984	-4 001	-4 065		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	1 774	1 627	1 411	1 526	1 136	1 609	2 072	1 147	2 580	2 614		
Coût net du risque	-598	-387	-687	-983	-1 354	-1 075	-1 513	-1 906	-1 132	-1 010		
<i>Résultat d'exploitation</i>	1 176	1 240	724	543	-218	534	559	-759	1 448	1 604		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	606	35	18	-26	3	11	0	697	12	-12		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5	7	2	-22	-16	10	12	9	40	18		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	-300	0	-18	0	-24	0	0		
Charge fiscale	-519	-432	-333	49	60	-122	-40	410	-375	-431		
<i>Résultat net</i>	1 268	850	411	244	-171	415	531	333	1 125	1 179		
Dont Intérêts minoritaires	172	206	228	157	107	106	105	112	62	95		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	1 096	644	183	87	-278	309	426	221	1 063	1 084		
Fonds propres moyens	25 431	29 029	29 611	29 630	29 274	29 373	29 889	32 442	35 339	36 503		
ROE (après impôt)	16,8%	8,3%	1,7%	0,4%	n/s	2,9%	4,1%	1,5%	11,1%	10,9%		

ANNEXE 2 : NOTES METHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés semestriels au 30 juin 2010 et les informations comparatives ainsi établis font l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 3 août 2010.

Les éléments financiers présentés au titre de la période de six mois close le 30 juin 2010 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 30 juin 2010. En particulier, les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les informations financières ont été soumises à la revue des Commissaires aux comptes qui émettront un rapport d'examen limité sur les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2010.

2- Le ROE du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période et, depuis 2006, aux porteurs des TSDI reclassés (86 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 et 168 millions d'euros au premier semestre 2010).

3- Pour le calcul du bénéfice net par action, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (80 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 et 156 millions d'euros au premier semestre 2010),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (6 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 et 12 millions d'euros au premier semestre 2010).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'actif net correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (6,6 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,9 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. Le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions émises au 30 juin 2010 (y compris actions de préférence), hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

VIII.CHAPITRE 11 : ELEMENTS JURIDIQUES

8.1 STATUTS AU 16 JUILLET 2010

Forme – Dénomination – Siège – Objet

Article premier

La Société, dénommée Société Générale, est une société anonyme fondée suivant acte approuvé par décret du 4 mai 1864 et agréée en qualité de banque.

La durée de Société Générale, antérieurement fixée à cinquante années à compter du 1^{er} janvier 1899, a été ensuite prorogée de quatre-vingt-dix-neuf années à compter du 1^{er} janvier 1949.

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires relatives aux établissements de crédit, notamment les articles du Code monétaire et financier qui leur sont applicables, elle est régie par la législation commerciale, notamment par les articles L. 210-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2

Le Siège de Société Générale est établi à Paris (9^e), 29, boulevard Haussmann.

Il peut être transféré en tout autre lieu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 3

Société Générale a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit, d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- toutes opérations de banque ;
- toutes opérations connexes aux opérations bancaires, notamment toutes prestations de services d'investissement ou services connexes visés aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du Code monétaire et financier ;
- toutes prises de participations.

Société Générale peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par le Comité de la réglementation bancaire et financière, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus, notamment le courtage d'assurances.

D'une façon générale, Société Générale peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Capital – Actions

Article 4

4.1. Capital social

Le capital est de 933 027 038,75 EUR. Il est divisé en 746 421 631 actions ayant chacune une valeur nominale de 1,25 EUR et entièrement libérées.

4.2. Augmentation et réduction du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de la ou des assemblées compétentes.

Toute réduction de capital motivée par des pertes s'opérera entre les actionnaires proportionnellement à leur participation au capital social.

Article 5

Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, toutes les actions jouissent des mêmes droits.

Tous les titres qui composent ou composeront le capital social seront entièrement assimilés en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital, devenir exigibles pour certains d'entre eux seulement, soit au cours de l'existence de la Société, soit à la liquidation, seront répartis entre tous les titres composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que, tout en tenant compte éventuellement du montant nominal et non amorti des titres et de leurs droits respectifs, tous les titres actuels ou futurs confèrent à leurs propriétaires les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire, le cas échéant, du groupement correspondant à la quantité requise d'actions.

Article 6

6.1. Forme et transmission des actions

Les actions sont, au gré de l'ayant droit, nominatives ou au porteur et sont librement négociables, sauf dispositions légales contraires.

6.2. Seuils statutaires

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir, directement ou indirectement, 1,5 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société, est tenu d'informer celle-ci dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil et d'indiquer également, lors de cette déclaration, le nombre de titres qu'il détient donnant accès à terme au capital. Les sociétés de gestion de Fonds communs de placement sont tenues de procéder à cette information pour l'ensemble des actions de la Société détenues par les fonds qu'elles gèrent. Au-delà de 1,5 %, chaque

franchissement de seuil supplémentaire de 0,50 % du capital social ou des droits de vote doit également donner lieu à déclaration à la Société dans les conditions fixées ci-dessus.

Le non respect de cette obligation est sanctionné conformément aux dispositions légales, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, est également tenu d'informer la Société dans le délai de quinze jours lorsque son pourcentage du capital ou des droits de vote devient inférieur à chacun des seuils mentionnés au présent article.

6.3. Identification des actionnaires

La société peut à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

6.4. Droits des actionnaires

Les droits des titulaires d'actions sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sous réserve de dispositions particulières des présents statuts.

Conseil d'administration

Article 7

I – ADMINISTRATEURS

La Société est administrée par un Conseil d'administration comportant deux catégories d'administrateurs :

1. Des administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires

Leur nombre est de neuf au moins et de treize au plus.

La durée des fonctions des administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire est de quatre ans, à compter de l'adoption de la présente clause statutaire, sans modification de la durée des mandats en cours à la date de cette adoption.

Lorsqu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, un administrateur est nommé en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Chaque administrateur doit être propriétaire de 600 actions au moins.

2. Des administrateurs élus par le personnel salarié

Le statut et les modalités d'élection de ces administrateurs sont fixés par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Leur nombre est de deux, dont un représentant les cadres et un représentant les autres salariés.

En tout état de cause, leur nombre ne peut excéder le tiers des administrateurs nommés par l'Assemblée générale.

La durée de leurs fonctions est de trois ans.

Quel que soit son mode de désignation, les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les administrateurs sont toujours rééligibles, sous réserve des dispositions légales relatives notamment à leur âge.

II – MODALITES D'ELECTION DES ADMINISTRATEURS ELUS PAR LE PERSONNEL SALARIE

Pour chaque siège à pourvoir, le mode de scrutin est celui prévu par les dispositions légales.

Les premiers administrateurs élus par le personnel salarié entreront en fonction lors de la réunion du Conseil d'administration tenue après proclamation du résultat complet des premières élections.

Les administrateurs suivants entreront en fonction à l'expiration du mandat des administrateurs sortants.

Dans toutes les hypothèses où, pour quelque raison que ce soit, le nombre effectivement pourvu de sièges d'administrateurs élus devient inférieur au nombre statutaire avant le terme normal du mandat de ces administrateurs, les sièges non pourvus demeurent vacants jusqu'à ce terme et le Conseil continue, jusque-là, à se réunir et délibérer valablement.

Les élections sont organisées tous les trois ans de telle manière qu'un deuxième tour puisse avoir lieu au plus tard quinze jours avant le terme normal du mandat des administrateurs sortants.

Tant pour le premier que pour le deuxième tour de scrutin, les délais à respecter pour chaque opération électorale sont les suivants :

- l'affichage de la date de l'élection est effectué au moins huit semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes des électeurs, au moins six semaines avant la date du scrutin ;
- le dépôt des candidatures, au moins cinq semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes de candidats, au moins quatre semaines avant la date du scrutin ;
- l'envoi des documents nécessaires aux votes par correspondance, au moins trois semaines avant la date du scrutin.

Les candidatures ou listes de candidats autres que ceux présentés par une organisation syndicale représentative doivent être accompagnées d'un document comportant les noms et signatures des cent salariés présentant les candidats.

Le scrutin se déroule le même jour sur le lieu de travail et pendant les horaires de travail. Toutefois, peuvent voter par correspondance :

- les agents absents le jour du scrutin ;
- les salariés travaillant à l'étranger ;
- les agents d'un service, d'un bureau ou détachés dans une filiale en France ne disposant pas d'un bureau de vote ou ne pouvant voter dans un autre bureau.

Chaque bureau de vote est composé de trois membres électeurs, la Présidence étant assurée par le plus âgé d'entre eux. Le bon déroulement des opérations de vote est placé sous sa responsabilité.

Le dépouillement a lieu dans chaque bureau de vote et immédiatement après la clôture du scrutin ; le procès-verbal est établi dès la fin des opérations de dépouillement.

Les procès-verbaux sont immédiatement transmis au siège de Société Générale où il sera constitué un bureau centralisateur des résultats en vue d'établir le procès-verbal récapitulatif et de procéder à la proclamation des résultats.

Les modalités de scrutin non précisées par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce ou les présents statuts sont arrêtés par la Direction générale après consultation des organisations syndicales représentatives.

Ces modalités pourront prévoir le recours au vote électronique, dont la mise en œuvre pourra déroger, en tant que de besoin, aux modalités d'organisation matérielle et de déroulement du scrutin et écrites dans les présents statuts.

III – CENSEURS

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut désigner un ou deux censeurs.

Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.

Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.

Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.

Article 8

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'Assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur général est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 9

Le Conseil d'administration élit un Président parmi ses membres personnes physiques, détermine sa rémunération et fixe la durée de ses fonctions, laquelle ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de 70 ans ou plus. Si le Président en fonctions atteint l'âge de 70 ans, ses fonctions prennent fin à l'issue de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Article 10

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, au Siège social ou en tout autre endroit indiqué par la convocation. Il examine les questions inscrites à l'ordre du jour.

Il se réunit également lorsque le tiers au moins de ses membres ou le Directeur général en fait la demande au Président sur un ordre du jour déterminé.

En cas d'empêchement du Président, le Conseil d'administration peut être convoqué soit par le tiers au moins de ses membres soit, s'il est administrateur, par le Directeur général ou un Directeur général délégué.

Sauf disposition statutaire spécifique, les administrateurs sont convoqués par lettre ou par tout autre moyen. En tout état de cause, le Conseil peut toujours valablement délibérer si tous ses membres sont présents ou représentés.

Article 11

Les réunions du Conseil sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un administrateur désigné à cet effet en début de séance.

Chaque administrateur peut donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues et chaque pouvoir ne peut être donné que pour une réunion déterminée du Conseil.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est, dans tous les cas, nécessaire pour la validité des délibérations.

Le Directeur général participe aux séances du Conseil.

Un ou plusieurs délégués du Comité central d'entreprise assistent aux séances du Conseil dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

A l'initiative du Président du Conseil d'administration, des membres de la Direction, les Commissaires aux comptes ou d'autres personnes extérieures à la Société ayant une compétence particulière au regard des sujets inscrits à l'ordre du jour peuvent assister à toute ou partie d'une séance du Conseil.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Le secrétariat du Conseil est assuré par un membre de la Direction désigné par le Président.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

Article 12

Les membres du Conseil peuvent recevoir à titre de jetons de présence une rémunération dont le montant global, déterminé par l'Assemblée générale, est réparti par le Conseil entre les bénéficiaires dans les proportions qu'il juge convenables.

Direction générale

Article 13

La Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale est effectué par le Conseil d'administration qui ne peut valablement délibérer que si :

- l'ordre du jour, en ce qui concerne ce choix, est adressé au moins 15 jours avant la réunion du Conseil ;
- les 2/3 au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions définies par les dispositions en vigueur.

Lorsque la Direction générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions qui suivent relatives au Directeur général lui sont applicables.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il représente la Société vis-à-vis des tiers.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération et la durée des fonctions du Directeur général, laquelle ne peut excéder ni celle de la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général ni, le cas échéant, celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur général s'il est âgé de 70 ans ou plus. Si le Directeur général en fonction atteint l'âge de 70 ans, ses fonctions prennent fin à l'issue de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Sur proposition du Directeur général, le Conseil d'administration peut nommer jusqu'à 5 personnes physiques chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués. Le Conseil d'administration détermine leur rémunération. A l'égard des tiers, les Directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

Assemblée des actionnaires

Article 14

Les Assemblées générales sont composées de tous les actionnaires.

L'Assemblée générale est convoquée et délibère dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Elle est réunie au Siège social ou en tout autre lieu du territoire métropolitain indiqué dans l'avis de convocation.

Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un administrateur désigné à cet effet par le Président du Conseil d'administration.

Tout actionnaire dont les actions, quel que soit le nombre, sont enregistrées dans les conditions et à une date fixées par décret, a le droit de participer aux assemblées sur justification de sa qualité et de son identité. Il peut, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, soit assister personnellement à l'assemblée, soit voter à distance, soit donner un pouvoir.

L'intermédiaire inscrit pour le compte d'actionnaires peut participer aux assemblées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote doivent être reçus par la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court mentionné dans la convocation ou dispositions en vigueur impératives abrégeant ce délai.

Les actionnaires peuvent, lorsque la convocation le prévoit et dans les conditions qu'elle fixe, participer aux Assemblées générales par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

La retransmission publique de l'assemblée par des moyens de communication électronique est autorisée sur décision du Conseil d'administration dans les conditions qu'il définit. Avis en est donné dans l'avis de réunion et/ou de convocation.

Un droit de vote double, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative, au nom du même actionnaire, depuis deux ans au moins à compter du premier janvier 1993 ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit.

Le nombre de voix dont peut disposer un actionnaire dans les Assemblées générales, qu'il vote personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire, ne peut excéder 15 % du nombre total des droits de vote existant à la date de la réunion.

Cette limite de 15 % n'est pas applicable au cumul des voix exprimées au titre de son vote personnel et des procurations reçues soit par le Président de l'assemblée soit par tout mandataire, dans la mesure où chaque procuration respecte la règle fixée à l'alinéa précédent.

Pour l'application de cette limite, sont assimilées aux actions possédées par un même actionnaire les actions détenues indirectement ou de concert dans les conditions définies par les articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce.

Cette limite cesse d'avoir un effet lorsqu'un actionnaire vient à détenir, à la suite d'une offre publique, directement, indirectement ou de concert avec un autre actionnaire, plus de 50,01 % des droits de vote.

Dans toutes les Assemblées générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

Assemblées spéciales

Article 15

Lorsqu'il existe des actions de différentes catégories, les Assemblées spéciales des titulaires d'actions de ces catégories, sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par l'article 14 des présents statuts.

Commissaires aux comptes

Article 16

Les Commissaires aux comptes sont nommés et exercent leurs fonctions conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Comptes annuels

Article 17

L'exercice commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le Conseil d'administration établit des comptes annuels dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Il est en outre établi tous autres documents prévus par les lois et règlements en vigueur.

Article 18

Le résultat de l'exercice se détermine conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est prélevé sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la Loi jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice disponible après ce prélèvement, majoré, le cas échéant, du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable sur lequel sont prélevées successivement les sommes que l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, jugera utile d'affecter à toutes réserves ordinaires, extraordinaires ou spéciales ou de reporter à nouveau.

Le solde est ensuite distribué aux actionnaires dans la proportion de leur participation au capital.

L'Assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, accorder à chaque actionnaire, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions dans les conditions fixées par la législation en vigueur. L'actionnaire devra exercer son option sur la totalité du dividende ou des acomptes sur dividende afférent aux actions dont il est propriétaire.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Attribution de compétence

Article 19

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou lors de la liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, seront soumises exclusivement à la juridiction des tribunaux du siège social.

Dissolution

Article 20

En cas de dissolution de Société Générale, à moins que la loi n'en dispose autrement, l'Assemblée générale détermine le mode de liquidation, nomme les liquidateurs sur proposition du Conseil d'administration et continue d'exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus pendant le cours de la liquidation et jusqu'à sa clôture.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans la proportion de leur participation au capital.

IX. CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

9.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

M. Frédéric OUDEA, Président-Directeur général de Société Générale

9.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE

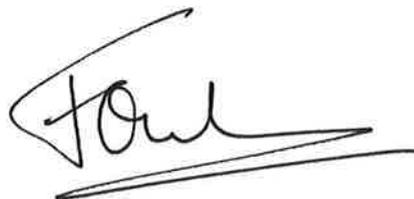
J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2010 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 10.2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2010, de son actualisation A-01 (incluant un rectificatif) et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2010 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 331 à 332 et 404 à 405 du document de référence 2010, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2007 et 2008, respectivement en pages 266 à 267 et 330 à 331 du document de référence 2008 et en pages 310 à 311 et 382 à 383 du document de référence 2009. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes annuels et consolidés 2009 et aux comptes annuels et consolidés 2008 et 2007 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 5 août 2010



M. Frédéric OUDEA
Président-Directeur général de Société Générale

9.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Cabinet Ernst & Young Audit

représenté par M. Philippe Peuch-Lestrade

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris - La Défense

Début du 1^{er} mandat : 18 avril 2000

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Nom : Société Deloitte et Associés

représentée par MM. Jean-Marc Mickeler et Damien Leurent

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Début du 1^{er} mandat : 22 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Nom : M. Robert Gabriel GALET

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris - La Défense

Date de nomination : 30 mai 2006

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : M. Alain PONS

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de nomination : 22 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

X. CHAPITRE 13 : TABLES DE CONCORDANCE

10.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION

Rubriques	<i>Document de référence 2010</i>	<i>Première actualisation</i>	<i>Deuxième actualisation</i>
1. PERSONNES RESPONSABLES	426	45	162
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	427	46	163
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES			
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice			
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires			22-25
4. FACTEURS DE RISQUE	160 - 162 ; 166 - 208	3 - 4 ; 11 - 22 ; Annexe 1	63-76
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR			
5.1. Histoire et évolution de la société	2 ; 28		
5.2. Investissements	58 - 59 ; 61 ; 330		43
6. APERÇU DES ACTIVITÉS			
6.1. Principales activités	4 -14 ; 56 - 57	3 - 4	4-16 ; 20-51
6.2. Principaux marchés	327 - 330		
6.3. Événements exceptionnels	NA		
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	202 - 204		
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	Sommaire
7. ORGANIGRAMME			
7.1. Description sommaire du Groupe	2 ; 32 - 33		21
7.2. Liste des filiales importantes	39 - 53 ; 315 - 326 ; 384 - 403		21 ; 88-89
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS			
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	65		50
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	152 - 157		
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT			
9.1. Situation financière	54 - 55 ; 62 - 65		41 ; 45-49
9.2. Résultat d'exploitation	34 - 53		22-40
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX			
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	211 - 216		17-19 ; 82 - 83 ; 132
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	217		84
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	54 - 55 ; 64 - 65	19	41 ; 49 ; 99
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	29		
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	55		
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES			
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	60		
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE			

Rubriques	Document de référence 2010	Première actualisation	Deuxième actualisation
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE			
14.1. Conseil d'administration et direction générale	68 - 80	6	
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	78		
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES			
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	88 - 108	7 - 10	53-61
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages		9 - 10	
	313 - 314		
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION			
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	68 - 77		
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	78		
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	83 - 86		
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	81		
17. SALARIÉS			
17.1. Nombre de salariés	134		62
17.2. Participations et stock options des administrateurs	68 - 70 ; 88 - 110		118
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	138		19
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES			
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	24		18
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	24 ; 29		18
18.3. Contrôle de l'émetteur	24		
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA		
	313 - 314 ; 384 - 402 ; 130 - 132		51
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS			
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR			
20.1. Informations financières historiques	211 - 330 ; 333 - 403 ; 430		
20.2. Informations financières pro forma	NA		
20.3. États financiers	211 - 330 ; 333 - 403		
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	331 - 332 ; 404 - 405		
20.5. Date des dernières informations financières	211 ; 333		77
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	23 - 44	77-125 ; 128-151
20.7. Politique de distribution des dividendes	18 - 19		
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	202 - 204		
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	330		
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES			
21.1. Capital social	21 - 30	5	18
21.2. Acte constitutif et statuts	408 - 418		152-161
22. CONTRATS IMPORTANTS	60 ; 65		
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS			
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	30		
	32 - 33 ; 315 - 326 ; 384 - 402		
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS			

10.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2010	77-125
Rapport semestriel d'activité	20-51
<input type="checkbox"/> Evénements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	20-50
<input type="checkbox"/> Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	50
<input type="checkbox"/> Principales transactions intervenues entre parties liées	51
Attestation du responsable	162
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1er semestre de l'exercice 2010	126-127